

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Pour avoir complété
contre M. Sekou Touré

M. DIALLO TELLI
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'O.U.A.
A ÉTÉ ARRÊTÉ À CONAKRY
LIRE-PAGE 3

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne,
12 fr. ; Canada, 3 \$; Danemark, 3 kr. ; France,
25 fr. ; Grèce, 20 dr. ; Italie, 200 li. ; Japon, 120 y.
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse,
1 fr. ; U.S.A., 65 ct. ; Royaume-Uni, 10 p. n.
Tarif des abonnements page 10
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-25 PARIS
Tél. Paris n° 696712
Tél. : 246-72-23

Le nouveau gouvernement portugais se propose de faire respecter la loi et de juguler la crise économique

Puisqu'il le faut...

Un an avant le soulèvement des capitaines contre le régime Caetano, le parti socialiste portugais n'existait pas. C'est en 1973, en République fédérale d'Allemagne, que M. Mario Soares, entouré d'un petit groupe d'amis, fonde un mouvement qui est devenu en deux ans la première formation politique du Portugal. Il a obtenu aujourd'hui une responsabilité directe du pouvoir.

La personnalité de M. Mario Soares, militant courageux de la lutte contre le salazarisme et politicien habile, est pour beaucoup dans cette performance, que les dirigeants des « vieux » partis socialistes d'Italie, de France et d'Espagne doivent considérer avec une certaine perplexité. Car la formation à Lisbonne d'un gouvernement d'union de la majorité des membres appartenant à ce qu'il faut dire appeler l'aile modérée du « S.P. » est aussi le résultat d'un compromis.

Les dirigeants socialistes ont négligé leurs militants et leurs sympathisants à porter le général Ramalho Eanes à la présidence de la République. Avant son élection à la magistrature suprême, le chef d'état-major général de l'armée, vainqueur de l'épreuve de force sanglante du 25 novembre 1974, avait déjà affirmé qu'il était favorable à la mise en place d'un gouvernement socialiste homogène.

Froid, sévère, partisan de l'ordre, de l'efficacité et d'une normalisation rapide dans les casernes et dans la vie politique, le nouveau président de la République a contribué, en faisant état de sa « maturité présidentielle », à tempérer les réserves des autres formations à l'égard d'un gouvernement dont la base parlementaire est minoritaire.

Puisqu'il le faut... cette formule résignée employée par l'un des dirigeants du Centre démocratique et social illustre les réticences, les arrière-pensées et les encagements, sans doute provisoires, des partis situés à la droite du parti socialiste et qui préféraient un gouvernement d'union de la gauche. La neutralité bienveillante adoptée par les uns de MM. Sá Carneiro et de Almeida Amaro à l'égard de l'équipe formée par M. Mario Soares est conditionnelle.

La satisfaction exprimée par la Confédération industrielle portugaise, qui regroupe la grande majorité des chefs d'entreprise du pays, n'est pas non plus exempte d'ambiguïté. Le patronat portugais, consterné par l'ampleur de la crise économique, espère que le gouvernement socialiste adoptera des mesures impopulaires qui s'imposent à M. Soares, qui a maintenu à M. Lopes Cardoso au ministère de l'Agriculture, à certaines promesses qu'il n'aurait pas de nouvelles nationalisations. Mais il s'est également engagé à respecter les acquis de la réforme agraire, ainsi que les principales conquêtes de la classe ouvrière depuis le 25 avril 1974. C'est bien évidemment sur ce terrain miné que attendent les dirigeants du parti communiste et d'une extrême gauche rassemblés sous la houlette du commandant Otelo de Carvalho.

La liste des tâches que doit affronter le premier gouvernement constitutionnel du nouveau Portugal démocratique est impressionnante, le redressement de l'économie étant, ainsi que M. Soares l'admet, prioritaire. On ne peut que lui souhaiter bonne chance et bon courage. Son échec en effet ne pourrait profiter qu'à une droite néo-fasciste et revancharde qui relève déjà la tête dans une armée qui ne s'est pas remise de son coup de foudre d'avril 1974.

DÉGÈS DU CARDINAL DÖPPFNER

Munich. — Le cardinal Julius Döpfner est décédé, samedi matin à Munich, d'un infarctus. Il était âgé de soixante-trois ans, et présidait la conférence épiscopale ouest-allemande. (A.F.P.)

Investi officiellement à Lisbonne vendredi, le nouveau gouvernement portugais tient ce samedi 24 juillet son premier conseil. L'équipe constituée par M. Mario Soares comprend onze socialistes — qui appartiennent pour la plupart à la tendance modérée du parti —, trois personnalités indépendantes et trois militaires. Elle bénéficie de la neutralité bienveillante des formations situées à la droite du P.S. alors que la gauche s'inquiète pour les « conquêtes révolutionnaires ». Le nouveau gouvernement se fixe pour première tâche de juguler la crise économique et de faire respecter la loi.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — « J'affirme solennellement sur mon honneur que l'accord conclu avec l'armée a été accompli avec loyauté et que les fonctions qui me sont confiées... » Il était 19 h. 10, le vendredi 23 juillet. Dans une petite salle, à l'atmosphère étouffante, le palais de Sejm, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, venait de prêter serment comme premier ministre. Puis les dix-sept ministres, en commençant par le doyen, M. Henrique de Barros, ont, à leur tour, prononcé la formule rituelle, en présence du président de la République et des membres du Conseil de la révolution.

Les Portugais qui suivaient la cérémonie retransmise à la télévision n'ont pas eu l'occasion de voir beaucoup de têtes nouvelles. Seuls, en effet, trois des ministres de la nouvelle équipe n'ont jamais été membres à part entière, ou comme secrétaire d'Etat, de l'un ou l'autre des gouvernements provisoires : MM. Sottomayor Cardia, João Almeida Pina et Henrique de Barros. Le record est détenu par M. Almeida Santos, qui a déjà fait partie de tous les gouvernements provisoires, sauf le cinquième.

L'équipe formée par M. Soares comporte onze membres du P.S., trois personnalités civiles indépendantes : MM. Sá e Sousa Gomes, Eduardo Pereira et Almeida Santos — deux militaires d'active — les lieutenants-colonels Costa Bras et Firmino Miguel — et un officier du cadre de réserve, le colonel Almeida Pina.

La coloration du nouveau gouvernement est tout à fait modérée. Pour ne parler que des socialistes, un seul ministre représente véritablement l'aile gauche du parti :

ment l'aile gauche du parti : M. Lopes Cardoso. Sans être aussi marqués que ce dernier, MM. Henrique de Barros, António Barreto et Marcelo Curto sont réputés « plutôt à gauche ». Les autres représentent la « sensibilité » social-démocrate du P.S. Le poids de ce courant est renforcé par la nomination de deux secrétaires d'Etat très modérés, qui travailleront directement auprès du premier ministre : MM. Cunha Rego et Manuel Alegre.

A quelques mois du congrès du parti et des élections municipales, ce choix n'est pas sans risques. De façon plus inquiétante encore pour l'avenir, il donne également à penser que le mouvement de M. Soares ne dispose pas d'autant de cadres que l'importance de son électorat le laisserait supposer.

Le premier ministre, qui n'abandonnera pas ses fonctions au sein du P.S., a néanmoins laissé, pour « garder la maison », un homme de grande expérience politique : M. Salgado Zenha, qui abandonne le gouvernement après avoir été cinq fois ministre depuis le 16 mai 1974. Le numéro deux du parti acceptera également la présidence du groupe parlementaire socialiste — tâche capitale compte tenu de sa situation minoritaire à l'Assemblée de la République.

Le premier ministre, a, en tout cas, toutes les raisons d'être satisfait de la présence, dans son équipe des lieutenants-colonels Firmino Miguel et Costa Bras. Il s'agit là de deux hommes — ayant déjà l'expérience gouvernementale et qui jouissent de la confiance du président de la République et de l'estime de leurs pairs.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 2.)

Cessez-le-feu au Liban ?

Phalangistes et Palestiniens ont conclu un accord

Un accord en vue d'un « cessez-le-feu général » au Liban a été conclu, vendredi soir 23 juillet, entre les représentants du parti phalangiste et ceux de la résistance palestinienne. Si les termes en sont approuvés par les alliés respectifs des deux signataires, dans le camp conservateur et à gauche, le cessez-le-feu entrerait en vigueur à partir du dimanche 25 juillet à 7 heures (heure française).

Le compromis prévoit l'installation des contingents de la « force de la paix arabe » sur toutes les lignes de démarcation séparant les belligérants, au cours des quarante-huit heures qui suivront l'arrêt des combats. Dans ce cas, les importants renforts arabes seraient indispensables pour assurer le contrôle des diverses positions stratégiques. Pour l'instant, environ cent cinquante « casques verts » saoudiens se trouvent dans le secteur du Mnsse, seul point de passage entre les deux zones de Beyrouth. Le reste de la « force de la paix », comprenant des contingents saoudiens, soudanais, syriens et libanais, soit 2 300 hommes au total, est toujours bloqué à l'aéroport de Beyrouth.

L'attitude des formations maronites

Si l'on estime généralement, à Beyrouth, que la gauche libanaise souffrira sans difficulté à ce projet de cessez-le-feu, il est plus malaisé de prévoir l'attitude des autres formations maronites du Liban, qu'il s'agit de la désignation palestinienne, que personne ne peut le faire, qu'ils sachent encore que la cause palestinienne sera détruite avant que le Liban ne le soit.

Quelques heures plus tard, le commentateur de Radio-Amchit (contrôlée par les phalangistes), président français, devait tenir à propos des exploits de « quatre cent mille Palestiniens » : « Ils persistent à vouloir que le Liban devienne une patrie arabe, le Liban devienne le cimetière de ceux qui surviendront... »

Commentant le discours du président Sadate (le Monde du 24 juillet), dans lequel le chef de l'Etat égyptien a réitéré son soutien à la résistance palestinienne et à la gauche libanaise, le ministre libanais des affaires étrangères, dirigé par M. Chamoun, a diffusé un communiqué dans lequel on peut lire : « M. Sadate peut concrétiser l'intérêt qu'il porte à la résistance palestinienne en transférant au Liban, à S'evant contre l'avis du Kfour, le président égyptien en faveur du retrait de l'armée syrienne du Liban, ce texte ajoute : « M. Sadate devrait ne pas se mêler d'affaires relevant de la seule autorité du Liban telle que l'acceptation de l'aide militaire syrienne. L'intervention syrienne est nécessaire à l'heure actuelle pour le rétablissement de la paix et du calme sur notre territoire. » En revanche, M. Yasser Arafat, le président de l'O.L.P., a salué chaleureusement « le discours historique du président Sadate qui a suscité un écho extraordinaire chez tout le monde au Liban, et a détruit les espoirs de l'ennemi ».

Les pourparlers syro-palestiniens

Entre-temps, les pourparlers syro-palestiniens se poursuivent sans relâche à Damas. La presse de Beyrouth fait état, ce samedi 24 juillet, des positions respectives des deux parties. Le chef de la désignation palestinienne, M. Farouk Kaddoumi, aurait proposé un plan en trois points : retrait des forces syriennes de certaines positions qu'elles occupent actuellement ; installation de contingents de « force de la paix » arabes sur toutes les lignes de démarcation séparant les deux camps ; convocation, aussitôt après, d'une « table ronde » sous l'égide de M. Elias Sarkis, président élu du Liban, afin d'élaborer un règlement politique de la crise.

(Lire la suite page 4.)

La réévaluation des bilans devra stimuler l'investissement

estime M. Fourcade

Le ministre de l'économie et des finances a déclaré, vendredi 23 juillet, à France-Inter, que les dispositions qui seront prévues dans la prochaine loi de finances pour permettre aux entreprises de réévaluer leur bilan, devraient favoriser leur effort d'investissement. Contrairement aux prévisions plus pessimistes de l'INSEE et des experts de l'O.C.D.E., M. Jean-Pierre Fourcade a estimé que la hausse des prix resterait, cette année, inférieure à 10 % ; elle devrait, selon lui, se situer entre 9,5 et 9,4 %.

Selon les estimations les plus récentes des experts du château de la Muette, c'est sans doute, parmi les grands pays industriels de l'Europe de l'Ouest, en France que le rythme de la reprise économique a été et sera encore le plus fort. Au premier semestre, le taux annuel de croissance du produit national brut n'aurait été qu'un éloigné de 10 % en termes réels ; ce qui, même en tenant compte du point de départ qui était très bas, est une cadence impossible à soutenir pendant très longtemps ; si bien qu'à maints égards le ralentissement actuel serait, selon ces experts, plutôt favorable.

Il reste qu'en France comme dans les autres pays européens, et même jusqu'à un certain point aussi aux Etats-Unis, les chefs d'entreprises hésitent toujours à engager sur plusieurs années des dépenses d'équipement. Convient-il de prendre, dans ce domaine, de nouvelles mesures d'incitation ? A l'occasion de l'interview qu'il a donnée vendredi soir à France-Inter, M. Jean-Pierre Fourcade a simplement déclaré que son intention était de favoriser l'effort d'équipement à travers la faculté qui sera ouverte aux entreprises par la prochaine loi de finances de réévaluer leur bilan. — P. F.

(Lire la suite page 16.)

La mort de Paul Morand

UN « TRAVERSEUR DE VIES ET DE PAYSAGES »

par G. GUITARD-AUVISTE

Paul Morand, de l'Académie française, est mort, dans la nuit du 22 au 23 juillet, à l'hôpital Necker. L'écrivain était âgé de quatre-vingt-huit ans.

L'homme pressé, vient de nous quitter pour le dernier voyage vers cette « après-vie » à laquelle il croyait sans adhérer à aucune doctrine religieuse, « tant seulement, vers sa fin, par les traditions orthodoxes. Voici fixé au port et le traverser de vies et de paysages », immobile l'apôtre du mouvement qui ne sautait de selle que pour filer la course à skis, en hors-bord ou dans une grosse cylindrée, écrivait.

AU JOUR LE JOUR DERNIÈRE NOUVELLE

En dessinant d'une plume élégante et impétueuse de folles femmes aux pestes imprévues, des aventuriers aux mines juives et des jeunes gens avides de leur époque, en suivant d'un mouchoir ironique et ravi les autos rapides, les paquebots lumineux et les salons des palais vénitiens, l'homme pressé qu'était Paul Morand vivait de l'air de son temps et de son monde. A tel point qu'on lui a reproché d'oublier l'air de l'histoire, qu'il préférait l'actualité.

Mais à l'heure où le maître de Bordeaux oublie un général, l'homme pressé sous la lampe allumée le livre « ouvert la nuit ».

BERNARD CHAPUIS.

nant d'un immense vacarme : les structures morales, sociales, ethniques et politiques craquent de tous côtés. Surtout, ne pas manquer cela ! Tout voir, tout comprendre, partout et vite, puis, que les auteurs, immédiatement, ressemblent à des crépuscules. Chez Morand, bientôt, l'hédonisme et la curiosité se mêlent d'une espèce d'épouvante, et la fascination est l'opium d'une angoisse. Il ne sera jamais de la race des écrivains à système, qui visent à changer le monde ; trop sceptique pour cela, et trop fataliste, il sera un moraliste, à la manière d'un révolté. Son rôle : montrer ce qu'il voit : sa définition de l'art : « Chaque temps en sa chose » ; il est merveilleusement armé pour accomplir l'une et tenir l'autre. Il y a une vision Morand, un style Morand, qui coïncident avec son époque, qu'elle appelle et dont, en retour, il a marqué.

(Lire la suite page 13.)

25 JUILLET POUR UN DIMANCHE DE COURSES

à MAISONS-LAFFITTE

Importante réunion avec le Prix

ROBERT PAPIN (OMNIUM DE DEUX-ANS)

Première grande épreuve pour les jeunes chevaux 200 000 F au gagnant

POUR LE CENTENAIRE DE BAYREUTH

M. Walter Scheel exorcise Wagner

« Je ne suis pas un wagnérien. Je ne sens en moi aucun motif contrainant de contempler ma loi en Bayreuth, d'aller en pèlerinage à Bayreuth, de la Festeplatz, pour moi, l'est ni un temple sacré ni le siège de l'antichrist, c'est un théâtre spécialisé des œuvres de Wagner. »

L'ouverture solennelle des fêtes du centenaire, par un pape qui n'a pas l'air de se soucier de l'antichrist, n'est pas d'abord déchaîner l'enthousiasme des habitants de Bayreuth, toujours nombreux cependant pour admirer les toilettes des notables, à ainsi débuté par une douche froide infligée aux wagnériens par M. Walter Scheel, président de la République fédérale. Il y a eu des mouvements divers, d'ailleurs discordants.

M. Scheel, dont le prédécesseur s'était refusé à venir à Bayreuth, après la guerre, avait la tâche délicate dans cette célébration d'un lieu qui fut l'apanage des nazis. Il y a fait face courageusement par un cours d'histoire des idées qui aboutissait à une dénazification modérée de Wagner, mais surtout à une démythification de son œuvre.

Certains dents ont dû grincer en l'entendant d'emblée mettre sur le même plan le Bort de Moussorgski, le livret de Pouchkine, les opéras de Verdi et ceux de Wagner : « Il y a eu, dans la moitié du dix-neuvième siècle, une lignée d'artistes, et Wagner est l'un d'eux (...). Un compositeur d'opéras, c'est beaucoup mais ce n'est pas le centre spirituel de l'univers. »

A mesure que M. Scheel, descendant le cours de l'histoire allemande à travers Nietzsche, les deux Gulismas, Bismarck, Friedrich Ebert (« Notre première chance démocratique »), Thomas Mann et Hinden-

burg, se rapprochait du temps de Hitler, on percevait une certaine tension sur la scène où avaient pris place, notamment Karl Böhm et Wolfgang Wagner ; les regards se faisaient lointains pourtant. Ce n'est que dans « l'hypertrophie du moi et de la notion de génie » que l'orateur acceptait de déceler un lien possible entre l'œuvre de Wagner et la monstrueuse arrogance de Hitler, se refusant à mettre « l'humanisme romantique de Wagner dans le même pot que la bestialité du national-socialisme », tout en signalant avec violence les responsables de Bayreuth, à cette époque. L'écho de ce discours a sans doute résonné à Wahnfried où Winifred (mère de Wieland et de Wolfgang) clamait, l'an passé que si Hitler sonnait à la porte du jardin elle se précipiterait pour l'accueillir...

Mais M. Scheel a aussi fait l'éloge des petits-fils de Wagner, « qui ont rendu un grand service à son œuvre en transformant le temple en un atelier d'atelier ; et je ne pouvais, moi, à Bayreuth, faire aucune expérience qui me rendit capable de comprendre mieux et plus profondément une œuvre de Verdi ou d'un autre maître, alors, il me semblait que Bayreuth n'a aucun sens. » Et le président de la République conclut en indiquant les moyens de « réconcilier Wagner avec la démocratie » et en refusant de privilégier la culture allemande au dépens des autres cultures européennes, se refusant enfin de célébrer le centenaire sur la « festivité » (prière de fête), « cette apologie du peuple dans laquelle le peuple se célèbre lui-même ».

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 6.)

APRÈS L'INVESTITURE DU GOUVERNEMENT

Respecter la loi et juguler la crise économique

Le nouveau cabinet

(Suite de la première page.)

Les officiers les plus proches du « groupe des neuf » se reconstruisent dans le nouveau ministère de l'intérieur — qui va, en particulier, être chargé d'organiser les élections municipales, — et les anciens « syndicalistes » aujourd'hui ralliés au général Ennes, dans le nouveau ministère de la Défense. M. Soares peut ainsi espérer avoir « armé » à son gouvernement une notable fraction de l'armée.

L'un des atouts les plus sérieux dont dispose M. Soares pour mener à bien l'entreprise difficile, périlleuse, dans laquelle il vient de se lancer, est à l'évidence la confiance que lui accorde le général Ennes. « Un gouvernement minoritaire qui a le soutien du président de la République n'est pas un gouvernement minoritaire », avait déjà déclaré l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre. Nul n'attendait de révolutions de son allocution de vendredi, aussi l'attention se concentrait-elle sur un point : le chef de l'Etat allait-il renouveler la référence au « socialisme » qu'il avait solennellement faite, à deux reprises, en moins de dix jours, engageant passablement la droite civile et militaire ? Le général Ennes n'a pas manqué d'évoquer la transition vers le socialisme qui est l'un des objectifs fixés par la Constitution. Cette mention n'a pu que rassurer M. Soares, car la tâche s'annonce rude. Certes, le chef de gouvernement peut se dire que... tout pourrait être pire. Les contacts auxquels il a procédé, ces derniers jours, avec tous les partis représentés au Parlement, pour réviser d'extrême gauche avec les deux plus hautes autorités de l'Eglise catholique portugaise — l'ont laissé très optimiste : « L'es-

prit dominant est à la collaboration et non à l'obstruction », a-t-il déclaré. L'Union démocratique populaire (U.D.P.), maïstria, principale formation gauchiste du pays, a même admis que, « pour la gauche, un gouvernement socialiste est la seule hypothèse possible ». Ce sont presque, mot pour mot, les termes dont use M. Soares.

L'inquiétude des communistes

Le parti communiste, lui, est évidemment très inquiet des attitudes qui pourraient être portées aux « conquêtes révolutionnaires ». Il est également très désireux de « récupérer » ses nombreux partisans qui ont voté pour le commandant Otelo de Carvalho. Tout cela peut le conduire à adopter, vis-à-vis du gouvernement socialiste, une attitude très dure. Mais M. Cunha salit aussi que la dynamique politique du moment est favorable à la droite. Une attitude maximaliste serait donc pleine de risques.

Sur sa droite, le secrétaire général du parti socialiste a évidemment renoncé plus de résignation que de sympathie. M. Sa Carneiro, leader du parti populaire démocratique, a annoncé que sa formation ne pratiquera pas l'opposition systématique et envisage même, en certains cas, « un appui critique ». Le Centre démocratique et social, pour sa part, a déclaré : « Nous ne ferons rien contre cette expérience ». Enfin, le patronat a manifesté pour la tentative de M. Soares une sympathie tellement débordante qu'elle en paraît suspecte.

Même si elles ne sont pas purement tactiques, toutes ces bonnes intentions ne garantissent pas le succès.

Anticipant sur le programme qu'il doit, aux termes de la Constitution, présenter avant le 2 août devant l'Assemblée de la République, le premier ministre a, dans son discours de vendredi, évoqué certaines des tâches auxquelles il va devoir s'atteler. De quel donner le vertige ? Juguler la crise économique aiguë que connaît le pays ; poursuivre l'institutionnalisation de la démocratie, notamment en réalisant des élections locales ; combattre la violence et faire respecter la loi par les minorités ; réorganiser la presse, l'administration, l'éducation ; améliorer l'habitat et l'assistance médicale ; venir en aide aux « éternels sacrifiés » que sont les populations rurales, les mineurs, certaines catégories de fonctionnaires et les retraités ; mettre un terme à une certaine « perméabilité » qui se donne en spectacle place du Rossio, à Lisbonne et ailleurs ; demander l'adhésion immédiate du Portugal au Conseil de l'Europe et commencer les négociations avec le Marché commun ; normaliser les relations avec l'Angola et le Mozambique ; résoudre l'épineuse question des rapatriés, sans négliger les problèmes particuliers posés par Madère et les Açores, et par les travailleurs portugais vivant à l'étranger.

Instabilité dans l'armée

Une autre difficulté résulte d'une certaine instabilité qui continue de régner au sein de l'institution militaire ; à l'occasion de la prise de fonctions du général Rocha Vieira, nouveau chef d'état-major de l'armée de terre, le général Ennes avait indiqué, le 19 juillet, que la discipline n'y était pas encore établie. L'hebdomadaire gauchiste *Gazeta*, souvent bien renseigné, assure de son côté que des soldats ont été arrêtés et interrogés en plusieurs

endroits sur leur participation aux événements de l'été dernier. D'autre part, l'éloignement du contre-amiral Leonel Cardoso de son poste de chef d'état-major adjoint de la marine continue de provoquer des rumeurs. Une pétition circulerait au sein de cette arme, où l'on craint une épuration visant les officiers de gauche, demeurés nombreux malgré le « retour de flamme » du 25 novembre dernier. Cette affaire a relancé les rumeurs relatives à un prochain remaniement du Conseil de la révolution pour en éloigner certains officiers du « groupe des neuf ». Le porte-parole de cet organisme, le commandant Sousa e Castro a affirmé le 23 juillet que rien de tel n'était en préparation. Il a admis cependant que « certaines forces » souhaitaient des changements au sein du Conseil. Ces « forces » se situent évidemment parmi la droite militaire, qui se réorganise. Certains observateurs ont demandé ainsi si l'éloignement du contre-amiral Leonel Cardoso n'a pas été « un coup de sonde » destiné à montrer comment le général Ennes allait réagir.

Les tensions au sein de la marine, le retour attendu du général Spínola, la « rentrée » du général Kaulza de Arriaga — ancien d'une tentative de putsch d'extrême droite en décembre 1973 — qui vient de lancer un mouvement politique, la reprise des attentats à la bombe — trois en trois jours à Lisbonne visant des installations de pays socialistes, Angola, Mozambique et R.D.A., — tout cela inquiète les milieux progressistes. Est-ce le début d'une « déstabilisation » ou une série de réajustements et de « réajustements » inhérents à la mise en place de la démocratie au Portugal ? Une question de plus pour M. Soares.

JEAN-PIERRE CLERC.

Premier ministre : M. Mario Soares.
Affaires d'Etat : M. Henrique de Barros.
Ministre sans portefeuille : M. Jorge Campinos.
Affaires étrangères : M. José Medeiros Ferreira.
Défense : Lieutenant-colonel Firmino Miguel.
Plan et coordination économique : M. Antonio Sousa Gomes (*).
Intérieur : Lieutenant-colonel Manuel Costa Bras.
Justice : M. Antonio Almeida Santos (*).
Finances : M. Medina Carreira.
Agriculture et pêche : M. Antonio Lopes Cardoso.
Commerce : M. Antonio Barreto.

Industrie : M. Walter Rosa.
Travail : M. Marcelo Curto.
Affaires sociales : M. Armando Bacelar.
Éducation : M. Mario Sottomayer Gardia.
Transports : M. Rui Villar.
Travaux publics : colonel (de réserve) Almeida Faria.
Logement : M. Eduardo Pereira (*).
Secrétariat adjoint au premier ministre : M. Victor Cunha Rego.
Secrétariat d'Etat à l'information : M. Manuel Alegre.

A l'exception des trois militaires et des trois personnalités indépendantes (*), M. Almeida Santos étant d'ailleurs très proche du P.S., — tous les autres membres du gouvernement appartiennent au parti de M. Soares.

PORTRAIT

Mario Soares : ni Kerenski ni Allende

Comme il est facile, après coup, de justifier un destin privilégié ! Se pencher sur le passé de Mario Soares, c'est découvrir les succès successifs qui lui ont permis de gravir naturellement les échelons menant à l'exercice direct du pouvoir : une famille de bonne bourgeoisie, cultivée, plongée dans la politique militante ; des études solides de droit à Lisbonne et à la Sorbonne ; une activité dans les organisations de jeunesse démocratiques luttant contre Salazar ; un bureau d'avocat spécialisé dans la défense des causes politiques ; la prise en main courageuse des intérêts de la famille Delgado, ne général qui avait osé défier la dictature et qui fut assassiné, en 1965, par la police du régime ; des séjours répétés en prison, un bannissement à l'île de São Tomé, en 1968, et un exil, enfin, long de quatre années, amères, difficiles, mais fructueuses, et qui débouchent sur un retour triomphal à Lisbonne.

De son père, João Lopes Soares, ministre sous la 1^{re} République de 1910, directeur de collège et démocrate intrépidement jusqu'à sa mort, en 1970, Mario a retenu le républicanisme fervent, le goût sans compromis pour les libertés, et le pragmatisme. Cette influence, qui ne s'est jamais démentie, lui a sans doute permis de tempérer son enthousiasme de jeune étudiant pour les leçons de marxisme de ses amis et de ses maîtres des années 40, en particulier — comme Lisbonne est petit ! — comme Salazar puis Castano, que le socialisme démocratique était l'avenir du Portugal.

MAURICE NIEDERGAANG.

gloux, Cunha, qui avait passé onze ans au cachot. Duel décisif, et dont l'issue a décidé, pour un temps, de l'orientation du nouveau Portugal démocratique.

L'affaire Delgado a été un morceau de bravoure pour l'avocat Soares, presque inconnu, installé dans un bureau modeste de la basse ville, où se retrouvent tous les antifascistes de l'époque. Mario, homme tranquille, paisible, au visage placide et tout en rondeurs courtoises, se révèle un battant. Il va jusqu'à bout pour faire la lumière sur l'un des plus grands scandales politico-policiers du salazarisme. Il est fiché comme l'un des principaux ennemis du régime, qui le poursuit, le confie pour « interrogatoire » aux sinistres fonctionnaires de la PIDE, l'arrête, le déporte. Mais il conquiert une authentique popularité et un renom d'indépendant. Sans cet épisode, le parti socialiste, c'est-à-dire Mario Soares, n'aurait pas obtenu à chaque fois plus de 30 % des suffrages aux élections d'avril en 1975 et en 1976.

L'Histoire va vite, et Mario Soares n'a jamais douté de la pression de douleur. Mais sans la solidarité efficace des socialistes et des sociaux-démocrates européens, Mario n'aurait peut-être pas installé son parti, fondé seulement en 1973 en République fédérale, à la première place, il n'était pas élu, lors des élections de 1968, de 1969 et de 1973, « tolérables » par Salazar puis Castano, que le socialisme démocratique était l'avenir du Portugal.

MARCEL NIEDERGAANG.

Firmino Miguel : un ami de l'ex-général Spínola

La nomination du lieutenant-colonel Firmino Miguel comme ministre de la Défense n'est pas une surprise. Pour beaucoup de Portugais, cependant, le nouveau ministre garde de son passage dans les deux premiers gouvernements provisoires — où il était déjà chargé de la Défense — la réputation d'être un « spinoliste ». Bien qu'il ait récemment fait état de son souci de voir effacer « les erreurs du passé », l'étiquette est encombrante.

Le secrétaire général du P.S. estime que le lieutenant-colonel Firmino Miguel a été victime d'une cabale. Les partisans du général Vasco Gonçalves seraient allés chercher à le « brûler » après qu'il eût démissionné, le 30 septembre 1974, dans le sillage de l'ex-général Spínola. M. Soares apprécie son « sens politique aigu » et son « respect inébranlable pour la démocratie ». Le premier ministre ne fait donc que lui « rendre la place et les honneurs qui lui sont dus ».

Ce souci de justice n'explique pas tout. Le nouveau ministre de la Défense jouit auprès de ses collègues officiers d'une bonne réputation et du respect de la plupart d'entre eux. Le général Ramalho Eanes, qui n'apprécie rien tant que la compétence et l'efficacité, ne pouvait que « pousser » le lieutenant-colonel, qui avait été son bras droit à l'état-major de l'armée de terre.

Le ministre de la Défense est âgé de quarante-quatre ans. Né à Shirte, il a suivi la formation

des officiers d'infanterie. Après deux missions outre-mer — à Goa, aux Indes, et une autre en Angola, — il devient, à partir de 1963, professeur à l'école de l'armée de terre puis à l'Institut des hautes études militaires, tout en travaillant au cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre.

En 1970, il est en Guinée-Bissau, où il fait la connaissance du général Spínola, gouverneur de cette province.

Le 25 avril 1974, le lieutenant-colonel est à Paris, où il suit un cours à l'école de guerre. Il n'est pas membre du M.F.A. Mais il était tenu informé, a-t-il assuré, de ce qui se préparait. Le 16 mai 1974, il est nommé ministre de la Défense. Il est le seul militaire du premier gouvernement provisoire de M. Palma Carlos. Il a, bien entendu, été promu à ce poste par le général Spínola.

J.-P. G.

Les principaux ministres

M. Henrique de Barros

Agé de soixante-deux ans, M. Henrique de Barros est le doyen de la nouvelle équipe. Il est aussi l'un des hommes politiques portugais les plus respectés de ses compatriotes pour son rôle d'antifasciste et sa stature intellectuelle. Conciliateur, M. de Barros n'est intolérant qu'envers l'intolérance et toutes les formes d'autoritarisme. Membre du Conseil d'Etat, il s'est écrit à l'adresse du général Spínola, qui voulait imposer l'état de siège pour résoudre en sa faveur la crise du 28 septembre 1974 : « Le président de la République serait-il devenu fou ? »

Elu le 25 avril 1975 député de la Constituante, président de l'Assemblée, il a su la tenir en main.

Au printemps dernier, M. Henrique de Barros figurait parmi les cités dont les noms étaient prononcés comme éventuels candidats à la présidence de la République. Malgré son appartenance au P.S., le nouveau ministre est considéré comme un homme se situant « au-dessus des partis ». Ingénieur agronome, il est titulaire d'une chaire dans cette spécialité.

M. Jorge Campinos

Ministre sans portefeuille, chargé des relations avec le Parlement, c'est l'un des benjamins de l'équipe. Il est né en 1917 à Lobito, en Angola. Son engagement politique lui a valu, à vingt-quatre ans, d'être élu à la faculté de droit de Lisbonne, de devenir quinquagénaire le Portugal. Il poursuit ses études en France, à Poitiers, où, spécialiste de droit public et

de sciences politiques, il est nommé en 1967 assistant puis chargé de cours.

Secrétaire international au début des années 60 de l'Alliance populaire socialiste, M. Campinos a participé en 1973 à Münster, en Allemagne fédérale, à la fondation du P.S. portugais. Lors du congrès de décembre 1974 à Lisbonne, il est élu à la commission nationale et à la commission de direction. Député à la Constituante pour le district de Leiria, il a été désigné tête de liste pour Madère lors des récentes élections à l'Assemblée. Elu, il est revenu sur le « continent » connaissant du caractère profondément réactionnaire du P.P.D., la formation politique dominante dans les îles portugaises de l'Atlantique.

M. Campinos a été secrétaire d'Etat durant les deuxième, troisième et quatrième gouvernements provisoires. Le 10 septembre dernier il avait été nommé ministre du commerce extérieur et du tourisme du sixième gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo.

De taille moyenne, d'abord affable, M. Campinos est marié à une Française et père de deux enfants.

M. José Medeiros Ferreira

M. José Medeiros Ferreira était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères lorsque la major Melo Antunes dirigeait la diplomatie portugaise. Mais les relations de M. Ferreira avec le leader du groupe des « neuf » n'ont, semble-t-il, pas été des plus sereines. Le nouveau ministre a donc quitté le Portugal, à l'âge de quarante ans. En 1965, il a été candidat de l'opposition à la députation pour Lisbonne. Il a été ensuite expulsé

pour trois ans de toutes les universités du pays. En 1968, il se réfugie en Suisse et prépare une thèse sur la Commune de Paris. Assistant d'histoire de l'économie à l'université de Genève, il fonde le mouvement étudiant portugais, dont M. Barreto, la revue *Folémica*. Il a été élu député socialiste à l'Assemblée constituante jusqu'en septembre 1975, où il a été élu dans le gouvernement Pinheiro de Azevedo.

M. Sousa Gomes

M. Sousa Gomes est chargé de la coordination de l'action des ministères du secteur économique. Pour avoir déploré l'absence d'une concertation en ce domaine, M. Salgado Zenha, ministre des finances sortant et numéro deux du parti socialiste, a eu à lui suggérer la formation d'un « M. Gomes, qui était auprès de lui secrétaire d'Etat dans le sixième gouvernement provisoire.

C'est l'un des rares « indépendants » du gouvernement. Aux élections de 1973, il a été élu député à Bragança, dans le nord-est du pays. Il a été élu Membre fondateur, sous l'ancien régime, la Société d'études de développement économique et social — qui réunissait des « technocrates » modérés hostiles au catholicisme. M. Sousa Gomes, ingénieur, a été élu à la Stéurgie nationale. Après le 25 avril 1974, il a été membre du conseil d'administration de la télévision portugaise, où il a connu le général Ennes, alors président de cet organisme.

Lieutenant-colonel Manuel Costa Bras

Le lieutenant-colonel Manuel Costa Bras, né le 4 novembre 1934 à Santarém, est entré à l'Ecole de l'armée en 1952. Envoyé en mission en Angola et en Guinée, il a été nommé lieutenant-colonel en 1972. Après le 25 avril 1974, il a été adjoint au cabinet du premier ministre M. Palma Carlos. Le 19 juillet 1974, le général Vasco Gonçalves l'a nommé ministre de l'Intérieur, fonction qu'il a exercée pendant un an.

M. Almeida Santos

Né en 1926, M. Almeida Santos est diplômé en droit de l'université de Coimbra. En 1969, il est présenté aux élections législatives au Mozambique, mais sa candidature n'a pas été acceptée par les autorités sous le prétexte qu'il ne pouvait fournir de preuve de sa nationalité portugaise. Ministre de la coordination interterritoriale dans les quatre premiers gouvernements provisoires, il a participé aux négociations ayant abouti à l'indépendance des anciennes colonies.

Ministre de la communication sociale dans le sixième gouvernement de l'amiral Pinheiro de Azevedo, il est l'auteur d'un projet de réorganisation des journaux appartenant à l'Etat, projet qui prévoit la fusion de quatre entreprises de presse à Lisbonne et de deux à Porto. Juriste notable, il n'a adhéré à aucun parti politique, mais ses tendances « socialistes » sont connues.

(PUBLIOTÉ)

CHYPRE NE DOIT PAS MOURIR

Le 20 juillet 1974, une armée turque forte de 40 000 hommes et appuyée par 300 chars, a envahi la République de Chypre sous prétexte d'assurer son indépendance. Cette « opération de paix » a provoqué la mort de plus de 8 000 hommes, femmes et enfants et a entraîné 200 000 Chypriotes d'origine grecque, soit le tiers de la population totale, à se réfugier dans le sud de l'île de Chypre où ils vivent dans des conditions de fortune. Depuis deux ans, l'armée turque occupe toujours près de 40 % du territoire de ce pays peuplé, ami de la France, et le gouvernement d'Ankara persiste dans son refus d'appliquer les résolutions du G.O.U. et notamment la résolution 3212 de l'Assemblée générale du 1^{er} novembre 1974, qui prévoit le départ de toutes les troupes étrangères et le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers. De plus, les autorités d'occupation s'efforcent d'obtenir par la contrainte physique et morale le départ vers le sud de l'île des 8 000 Chypriotes d'origine grecque, restés dans le territoire occupé qui est soumis à une colonisation sauvage. Par ailleurs, aucun renseignements n'a pu être obtenu au sujet des 2 200 Chypriotes dont on sait qu'ils étaient encore vivants, puis après l'invasion, mais qui ont depuis mystérieusement disparu. Chypre, soumise à une occupation implacable et à une colonisation d'un autre âge, est en train de mourir lentement dans l'insuffisance de l'attention publique mondiale.

Nous sommes persuadés que la coexistence entre les différentes communautés composant le peuple chypriote est possible aujourd'hui comme elle l'a été pendant plusieurs siècles et nous affirmons notre attachement au respect de la souveraineté de la République de Chypre.

Nous demandons : — le retrait des troupes d'invasion du territoire de Chypre ; — le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers ; — des garanties pour les conditions de vie des 8 000 Chypriotes d'origine grecque demeurant dans le territoire occupé ; — des informations précises sur le sort des 2 200 Chypriotes disparus après l'invasion turque.

Claude Bourdet, journaliste ; Jean-Pierre Cassel, artiste dramatique ; Emmanuel Hamel, député ; Jean Périé, sénateur ; Alain Vivien, député.

Association des Amis de la République de Chypre, 3, avenue Charles-Rouxel, 77340 PONTAULT-COMBAULT.

هكذا من الأمل

هكذا من الأهل

GOVERNEMENT PORTUGAIS

Le nouveau cabinet

M. Mario Soares : Tout est encore possible...

« Les Portugais, a déclaré M. Soares vendredi soir, commentent à prendre conscience de la crise que traverse le pays... mais ils savent aussi que tout est encore possible (...). Ils savent que la démocratie n'est pas payante et, surtout, ils sont fatigués du schisme qui a conduit le pays au bord de la guerre civile (...). Le projet portugais, après les termes de la Constitution en vigueur, a pour but le socialisme, sans copier les modèles étrangers, dans le respect de la

LES SIX GOUVERNEMENTS PRÉCÉDENTS

- Le premier gouvernement constitutionnel depuis le 25 avril 1976 modifié à dix gouvernements provisoires, dont le dernier compta le plus grande longévité.
- Le premier gouvernement provisoire par M. Adolfo Palma Carlos dura 58 jours, du 15 mai 1974 au 10 juillet 1974.
- Le deuxième gouvernement, présidé par le général Vasco Gonçalves, qui dirigea aussi les trois suivants, dura 75 jours, du 17 juillet 1974 au 30 septembre 1974, au lendemain de la démission de la présidence de l'ex-général Spínola.
- Le troisième gouvernement dura 77 jours, du 30 septembre 1974 au 6 novembre 1974.
- Le quatrième gouvernement dura 135 jours, du 26 mars 1975 au 8 août 1975.
- Le cinquième et dernier, dirigé par le général Vasco Gonçalves fut le plus court : 35 jours du 8 août 1975 au 12 septembre 1975.
- Le sixième et dernier gouvernement provisoire, présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, dura 389 jours, du 19 septembre 1975 au 22 juillet 1976.

LE GÉNÉRAL EANES : un pas historique...

Lisbonne (A.F.P.). — « De la capacité du gouvernement de traduire, par des mesures concrètes, les principes inscrits dans la Constitution dépendra largement le développement de la situation politique du pays », a déclaré vendredi le président Ramalho Eanes pendant la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement.

« Du réalisme de telles mesures, a ajouté le général Ramalho Eanes, dépendra, de son côté, le développement des relations économiques et sociales qui conduiront à un Etat démocratique et assureront la transition pour le socialisme que la Constitution prévoit comme but ».

Le président de la République a en outre affirmé que l'entrée en fonction du premier gouvernement non provisoire après la révolution des collines « est un pas historique de la démocratie au Portugal ».

Pour terminer, le général a souligné le besoin de trouver « une solution démocratique » pour les problèmes « hérités de l'émancipation et de la démocratie du passé », ainsi que « les chemins de la réconciliation économique ».

L'amiral Pinheiro de Azevedo, remplacé à son poste de premier ministre par M. Mario Soares, cesse d'être membre du Conseil de la révolution, mais son successeur ne fera pas partie de cette instance. Seuls les premiers ministres militaires appartiennent au Conseil de la révolution.

Une explosion a provoqué, vendredi 23 juillet, d'importants dégâts au siège de la Société d'amitié entre le Portugal et l'Allemagne de l'Est. L'attentat est le troisième à frapper des locaux appartenant à des organisations de gauche, cette semaine, à Lisbonne. — (Reuters.)

Espagne

L'AMNISTIE SERA PROPOSÉE AU ROI LE 30 JUILLET A SANTIAGO-DE-COMPOSTELLE

Madrid (A.F.P., Reuter, A.P.). — C'est le 30 juillet, à Santiago-de-Compostelle, en Galice, que le gouvernement espagnol soumettra son plan d'amnistie des détenus politiques au roi Juan Carlos, à l'occasion d'un conseil des ministres dans cette ville. Le roi commence dès dimanche 25 juillet son voyage officiel dans cette province.

Vendredi soir, à Madrid, M. Licio Lobato, dirigeant du parti communiste, est sorti de prison en vertu des nouvelles dispositions du code pénal. M. Lobato a passé vingt-cinq ans de sa vie dans les prisons espagnoles. Il était incarcéré à Carabanchel depuis cinq ans.

D'autre part, deux sièges vacants au conseil du royaume ont été pourvus vendredi par un vote des Cortes, au cours d'une séance mouvementée. Les deux procureurs élus sont tous deux de tendance conservatrice. Il s'agit de M. Miguel Ramon Izquierdo, maire de Valence et membre de l'association franquiste Union du peuple espagnol, et de M. Alvaro de la Puente, membre de l'alle droite de la démocratie chrétienne.

Avant le vote sur les candidatures présentées, l'un des procureurs de tendance libérale, le Basque Eusebio Ruada, a souligné un tollé en lisant un texte opposé au maintien de l'institution du conseil du royaume.

Les deux procureurs qui ont signé ce texte estiment que, « étant donné le rôle et la composition du conseil du royaume, qui se situe complètement en marge de la vie politique espagnole (...), il s'agit d'une institution anachronique ».

Chaque parti est un peu prisonnier de ses déclarations antérieures. Ayant exigé un cabinet d'union nationale, les communistes peuvent à la rigueur accepter une sorte d'union nationale dans l'abstention, qui favoriserait d'ailleurs leurs projets à long terme. Les socialistes sont plus gênés. Insistant depuis des mois sur la nécessité absolue d'associer le P.C.I. à la majorité, ils ne peuvent se dédire, malgré les « points d'or » que M. Andreotti leur ferait au gouvernement.

Quant aux démocrates-chrétiens, ils avaient fondé toute leur campagne électorale sur la distinction entre majorité et opposition. Accepter aujourd'hui l'abstention du P.C.I. serait supprimer cette frontière et ouvrir une nouvelle page politique, s'apparentant davantage au « compromis historique » qu'à la « confrontation » défendue par les plus ouverts de leurs dirigeants.

Naturellement, M. Andreotti pourrait présenter au Parlement un gouvernement homogène démocrate-chrétien, avec de nouvelles têtes et de bonnes intentions. Mais il n'est pas sûr que la D.C. rendrait les autres partis responsables de la crise. Mais cela ne ferait que compliquer les choses. On ne voit pas pourquoi un autre président conseil réduirait à un homme de la compétence et de la souplesse de M. Andreotti aurait échoué.

Une décision devra être prise au cours des prochains jours.

EUROPE

Italie

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les républicains et les sociaux-démocrates ont décidé de s'abstenir

De notre correspondant

Rome. — M. Giulio Andreotti Elle précédera sans doute de peu l'élection du nouveau maître de Rome, qui dépend en partie du résultat de la crise gouvernementale. Majoritaires dans la capitale, les communistes seraient toujours disposés à renoncer au poste de maître, si une grande coalition se formait. En Sicile, l'un des leurs, M. Pancrazio de Pasquale, a été élu, vendredi 23 juillet, président de l'assemblée régionale. Tous les conseillers ont voté pour lui, sauf ceux de l'extrême droite et quelques démocrates-chrétiens dissidents appartenant à la tendance de M. Fanfani. C'est une victoire pour le P.C.I., qui reste le plus chaud partisan des gouvernements d'union nationale à tous les niveaux.

ROBERT SOLÉ

Pologne

Dans une lettre ouverte à des personnalités étrangères

TREIZE INTELLECTUELS DEMANDENT UNE AIDE POUR LES OUVRIERS EN PRISON

Varsovie (A.F.P.). — Un groupe de treize intellectuels polonais, « contestataires », a publié vendredi 23 juillet une lettre ouverte protestant contre les condamnations prononcées, ces jours derniers, à l'égard de certains ouvriers qui ont pris part aux manifestations à Ursus et à Radom, le 25 juin dernier.

Cette lettre est adressée à tous ceux qui, en général, « ont à cœur le socialisme démocratique », à tous ceux qui ont pris la défense des persécutés au Chili et en Espagne, en Tchecoslovaquie et en Union soviétique, et notamment à M.M. Jean-Paul Sartre, André Malraux, Louis Aragon, Jean Daniel et diverses autres personnalités françaises et étrangères.

Selon les signataires de la lettre, parmi lesquels figurent notamment l'économiste Edward Lipinski, l'écrivain Kazimierz Brzezinski et l'actrice Halina Milosajska, « la violation du droit, au cours des événements qui se sont produits, incombe à l'administration qui, par son comportement, a sapé les formes essentielles de la démocratie ouvrière et transformé les syndicats en organismes morts, soumis à l'appareil du pouvoir ».

AFRIQUE

Maroc

LA VISITE DE M. OULD DADDAH A RABAT

La Mauritanie et le Maroc ont conclu un véritable pacte d'alliance

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II et le président Mokhtar Ould Daddah ont conclu un véritable pacte d'alliance. Le mot ne figure pas dans le communiqué commun qui, vendredi 23 juillet, a été publié au nom du séjour du président mauritanien au Maroc. Mais, en confirmant la « détermination irrévocable » des deux chefs d'Etat « de faire face et d'une façon solidaire aux menaces et aux actions dirigées contre l'unité et l'intégrité de leur territoire », le communiqué laisse entendre sans équivoque que l'armée marocaine est plus que jamais aux côtés de l'armée mauritanienne pour repousser à toute initiative militaire algérienne, directe ou indirecte, dans leur pays respectif. Les limites territoriales sont celles qui résultent du partage, le 14 avril, du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie.

Les deux pays « ont décidé d'intensifier l'harmonisation de leurs efforts dans tous les domaines et de mobiliser toutes leurs potentialités en vue de déjouer toutes les manœuvres tendant à mettre en danger la paix et la stabilité dans la région ».

Le roi et M. Mokhtar Ould Daddah ont pris, d'autre part, l'initiative d'adresser aux habitants du Sahara occidental qui vivent « dans un état de grande misère », dans la région de Tindouf, « un appel pressant pour qu'ils regagnent leur pays respectif ».

« Le devoir des Sahraouis », a dit le souverain et le président, « est d'acquiescer au plan de la charte internationale dans un pays étranger, mais de rejoindre leur foyer et leurs familles et de participer à l'édification de leur pays respectif ».

Naturellement, M. Andreotti pourrait présenter au Parlement un gouvernement homogène démocrate-chrétien, avec de nouvelles têtes et de bonnes intentions. Mais il n'est pas sûr que la D.C. rendrait les autres partis responsables de la crise. Mais cela ne ferait que compliquer les choses. On ne voit pas pourquoi un autre président conseil réduirait à un homme de la compétence et de la souplesse de M. Andreotti aurait échoué.

Une décision devra être prise au cours des prochains jours.

Guinée

Pour avoir « comploté » contre M. Sekou Touré

M. DIALLO TELLI ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.U.A. A ÉTÉ ARRÊTÉ A CONAKRY

Abidjan (Reuter). — Radio-Conakry a annoncé samedi 24 juillet l'arrestation de M. Diallo Telli, ministre guinéen de la justice et ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, qui serait impliqué dans un complot en vue d'assassiner le président Sekou Touré qui aurait été écarté le 13 mai. Cinq autres personnes ont été arrêtées. Il s'agit de M.M. Sekou Touré, ancien ambassadeur en Algérie; Sy Savane, inspecteur général des services d'Etat; David Camara, responsable du commerce extérieur; du capitaine Lamine Kouyaté, commandant militaire de Kindia, et du lieutenant Assane Diallo.

M. Sekou Touré avait participé de ce complot lors d'un meeting tenu en juin (« le Monde » du 8 juin). Il avait alors annoncé l'arrestation de six personnes, parmi lesquelles M. Monstapha Ba, un responsable national du parti unique, et de M. Barry Sory, commandant de la milice d'un quartier de Conakry. Et l'on en croit la radio guinéenne, les nouvelles arrestations ont été opérées dans le cadre de l'enquête concernant ce complot. Les adversaires du président avaient amené un jeune homme, qui devait tuer le 13 mai à l'université sur le chef de l'Etat, celui-ci ayant refusé sa visite, le complot échoua.

Et les nouvelles transmises, diffusées par la radio, sont exactes, la crise politique a pris de grandes proportions, puisque M. Diallo Telli est impliqué. Cette personnalité exerce de hautes fonctions dans l'ancienne A.O.F. Il fut, en 1958, premier délégué permanent de son pays à l'O.N.U., devint ambassadeur à Washington en 1960, occupa plusieurs postes ministériels avant de devenir secrétaire général de l'O.U.A. en 1964, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1972.]

Rhodésie

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a déclaré, vendredi 23 juillet, devant le Parlement, que son gouvernement ne pouvait accepter les propositions de la commission d'enquête sur la discrimination raciale concernant un système électoral non racialement dans les zones d'agriculture « blanches », et la possibilité de faire appliquer par la justice la déclaration des droits (« le Monde » du 17 juin).

FIN DES PROCÈS CONSÉCUTIFS A LA TENTATIVE DE RENVERSEMENT DU RÉGIME CHÉRIFIEN EN 1973

Rabat. — Les chambres criminelles des cours d'appel de Fès et de Rabat ont rendu, vendredi 23 juillet, leur verdict dans l'affaire de tentative de renversement du régime de 1973. La chambre de Rabat était, en outre, saisie de deux autres dossiers : l'un était relatif à des actions subversives (notamment des dépôts de bombes et fabrication locale en juillet 1973 à Casablanca) et l'autre avait trait à une tentative d'évasion de la prison de Kenitra, liée à la tentative d'enlèvement du prince héritier. Pour cette dernière affaire, aucune condamnation n'a été prononcée. Pour l'ensemble des dossiers relevant de la chambre criminelle de Rabat, il y a eu soixante acquittements. Deux accusés ont été condamnés respectivement à quinze ans et à dix ans de réclusion. Une peine de quatre ans d'emprisonnement a été prononcée. Six personnes ont été condamnées par contumace, dont une à la réclusion perpétuelle, une autre à dix ans de réclusion et quatre autres à cinq ans d'emprisonnement.

A Fès, la chambre criminelle a prononcé dix acquittements, treize condamnations à des peines de réclusion (allant de dix à trente ans) et vingt-cinq peines d'emprisonnement allant d'un an à quatre ans. Les accusés avaient plaidé l'acquiescement, contestant les arguments du ministère public et faisant valoir qu'en raison de l'unité nationale et du discours du roi Hassan II à la nation, le 8 juillet (« le Monde » du 10 juillet), un verdict d'apaisement s'imposait.

Les sentences des chambres criminelles de Rabat et de Fès ont clos la série des procès consécutifs aux événements de mars 1973 et dont, récemment, les cours de Casablanca et de Meknès, et le tribunal militaire de Rabat avaient été également saisis. La plupart des accusés appartenaient à la tendance de l'Union nationale des forces populaires, qui est devenue l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). — L. G.

Liberté, Libertés

Réflexions du comité pour une charte des libertés animé par Robert Badinter

Préface de François Mitterrand

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

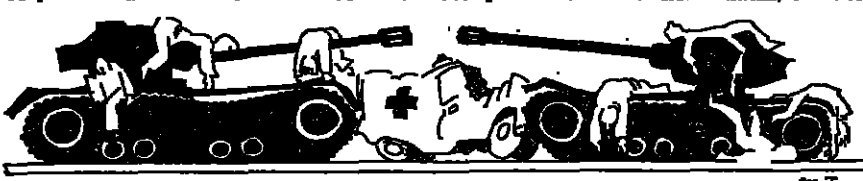
LA SITUATION AU LIBAN

Le président du C.I.C.R. : les combattants de tous les camps ne respectent pas les principes humanitaires

De notre correspondante

Genève. — Alors que le rôle traditionnel du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) consiste à intervenir en faveur des prisonniers de guerre, ses délégués au Liban s'efforcent paradoxalement d'obtenir des combattants d'obtempérer des principes humanitaires, et ce, en leur montrant que les principes humanitaires ne sont pas des principes abstraits, mais qu'ils sont au contraire, au Liban, des principes concrets, des principes qui ont été appliqués, et qui ont permis de sauver des vies.

de réussite, nous permettra d'accomplir notre tâche en faveur de toutes les victimes. Nous sommes particulièrement préoccupés par ce qui se passe au Liban et déploions toutes les énergies pour que nous ayons pu intervenir, jusqu'à présent, d'évacuer les blessés du camp de Tel-Ei-Zaatar. Si nous n'avons pu intervenir, c'est parce que les combattants de tous les camps ne respectent pas les principes humanitaires, et que nous ne pouvons pas intervenir si nous ne sommes pas sûrs que les principes humanitaires seront respectés.



(Dessin de PLANTU.)

du C.I.C.R., plus nécessaire que jamais à un moment où les combats sont si intenses, M. Alexander Hay, son nouveau président, nous a déclaré :

« Nous sommes au cœur d'une négociation particulièrement délicate dont l'issue dépend, en cas

qui pourrait nous conduire jusqu'àux blessés est en très mauvais état. Nous avons demandé une trêve de trois jours afin d'entreprendre, en effet, que les forces syriennes poursuivent l'installation d'une administration locale dans les régions qu'elles occupent au Liban. Les représentants de Damas ont ouvert des bureaux de relations publiques dans les villes et les villages, assurant aussi bien les services sociaux que ceux de l'État civil en matière de mariage et de divorce. Les autorités syriennes ont, d'autre part, lancé un nouveau quotidien, *Al-Manakaf* (situation), lequel a été distribué pour la première fois le jeudi 22 juillet.

Un rapprochement sur certains points du contentieux. Cependant, divers observateurs à Beyrouth demeurent sceptiques. Ils ont remarqué, en effet, que les forces syriennes poursuivent l'installation d'une administration locale dans les régions qu'elles occupent au Liban. Les représentants de Damas ont ouvert des bureaux de relations publiques dans les villes et les villages, assurant aussi bien les services sociaux que ceux de l'État civil en matière de mariage et de divorce. Les autorités syriennes ont, d'autre part, lancé un nouveau quotidien, *Al-Manakaf* (situation), lequel a été distribué pour la première fois le jeudi 22 juillet.

Cessez-le-feu à Nabaa

Un compromis syro-palestinien paraît d'autant plus difficile à élaborer que le Front du refus arabe refuse la possibilité de négocier avec le régime syrien. Il précise, en outre, qu'il n'accepte pas la possibilité de négocier avec le régime syrien. Il précise, en outre, qu'il n'accepte pas la possibilité de négocier avec le régime syrien. Il précise, en outre, qu'il n'accepte pas la possibilité de négocier avec le régime syrien.

Phalangistes et Palestiniens ont conclu un accord

(Suite de la première page.)

Le contreprojet syrien est d'une nature très différente. Il prévoit : la conclusion d'un accord entre l'O.L.P. et le Front du Kfour (formations conservatrices) ; l'instauration d'un cessez-le-feu ; l'ouverture de négociations entre libanais, sans ingérence aucune des Palestiniens. Le plan de Damas paraît répondre à deux préoccupations : mettre un terme à l'alliance entre l'O.L.P. et la gauche libanaise et assurer, pour le moment, la présence militaire syrienne au Liban.

Selon le correspondant de l'Agence France-Presse à Damas, les conversations syro-palestiniennes, qui devaient reprendre ce samedi matin, auraient abouti à

Tell-Ei-Zaatar, annoncent, samedi matin, les radios palestiniennes et phalangistes. L'arrêt des combats dans le secteur de Nabaa fait suite à une rencontre, au cours de la soirée de vendredi, entre M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., et M. Melkon Bishghatyan, député de Beyrouth et membre du comité central du parti armenien, l'Asnag.

Restait cette tentative, l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse, Bernard Lemaire, écrit notamment : « A l'entrée du camp, les délégués, à bord d'une voiture herissée de trappes blanches frappées de la croix rouge, se sont aperçus qu'ils ne pouvaient continuer leur chemin, la chaussée étant encombrée de gravats. Après avoir hésité à mettre pied à terre, ils se sont décidés et ont pu, comme ils l'avaient demandé, voir les défenseurs agiter un drapeau du Croissant Rouge palestinien. Les discussions se sont alors engagées. Pour la première fois, un organisme humanitaire était informé des conditions exactes de vie de la population du camp, où se trouvaient encore dix mille personnes et un millier de blessés demandant de tout. Toutefois, la trêve a été de brève durée. A peine la voiture du C.I.C.R. revenue au quartier général conservateur, les combats se sont poursuivis, faisant tomber les rares vitres encore intactes du bâtiment. »

« Rendre la guerre plus humaine »

Rendant compte de sa mission, le délégué du C.I.C.R. a confirmé qu'elle avait eu un caractère exclusivement exploratoire. « Des tentatives de médiation ont été faites dans le camp, a-t-il déclaré notamment. Vous savez ce qu'est la gangrène », selon M. Hoefler, l'évacuation a été plus de temps qu'une trêve de deux heures. Nous

ne voulons pas exposer la vie des blessés, dont le transport durera plusieurs jours. Le représentant du C.I.C.R. a constaté des cas de déshydratation et de déshydratation.

Certains représentants des milices chrétiennes auraient exigé que les blessés soient évacués « en dernier lieu », après les civils et les combattants. Le délégué de la Croix-Rouge — qui n'a pas abordé le sujet dans sa conférence de presse — aurait répondu qu'il s'agissait d'une question politique hors de sa compétence.

Les dirigeants conservateurs semblent en effet divisés sur le principe même de l'évacuation des blessés. Le chef militaire de l'organisation des Gardiens du Cédre a déclaré aux journalistes : « Nous voulons une évacuation complète, et pour que cela se fasse, nous voulons que les blessés restent dans le camp jusqu'au dernier. C'est la dernière fois que le C.I.C.R. vient ici. » De son côté, M. Antoine Gennay, chef militaire phalangiste pour la région est de la capitale, a assuré vendredi qu'il désirait « rendre la guerre plus humaine », et ajouté « chaque fois que dans le passé nous avons ouvert nos portes à la Croix-Rouge, l'autre partie a entrepris des actions pour bouleverser la situation ».

— A NEW-YORK, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a adressé vendredi soir un appel urgent à toutes les parties concernées pour qu'elles mettent fin à l'effusion de sang et coopèrent avec la Croix-Rouge dans son œuvre humanitaire. Il a déploré que le travail de l'organisation humanitaire fût rendu « pratiquement impossible ». (A.F.P. A.P., U.P.I., Reuter.)

« M. André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux, a commenté en ces termes samedi 24 juillet la démarche de M. François Mitterrand en faveur de la détente au Liban et la rencontre de MM. Fautou et Monod (le Monde du 24 juillet) : « L'initiative de M. Mitterrand présente un caractère positif. En premier lieu parce que rien de ce qui peut mettre fin aux souffrances des Libanais ne doit être négligé. Ensuite parce que, dans les nations occidentales, les contacts de ce genre ont une importance capitale. Ils sont une garantie de bon fonctionnement des institutions, et de part et d'autre, on se refuse à les utiliser à des fins électorales. C'est l'honneur de toute vraie démocratie. »

DIPLOMATIE

Après les déclarations du chancelier allemand

« L'HUMANITÉ »

REPOUD A M. MITTERRAND

Le quotidien communiste *L'Humanité* commente dans ses éditions du 24 juillet les remarques de M. Mitterrand sur les déclarations du chancelier Schmidt à propos de l'Italie. Le premier secrétaire du P.S. écrit dans l'hebdomadaire *L'Unité*, daté du 23 juillet, que l'attitude des Occidentaux à Porto-Rico prouve que « nous ne sommes pas sortis de l'Yalta » et que l'Allemagne doit payer « sa sécurité » (le Monde du 24 juillet).

L'Humanité note : « Cela revient à soutenir que seule la « communauté d'intérêts » occidentale peut assurer la sécurité de la R.F.A. (...) »

« Le mot « Yalta » n'évoque-t-il pas, selon Mitterrand, une sorte de partage immuable du monde en deux blocs, le bloc dit « occidental » et le bloc dit « communiste » ?

« Même si l'accord de Yalta avait eu cette signification — et que, pour notre part, nous contestons — comment oublier les changements intervenus depuis la fin de la guerre froide, le développement de la détente, le sommet d'Helsinki ? (...) »

« Le programme commun de la gauche serait-il réalisable s'il devait se heurter à l'existence d'une situation historique par laquelle Mitterrand explique le comportement de Helmut Schmidt ? Nous ne croyons pas à cette fatalité. Nous croyons au programme commun. »

« Le chancelier allemand a déclaré vendredi 23 juillet « avoir jamais pensé s'immiscer dans les affaires intérieures italiennes dans ses remarques sur les conditions d'une aide à l'Italie ». Dans une interview au quotidien *Hamburger Morgenpost*, le chancelier affirme que la R.F.A. « a dans le passé aidé son ami européen et qu'elle le fera dans l'avenir selon ses forces ». — (A.F.P.)

M. François Geoffroy-Decaume est nommé ambassadeur en Birmanie en remplacement de M. Hubert de la Bruholet, annonce-t-on officiellement au Quai d'Orsay.

(Né en 1915, M. Geoffroy-Decaume est entré aux affaires étrangères en 1943. Il a été en poste à Nankin, à Pékin, à l'administration centrale (direction d'Asie), à Mexico, à Bangkok, et une seconde fois à l'administration centrale (organisations internationales, puis affaires culturelles et techniques). Nommé deuxième conseiller à Pékin en 1967, puis premier conseiller à New-Delhi en 1969, il était consul général à Hong-kong depuis 1972.)

ASIE

Chine

En raison de la « lutte des classes »

LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS VOIENT RESTREINDRE LEURS POSSIBILITÉS DE VOYAGER EN PROVINCE

Pékin (A.F.P.). — Les autorités chinoises ont mis en application le 23 juillet une nouvelle réglementation restreignant les possibilités de voyage en province des étudiants étrangers séjournant à Pékin.

« Ils ne pourront plus voyager individuellement ou en petits groupes dans des régions de leur choix (après avoir obtenu les autorisations nécessaires). Ils pourront seulement participer à des voyages collectifs organisés par les instituts chinois dont ils dépendent et à l'initiative de ces derniers. »

Selon les autorités, cette nouvelle réglementation « explique par des raisons de sécurité. Un responsable a déclaré à un étudiant : « La lutte des classes fait rage en ce moment en Chine, nous devons veiller à votre sécurité. »

« La déclaration des autorités ne manque pas de surprendre. La « lutte des classes », si l'on en croit les textes officiels, continue certes de battre son plein, mais le phénomène est ancien. Part-il penser que les troubles sont tels que dans certaines régions la sécurité des visiteurs étrangers ne peut être assurée ? Des voyageurs ont récemment fait état de nouvelles campagnes d'attaques à Nankin. Mais, jusqu'à présent, les responsables n'ont pas cherché, bien au contraire, à faire mystère de telles campagnes « anti-révolutionnaires ». »

AMÉRIQUES

Argentine

LES PROCÈS INTENTÉS A Mme PERON SONT SUSPENDUS

Buenos Aires (A.F.P.). — Tous les procès intentés contre l'ancienne présidente Mme María Estela Peron ont été suspendus vendredi 23 juillet, par décision du juge M. Gerónimo Sanguinetti. Le magistrat a expliqué que Mme Peron se trouvait dans l'impossibilité physique de « soutenir la charge appropriée à ce type de débats ». L'ancienne présidente est détenue depuis le 24 mars dernier par la justice militaire dans le sud du pays. Le juge a précisé que sa décision se fondait sur le principe constitutionnel qui garantit l'égalité des droits de la défense au cours d'un procès.

Mme Peron faisait l'objet de deux procès, l'un sur la succession de l'ex-président Juan Domingo Peron, et le second pour l'exécution de sentence rendue en première instance et intentée par les sœurs de la deuxième femme du président Peron, Eva Duarte.

« Amnesty International et le comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay protestent, dans deux communiqués différents, contre l'enlèvement de trente réfugiés uruguayens en Argentine — parmi lesquels au moins cinq enfants — entre le 17 et le 18 juillet, par des hommes armés en uniforme. »

Colombie

« UN RICHE PROPRIÉTAIRE FONCIER a été enlevé lundi 19 juillet. Ses ravisseurs ont exigé une rançon équivalant à 300 000 dollars (1 500 000 francs environ), après-on à Bogotá. M. Rogelio Palacios, a été enlevé dans le département de Boyacá. — (A.F.P.)

Cambodge

« UNE DÉLEGATION DU FRONT RÉVOLUTIONNAIRE POUR L'INDÉPENDANCE DU TIMOR-EST (Fretilin) est arrivée vendredi 23 à Phnom-Penh. Dirigée par M. Alberto Ario, membre du comité central politique et militaire de la République démocratique de Timor-Est, elle a été accueillie par M. Ieng Sary, premier vice-premier ministre cambodgien, chargé des affaires étrangères. Djakarta a récemment annexé l'ancien Timor portugais, où le Fretilin continue de lutter contre l'armée indonésienne. — (A.F.P.)

Corée du Sud

« LE GOUVERNEMENT SUD-CORÉEN A ACCUEILLI TRÈS FAVORABLEMENT la proposition faite par M. Kiesinger le 23 juillet de réunir une conférence quadripartite, réunissant des représentants de la Chine, des États-Unis et des deux Corées. — (U.P.I.)

Espagne

« LE GOUVERNEMENT CIVIL DE SANTANDER a interdit le 23 juillet la célébration du Festival des peuples d'Europe prévu du 9 au 15 août prochain dans cette ville. Il devait réunir un certain nombre d'intellectuels européens parmi lesquels Mme Simone de Beauvoir, MM. Jean Paul Sartre, Louis Althusser, Bruno Bettelheim, Ernest Mandel, ainsi que des chanteurs espagnols et étrangers. »

« LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES CORTES a ratifié à l'unanimité, vendredi 23 juillet, le traité d'amitié et de coopération signé en janvier dernier par l'Espagne et les États-Unis. Les discussions furent particulièrement vives au sujet du paragraphe de la déclaration additionnelle du Sénat des États-Unis qui incite l'Espagne à progresser sur la voie de la démocratie, certains membres de la commission considérant cette incitation comme une « ingérence » dans les affaires intérieures de l'Espagne, et d'autres voulant, au contraire, exprimer leur gratitude aux sénateurs de Washington pour cette formule. »

A TRAVERS LE MONDE

« LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ a affirmé, dans une note officielle, que les attentats des 17 et 18 juillet derniers en Espagne ont été l'œuvre de membres du parti communiste reconstitué (maoïste). Selon la police, certains membres de cette organisation récemment arrêtés ont avoué leur participation à ces attentats. — (A.F.P.)

États-Unis

« LE COMITÉ ÉLECTORAL de M. Ford a annoncé vendredi 23 juillet au cours d'une conférence de presse que le président était assuré des votes de 135 délégués, soit cinq de plus que le minimum nécessaire pour l'investiture de son parti à la convention républicaine de Kansas-City. Ce chiffre a été acquis, selon le comité, grâce à la décision de quinze des dix-neuf républicains de Hawaï, jusqu'ici « non engagés », de soutenir la candidature de M. Ford à l'élection présidentielle. — (A.F.P.)

« LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE de la Chambre des représentants a déclaré vendredi 23 juillet que l'administration Ford avait demandé à la société American Telephone and Telegraph (A.T.T.) d'installer bien plus de branchements d'écoutes téléphoniques que ce qui avait été requis par l'administration Nixon. La société A.T.T. a refusé de fournir des précisions sur ces écoutes, agissant ainsi suivant les vœux du président Ford, qui a récemment demandé au ministre de la Justice d'« entrer en contact par des moyens juridiques, la révélation de cette information confidentielle ». — (A.F.P.)

« LE REPRÉSENTANT DÉMOCRATIQUE de l'Utah, M. Allan Howe, a été condamné vendredi 23 juillet, à trente jours de prison ou 150 dollars d'amende, après avoir été reconnu coupable d'avoir sollicité les services de deux prostituées, qui étaient en fait des femmes policières déguisées. La peine de prison ne sera exécutée que si l'amende n'est pas payée dans les trente jours. »

Haute-Volta

« LE CABINET VOLTAÏQUE A STE REMANIÉ le vendredi 23 juillet. L'intendant militaire Mamadou Sankofa a été nommé ministre des Finances au capitalisme Leonard Kalmog, précédemment ministre du plan. Ce département est confié à M. Soumana Boukari, qui est remplacé au ministère du tourisme, par M. Emile BASSONO ; le capitaine Koulibidi devient ministre de l'information, des postes et télécommunications. »

Ouganda

« L'UGANDA A CESSÉ vendredi 23 juillet de fournir de l'électricité à Kenya, qui reçoit 30 % environ de son énergie électrique de son voisin, a annoncé le secrétaire général de la présidence de la République du Kenya, M. Karungi. L'Ouganda a signé avec le Kenya un contrat de cinquante ans pour la fourniture d'électricité produite par le barrage de Jinja, à l'est de Kampala. Selon la radio ougandaise, la pénurie de carburant a provoqué l'arrêt de l'entretien des turbines. — (A.F.P. Reuter.)

Tanzanie

« LE PREMIER MINISTRE DE TANZANIE, M. Rashidi Kasrwa, a demandé à la Chine d'accroître son aide aux maquisards africains de Rhodésie. Recevant jeudi 22 juillet M. Su Chien, vice-premier ministre chinois, il a déclaré : « Nous avons besoin davantage d'armes et de munitions, car on ne peut pas lutter avec des arcs et des flèches. »

Vietnam

« VINGT-NEUF AMÉRICAINS, demeurés à Saigon depuis la victoire des révolutionnaires, en avril 1975, et douze Vietnamiens qui leur sont apparentés quitteront le Vietnam le 1^{er} août, à bord d'un avion affrété par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — (Reuter.)

Yougoslavie

« LE GOUVERNEMENT YOU-GOSLAVE a protesté, vendredi 23 juillet, auprès de l'Australie contre les lois votées à Vienne dans le courant du mois à propos des droits des minorités. Il estime qu'il s'agit d'une tentative de révision du traité d'État autrichien de 1955. La nouvelle législation prévoit en particulier un recensement en novembre prochain. Les partis politiques autrichiens sont convenus que les droits des minorités seront maintenus dans les districts où les minorités forment au moins un quart de la population. — (Reuter.)

مجلس النواب

Le Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

L'été de l'étrange...

« **Q**UE les oiseaux et les sources sont loin ! Ce ne peut être que la fin du monde en attendant ! » Le monde aversé de Rimbaud, en cet été torride, recevra-t-il dans une Bretagne sèche et jaunie, météorologiquement méconnaissable, un début d'accomplissement ?

Non, les oiseaux sont là, mais, bec claquant, ne trouvent pas une goutte d'eau dans les villages. Qui, les sources coulent encore, mais leur débit est incertain. Et déjà l'été, des rivières laisse voir les bords immondes et pointus.

Les vieilles paysannes s'en vont, pleines de gémissements, lire les vieux almanachs sous les chênes pour chercher des précipitations à cette « apocalypse ». Leurs fils, hommes du siècle, font des comptabilités savantes et calculent les pertes. Et l'on sent dans ce monde rural, soudain attaqué par le ciel dans la nature même de son climat, une sourde hostilité à l'égard des touristes. « Ils vont nous prendre notre eau ! Ils se foutent bien, eux, de nos moutons. » Tout se passe comme si dans cet été d'accomplissement, de toutfleur et de espoir, deux mondes se côtoient, deux mondes étrangers l'un à l'autre et comme antagonistes. Ce veut dire quoi, au juste, la civilisation des loisirs pour un agriculteur breton au mois de juillet de l'année 1976 ?

Les arbres dessèchent à Bossu. Mon jardin n'est plus qu'une anarchie désolée d'herbes sèches. Des bouillottes et des peupliers, déjà, tombent les feuilles grillées.

« Que les oiseaux et les sources sont loin ! » Dans la maison, c'est

un grésillement obsédant, irritant de mouches énervées. Les chèvres malheureux se cachent sous les bancs, guette ouverte, langue pendante. Et le croie voir bouger mes hautes marocaines, ardent et caniculaire, à la croisée de mes fenêtres. Mâchons près de l'avenir !

Le sentiment général est celui de la surprise. Pourquoi ? Les vents du sud, eux-mêmes, habituellement prodigieux en pluie, rapportent pas une goutte. Quand l'orage gronde, il n'apporte que des ondées dérisoires qui mouillent à peine les lèvres altérées de la terre. « Que les oiseaux et les sources sont loin ! » Pour quoi ? Que se passe-t-il dans les profondeurs du ciel et du monde ? Dans quel cycle entre-t-on ? Je l'ai déjà dit ici : il est des périodes où l'on prie pour que Notre-Dame des Pluies s'en vienne dans la robe des nuages, « les merveilleux nuages ! Imolations vaines. Le soleil brûle, tape, cogne ! Le ciel n'est plus catholique ! Tout va donc changer ? Pourquoi ? Quel dérèglement dérive la marche des climats ? Et que veut donc cette balance universelle qui peut fabriquer de l'été et se trouve impuissante devant la mort des fleurs et du moment ?

« Que les oiseaux et les sources sont loin ! » C'est une sorte d'exaspération devant ce ciel de fer qui semble lacer des stridences dans l'opéra des grèves. Les routes sont pleines d'oiseaux morts. On se dit, « et là, les eaux des puits. Les femmes sont presque trop belles, dorées dans les robes brûlantes. Et des brûlures, et des mystères et des interrogations ! Que sont donc les temps et les espaces ? Et si cette

époque... des rires et des joies qui, habituellement, luit au lit des plages allées, cette année, devient celle des interrogations primordiales ? Si cet été grec, tout chargé de menaces obscures, allait être celui d'une réflexion en quelque sorte métaphysique ? Toutes les grandes religions ne sont-elles pas nées sous des cieux durs et bleus ? Est-ce l'heure de Dieu quand les pluies sont absentes ? Alors, peut-être est-ce l'heure de la catastrophe qu'il n'y paraît. Et, aux yeux de beaucoup, comme les oiseaux et les sources seraient proches...

XAVIER GRALL.

LA VIE

Une bonne journée

« **C**'est matin, à l'école, j'ai été puni parce que j'étais malade. J'ai dit : « Décidément, Alain, tu es trop bécoteux. Je ne vais pas te mentir pas ce que tu veux raconter toute la journée. Tu n'es pas toi pour parler, mais pour apprendre. Tu veux rester à l'école ? »

« Je lui ai demandé ce que voulait dire bécoteux. Elle m'a répondu : « C'est bécoteux, ça veut dire plein de terre. J'avais joué à la guerre avec mes copains. Ma mère m'a privé de télé. Comme j'avais pas fait, on m'a envoyé me coucher parce que je gâchais la journée de papa qui a eu de bonnes nouvelles pour son travail. »

Mon aussi j'aurais voulu savoir. J'ai dit à Marc que j'aimerais bien être mort comme son grand-père qui était parti hier au cinéma, pour avoir demandé ce fait. « A la sortie de l'école, j'ai vu des gens qui tiraient les cheveux par la racine qui nous fait traverser la rue. Elle m'a dit que j'avais pas à passer si elle n'avait pas signé. J'ai senti rentrer à la maison. Mon père était plein de terre. J'avais joué à la guerre avec mes copains. Ma mère m'a privé de télé. Comme j'avais pas fait, on m'a envoyé me coucher parce que je gâchais la journée de papa qui a eu de bonnes nouvelles pour son travail. »

au journal qu'il achète chaque jour et qu'il n'a jamais le temps de lire. « L'argent ne fait pas le bonheur », s'est-il dit avec un peu de joie malicieuse lorsqu'il a vu que deux idées de la chanson divorçaient. Le soir, en rentrant chez lui, il a été plus tendre avec sa femme et a débouché une bouteille de bon vin.

Il n'a pas prêté attention aux émissions de télévision qu'il a l'habitude de regarder en mangeant, et il n'a pas non plus écouté les informations. Il avait bien autre chose à penser.

A la télévision, on annonçait qu'un homme, devenu fou probablement, venait de tuer trois personnes dont deux dans son ancien lieu de travail. L'homme avait toujours paru calme, « normal ». La raison de son acte paraissait inexplicable.

« On va se coucher », a dit M. B. à sa femme. Je me sens en pleine forme... »

Alain, au lit depuis longtemps, faisait un drôle de rêve. Il avait un copain un copain bizarre. C'était un lion, le lion Julien. Il allait souvent le voir au grand cirque passer entre les cerceaux de feu.

Mais ce qu'il préférait c'était leurs grandes discussions au travers des barreaux, le soir, lorsque tout le monde dormait.

MIREILLE DUMAS.

(Lire la suite page 11.)

Croquis

TAXI-DRIVER

LE chauffeur de taxi s'efforce sur son plan de Paris l'idéalisme pour conduire son client et explique : « Je suis nouveau dans le métier. »

« Ça vous plaît, vous avez l'intention de continuer ? »

« C'est un bonlot comme un autre, mais j'espère bien remporter quelques euros dans ma qualification. Je suis jeune. »

« Vous venez d'être mis en chômage ? »

« Oui, la petite boîte qui ne m'employait plus pour l'abonnement. Elle a fermé ses portes. »

« C'est donc un licenciement économique... »

« Oui, j'ai eu droit à l'indemnisation à 90 %. »

« Et, ayant épuisé ce droit, vous avez été obligé de vous recycler en dehors de votre qualification ? »

« Pas du tout. Mais, en bout de deux mois, j'en ai assez d'être chauffeur, même avec les allocations en tant que tel. J'ai donc quand j'ai vu que les compagnies de taxi cherchaient des chauffeurs. »

« Vous êtes donc d'ancien chauffeur, devant vous l'ancien, devant votre famille ? »

« Non : je suis célibataire. Mais, si je fais rien, je mène, ça coûte cher. Et, surtout, je m'ennuie. »

JOANINE ROY.

Au fil de la semaine

« **L**ES faits divers ? Cela ne m'intéresse pas, je ne les lis jamais ». « Un livre de Pierre Bellemare, l'animateur des Jeux télévisés ? Non, ce n'est pas pour moi. Pourquoi pas les Mémoires de Guy Lux, pendant que nous y sommes ? » Si vous êtes, lecteur, de cet avis, alors n'allez pas plus loin : il va être ici uniquement question de faits divers, rassemblés dans un gros livre de Pierre Bellemare et Jacques Antoine tels qu'ils les ont racontés depuis un an au micro d'Europe 1.

Après tout, les faits divers, comme les romans policiers, ont leurs lettres de noblesse, et tant mieux pour Bellemare si son livre est bon (1). Ces sobriquets d'histoires vraies de vie et de mort sont souvent plus révélateurs de l'évolution des mœurs et de l'état de la société que toutes les savantes analyses et les thèses de spécialistes.

Le 25 février 1980, Frédéric, 15 ans, achète un couteau, entraîne et tue un garçon de 6 ans, puis va se constituer prisonnier, apportant dans un carton, précautionneusement emballé de chiffons, le couteau, arme du crime. A toutes les questions, il répond volontiers, dit et sûr de lui. Seul quand on lui demande les raisons de son acte : « Parce que... » se contente-t-il de répondre. On n'en tirera rien d'autre. En prison, il réclame les journaux et se plaint qu'il ne parvient pas à lire. Pas d'expertise psychiatrique, les assises, vingt ans de travaux forcés. Frédéric sortira du bagne à trente-cinq ans, en 1990.

Le 4 décembre 1967, Jean-Paul, 15 ans, enlève un enfant de 7 ans, le tue et dissimule son corps dans la forêt proche. Puis il entreprend d'obtenir de la famille de sa victime le versement d'une rançon. Les tractations durent six jours, avec des moments d'espoir et des rendez-vous manqués, des exigences nouvelles et des menaces. La police, alertée, s'efforce de ne pas compromettre les négociations. En définitive, Jean-Paul, arrêté, avoue tout. Les psychiatres estiment que son acte cachait, en fait, une volonté suicidaire. Condamné à quinze ans de prison, il a été libéré en 1973. Il a aujourd'hui 24 ans.

Des meurtriers en liberté après avoir purgé leur peine, il y en a bien d'autres. Cette femme de 64 ans qui vous a peut-être servi le petit déjeuner si vous êtes descendu dans le grand hôtel où elle était femme de chambre, c'est Léa, l'une des deux sœurs Papin, dont l'histoire a défrayé la chronique voilà plus de quarante ans, en 1933. Léa avait alors 21 ans, sa sœur Christine, 28. Elles étaient depuis sept ans au service d'une famille du Mans. Sur une observation qu'elles avaient été faites parce qu'elles avaient fait sauter les plombs en reposant, elles ont littéralement massacré à coups de marteau et de ciseaux leur patronne et sa fille, leur arrachant les yeux, leur écrabouillant le visage. Puis elles sont restées là, hébétées, attendant la découverte des cadavres, l'arrivée de la police. Déclarées par trois experts parfaitement normales et pleinement responsables, elles ont été condamnées, l'une, considérée comme l'instigatrice, à mort, peine commuée en vingt ans de travaux forcés, l'autre, pour complicité, à vingt ans de prison. Christine, l'aînée, devait bientôt être internée à l'asile de Rennes, où elle mourut folle deux ans après le procès : Léa, la cadette, était remise en liberté après huit ans d'emprisonnement, en 1941.

Vous pouvez aussi croiser dans la rue Jacques qui, jeune officier, infantile et pervers, envoûta Denise, une marginale blottie par les belles phrases de son amant, au point de l'obliger à lui sacrifier, en la noyant comme un petit chat, sa fille de 2 ans parce qu'il exigeait qu'elle « immole son propre sang ». Libérés l'un et l'autre, lui d'abord, qui avait été condamné à vingt ans de travaux forcés, elle ensuite, en 1968, après que sa peine de réclusion criminelle à perpétuité eut été ramenée à quatorze ans d'emprisonnement, ils ont aujourd'hui respectivement 46 et 50 ans.

Mais vous ne risquez pas de rencontrer Pauline Dubuisson, cette étudiante en médecine qui, à 24 ans, en 1951, abattit froidement un de ses amants et fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité. Après le meurtre, elle avait tenté de se suicider. La veille de son procès, en prison, au point de l'obliger à lui sacrifier, en la noyant comme un petit chat, sa fille de 2 ans parce qu'il exigeait qu'elle « immole son propre sang ». Libérés l'un et l'autre, lui d'abord, qui avait été condamné à vingt ans de travaux forcés, elle ensuite, en 1968, après que sa peine de réclusion criminelle à perpétuité eut été ramenée à quatorze ans d'emprisonnement, ils ont aujourd'hui respectivement 46 et 50 ans.

Et surtout vous ne verrez pas ce malheureux prêtre de 50 ans dont les initiales seules figurent sur une tombe du cimetière lazariste d'Uruffe où on lit : « Ici repose Régina, tuée par le curé de la

(1) Jacques Antoine et Pierre Bellemare : Les Douze extraordinaires de Pierre Bellemare, Payot, 472 p., 45 F.

FAITS DIVERS

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

paroisse, G. D., le 3 décembre 1956, à l'âge de 19 ans. » Bien que le jury des assises lui ait trouvé des circonstances atténuantes, il est toujours en prison et on assure qu'aucun voyou, aucun truand, même le pire, parmi ses codétenus, n'adresse la parole au « curé d'Uruffe ».

Ce sont là, pour la plupart, des affaires qui ont en leur temps fait grand bruit. Il en est d'autres, moins retentissantes, qui montrent bien, elles aussi, le chemin parcouru dans les esprits comme dans les méthodes de la justice.

Ainsi en va-t-il du rôle des psychiatres. On l'a vu : Frédéric, l'assassin de 15 ans du siècle dernier, n'avait pas même été examiné. Freud était encore un inconnu. En 1905, la bonne « Tante Jeanne » qui gardait volontiers les bébés de ses voisines, mais les étranglait dans leur berceau, en avait déjà tué quatre quand, aux assises de la Seine, ses protestations d'innocence et surtout les dépositions des aliénistes qui ne l'avaient pas trouvée folle du tout lui valurent d'être acquittée. Rendue à la liberté, elle eut encore le temps d'étrangler quelques nouveau-nés avant d'être enfin déclarée folle furieuse et de devenir « l'ogresse de la Goutte-d'Or ».

Les sœurs Papin, il y a quarante-trois ans, étaient déclarées saines d'esprit même si l'une devait mourir deux ans plus tard hystérique. Il y a vingt-cinq ans, Pauline Dubuisson, suicidaire, s'entendait reprocher à son procès de jouer la comédie du suicide pour apitoyer les jurés. Elle devait prouver, douze ans plus tard, que cette accusation-là était sans fondement. Au contraire, pour Jacques et Denise, surmônés bien entendu « les amants terribles », pour Jean-Paul, le kidnappé de quinze ans, les analyses et les rapports des psychiatres ont impressionné les jurés et expliquent la relative mansuétude dont ils ont bénéficié.

Une affaire que l'on situerait au dix-neuvième siècle plutôt qu'en 1925 : riche propriétaire, M. de... a tenté de tuer sa femme pour hériter de ses biens et vivre avec sa maîtresse. Mais la police, en sortant d'abord rien, c'est un chèque de famille qui le juge. Il signe ses aveux, renonce à sa fortune, puis se ravise et rompt les engagements pris. La famille produit alors les aveux, le châtiment est condamné à cinq ans de travaux forcés. Un mois avant sa libération, au bagne de la Guyane, il se noie, probablement poussé à l'eau par un compagnon de chaîne. La famille n'avait sans doute pas envie de le voir réapparaître.

Un autre châtiment, mais celui-là tombe en ruine, on n'y tient plus son rang. L'une des filles de la maison a disparu depuis quatre ans. On interroge son père, son frère, qui la disent partie pour Paris. Perquisition : on la retrouve, recluse volontaire et bien vivante, nourrie par sa sœur à l'insu du reste de la maison dans sa chambre qu'elle ne quittait plus. Une famille où on ne se parlait jamais. Le lendemain, sans un mot, le père se tue.

A côté de ces deux drames des grandes familles, une histoire d'aujourd'hui — enfin, d'il y a quinze ans à peine. Le collectionneur est l'espionnage. Un extraordinaire bric-à-brac d'objets volés et monté d'après son ménage. Mais ses ambitions sont sans limites : il veut couronner ses larcins en volant un réfrigérateur et une cuisinière. Comment faire ? Il passe commande au quincaillier de la ville voisine. Identifié, arrêté, on trouve chez lui un cahier d'écouter où il a noté, jour après jour, heure par heure, tous ses méfaits. Et, passé aux aveux, il se borne à constater : « Pour la première fois que je tue, je n'ai pas de chance ! »

A l'heure où les savants et les Eglises paraissent découvrir le problème de l'euthanasie, il n'est pas inutile de rappeler l'affaire Corbette. Jeune Anglaise fort distinguée de 28 ans, Richard Corbette a volontairement mis fin aux souffrances atroces de sa mère qui se mourait lentement d'un cancer. Puis il a tenté de se suicider, et s'est marié. Les assises du Var l'acquitteront à l'unanimité de ce « meurtre par compassion ». C'était en 1929.

On pourrait poursuivre longtemps encore, à travers le livre de Pierre Bellemare, ce sinistre tableau de meurtres. Il faudrait, par exemple, évoquer les erreurs judiciaires : l'affaire Christine, meurtrier anglais condamné à mort et exécuté pour une série de meurtres dont deux avaient valu au docteur Timothy Evans d'être pendu six ans plus tôt, alors qu'il était innocent. Ou encore l'affaire Dahays, docker nantais condamné à dix ans de réclusion pour un meurtre qu'il n'avait pas commis mais qu'il avait avoué sous la contrainte et qui, après trois ans de prison, n'a pas retrouvé le carter qu'il signait si bien tout près de sa maison. Libre à chacun d'y ajouter le nom de Pierre Jaccoud, le grand avocat genevois qui lutte depuis seize ans en clamant son innocence pour retrouver son honneur.

Faits divers, drames vécus où la réalité, souvent, dépasse la fiction et qui signent dans le sang une époque, une société.

PROVOCATION

Des robes mal fermées

L'AIR s'était raréfié dans sa chambre et les murs avançaient en ce dimanche qui lui rappelait la terre féconde du pays. La chaleur, épaisse et blanche, occupait son lit et dérangait ses objets. Des images se bousculèrent dans sa tête, jaillissant du miroir, du mur, de la natte. Elles prirent place dans ce lieu enveloppé de mélancolie, dans l'absence et l'exil. Même le transistor s'est mis à émettre d'intermittence du village : il entendait le message de sa femme : « Ici c'est Fatima, la femme — tout le monde va bien — la santé est bonne — les enfants sont en vacances — le mandat n'est pas encore arrivé, mais l'épicer nous fait crédit — ton père, ta mère, ton grand frère te saluent — nous t'attendons — n'oublie pas un cadeau pour la nièce qui se marie... »

L'eau était rare. La direction du foyer avait décidé d'appliquer un plan d'austérité. Le sécheresse peut durer. On n'est pas au Sahel, mais il faut faire attention !

Il mit son costume du dimanche et prit le métro sans savoir trop où aller. Il alla loin, très loin, jusqu'à Saint-Germain-des-Près. C'est un quartier où il n'avait jamais l'occasion d'aller.

La foule avait quelque chose d'étrange. Il lui était difficile de mettre pied dans le tourbillon de cette foule colorée et parfumée. Il s'assit sur un banc et regarda le spectacle. Il ne se passait rien. Devant les cafés, des jeunes gens faisaient semblant de jouer de la musique. D'autres avaient des laines de rasoir, ou faisaient des acrobaties lamentables pour mendier quelques francs.

Ce qui retenait son regard, ce n'était pas cette agitation folklorique, mais des femmes. Elles étaient belles, légères, minces, transparentes. Des petits nuages en couleur, des gazelles échappées à un jardin. A peine vêtues, elles passaient devant lui comme des images. Elles esquivaient des pas de danse avec un léger sourire puis disparaissaient dans la foule. Avec leurs robes mal fermées, il pouvait apercevoir sans effort des petits seins bronzés, une taille fine, des jambes parfaites... Il avait l'impression de tourner les pages d'un magazine féminin, ou d'ouvrir des flacons de parfum. Ces corps frêles dansaient et chantaient dans sa tête. Toutes ces femmes le traversaient dans un vertige insoutenable.

Il se leva, un peu hagard, un goût amer dans la bouche, et reprit le métro. Il pensait déjà à la nuit : ces femmes qui le hantaient allaient peut-être envahir sa chambre dans la chaleur et l'insomnie. Et puis non ! Il se rassura en se disant : « Elles ne savent pas où l'habite... »

TAHAR BEN JELOUN.

RADIO-TELEVISION

I.L.N.A. A AVIGNON

Des écrans francophones

La télévision entre, pour la seconde année consécutive, dans le concert avignonnais : à quelques kilomètres du Palais des papes, dans la charnière de Villeneuve, l'Institut national de l'audiovisuel organise et présente un panorama d'émissions francophones complètes, à l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis, par un choix de programmes américains expérimentaux. En tout, une centaine d'heures d'émissions — dont soixante-dix en langue française — pour un parcours audiovisuel étendu à trois continents : l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Afrique noire et le Maghreb.

Naguère, l'histoire : l'INA, en 1975, remontait le temps et offrait libre accès à ses « réserves » : quatre-vingt-dix émissions réalisées depuis 1960 et héritées de l'O.R.T.F. Aujourd'hui, la géographie. Au-delà de la Belgique et de la Suisse, dont les gloires du petit écran — Gorette, Pacha — nous ont déjà assez familiers, les frontières, cette fois, reculent jusqu'au Zaïre, au Gabon, au Niger, au Sénégal, à la Tunisie. Des documentaires, mais également des productions de fiction laissent peut-être entrevoir, passés les ponts inhérents à la francophonie, de quelle façon les pays africains et maghrébins se voient et se présentent au miroir grossissant du petit écran.

Raffet totalement fragmentaire. Il s'agit d'émissions sorties de leur contexte et choisies d'abord — pour le prestige —. Au dialogue, cependant, de faire le reste au cours des débats avec les réalisateurs qui suivront chaque jour, après 18 h. 30, les projections sur grand écran. A chacun, également, d'y voir de plus près, et à deux fois, grâce au système, étendu à l'ensemble des programmes, de visionnage — à la carte — sur écrans vidéo.

Pas de palmiers, donc pas d'enfer, mais des images, venues — des quatre coins du monde — (c'est presque vrai). Et une mise à l'épreuve du phénomène-télévision. Qu'elle soit un véhicule d'idées et de cultures, en effet, nul n'en doute. Qu'elle offre aux « créateurs » de nouveaux moyens d'expression et une audience irremplaçable, beaucoup en conviennent. Mais quand l'INA veut — il y va de sa survie et de son intérêt — la transformer en spectacle, beaucoup restent sceptiques. C'est à voir. Transformant des spectacles en émissions, France-Culture propose bien dans le même temps, et avec succès, le trajet inverse.

A. R.
* Du 26 juillet au 7 août. Dans la charnière de Villeneuve-les-Avignon.

Le marché de la création

« Milady », prototype du téléfilm à la française

« MILADY », en première mondiale le 21 juillet sur TF1. N'oubliez pas... Depuis quelques jours, les annonces, affichantes, se succèdent. Et comme ce n'est pas tous les soirs que le petit écran propose une telle exclusivité, les téléspectateurs ont dû être nombreux, mercredi dernier, à suivre les malheurs du commandant Gardefort et de sa gracieuse jument.

Pour les responsables de TF1, cette soirée était un événement. « Milady » est l'un des premiers téléfilms coproduits (avec Hammer films) par la chaîne dirigée par M. Jean-Claude Esdaile. Du succès rencontré par sa diffusion dépendra peut-être l'avenir de ce nouveau genre de création télévisuelle.

Ni dramatique de télévision ni film de cinéma : les qualités et les limites du téléfilm sont encore aujourd'hui mal connues. Le terme lui-même — qui a fait récemment son apparition dans le vocabulaire des spécialistes — est ambigu. Certains, d'ailleurs, comme Claude Barria, le rejettent : « Cela ne veut rien dire », nous a déclaré le responsable des séries, coproductions et feuilletons d'Antenne 2. « De plus, cela déformait l'idée que l'on se fait d'une œuvre de création. En la réhabilitant », téléfilm », on a l'impression qu'il s'agit d'une traversée du désert, qui se cachera par honte. »

D'autres considèrent que la différence entre le téléfilm et le film réside, pour l'essentiel, dans le mode de diffusion adopté. C'est ainsi que M. Jean-Claude Esdaile semble voir les choses : « Il y a maintenant, estime le P.D.G. de la Société française de production, les produits qui passent pour la première fois à la télévision et ceux qui sont présentés sur d'autres supports, cinématographiques, par exemple. »

Enfin, on rencontre aussi des « théoriciens » du téléfilm. Ils lui assignent des normes précises, directement calquées sur le modèle américain. Ainsi — et « Milady » a été assez bien à ce schéma — le téléfilm type (œuvre de fiction généralement d'une heure trente) est réalisé par un metteur en scène venant du cinéma : Francis Leterrier, réalisateur de « Milady », est effectivement un cinéaste. Même impératif pour les choix des acteurs : l'un d'entre eux, au moins, s'est fait connaître sur le grand écran. C'est le cas pour Jacques Dufilho, interprète dans « Milady » du commandant Gardefort.

Le style américain



(Dessin de BONNAFFET)

Autant de contraintes annonciatrices d'un régime de la télévision ? Rien n'est moins sûr. L'immédiat, les regards — et les projets — se tournent, comme d'habitude, vers les Etats-Unis, où le téléfilm connaît actuellement un essor considérable.

Outre-Atlantique, la naissance et le développement du téléfilm s'expliquent notamment par trois facteurs : la baisse de la production cinématographique ; l'importance croissante du nombre de films nécessaires pour alimenter les programmes de télévision (quelques cent soixante films diffusés chaque semaine par l'ensemble des chaînes, y compris les TV locales) ; les impératifs moraux : ni sexe ni violence sur le petit écran. Ajoutons enfin que le public américain ne montre pas grand intérêt à la télévision, mais préfère aux téléfilms « séries ».

Pour les grandes chaînes américaines (A.B.S., C.B.S., N.B.C.), dès lors, la voie est tracée : il faut mieux produire (selon ses besoins) que d'attendre longtemps les longs métrages ad hoc. Cette production s'effectue d'ailleurs en liaison avec l'industrie cinématographique traditionnelle. Universal, la Columbia, Paramount, travaillent désormais beaucoup pour la télévision, et bon nombre de téléfilms sont réalisés dans les studios d'Hollywood.

Les coûts de fabrication sont de plus en plus élevés aux Etats-Unis, mais la production de téléfilms reste encore une bonne affaire. Pour plusieurs raisons : budget de deux à trois fois inférieur à celui d'un long métrage ; délai de tournage limité (dix jours parfois) ; ventes dont la cote est en hausse au grand écran.

et qui espèrent, par ce biais, retrouver un nouvel éclat.

Mais le résultat n'est pas toujours remarquable. Selon M. Michel Lecourt de la Warner Bros (Paris), le téléfilm américain n'est « pas souvent brillant comme qualité. Il correspond vraiment à un film de série B ». Reste que le téléfilm américain est un produit d'exportation internationalement reconnu. Déjà amorti sur le marché intérieur, il peut se vendre à des tarifs défilant toute concurrence. De plus, son emboîtement (ni purement télévisuel, ni purement cinématographique) lui permet une double carrière : au cinéma — et ce fut le cas pour Duel, de Steven Spielberg, production M.C.A.-TV, distribué en salle à Paris il y a quelques années — ou à la télévision.

On en consomme beaucoup en France depuis deux ans, pour des raisons d'économie : « Un téléfilm s'achète 12 000 francs en moyenne, estime M. Roger-André Larrieu, conseiller de programmes du directeur général de TF1 (cinéma et achat d'émissions), contre 100 000 à 500 000 francs pour un film. » TF1 s'est ainsi rendu acquiescent en avril dernier d'une quinzaine de téléfilms américains en tous genres (sciences-fiction, westerns, policiers, historiques) qui seront diffusés le dimanche après-midi et une fois par mois le mardi soir.

Autre intérêt du téléfilm pour les responsables des chaînes : il n'est pas pris en compte dans la grille « films de cinéma » imposée par le cahier des charges. A Antenne 2, où le président, M. Marcel Juhan, a limité à sept le nombre des longs métrages programmés le dimanche après-midi, on s'apprête, semble-t-il, à faire largement usage de cette liberté. Rien que pour ces dimanches après-midi, la chaîne a déjà acheté en 1976 une vingtaine de téléfilms, dont plusieurs seront diffusés. D'autres seront également diffusés, à l'occasion, le samedi soir.

Il ne suffit pas d'acheter. Il faut aussi produire. A la « une » comme à la « deux », le modèle américain pourrait faire école. Du côté de TF1, les choses sont nettes : « L'une de nos ambitions », nous a déclaré M. Larrieu, c'est de réaliser des coproductions de téléfilms avec les Américains. Pour Antenne 2, Claude Barria se montre plus réservé, mais insiste sur le fait qu'il faut permettre une promotion des produits français à l'étranger. Promotion qui pourrait s'orienter vers des échanges ou des coproductions avec les télévisions su-

ropéennes, allemandes et britanniques notamment.

Curieusement, chacun se montre discret sur ses rapports avec le « producteur », qui devrait être le partenaire privilégié des trois chaînes : la Société française de production (S.F.P.). Le cinéma n'est pas des plus sérieux : « Nos relations avec les chaînes sont à base de plaid-voies », constate M. Jean-Charles Esdaile. Nous vivons des relations cahotiques, par rafales, où la moindre chose prend un caractère émotionnel intense. »

Tout se passe en réalité comme si, chacune de leur côté, la S.F.P. et les chaînes se cherchaient de nouveaux alliés financiers. Dans le secteur privé cette fois. Ainsi, M. Esdaile — qui se plaint du manque de planification des sociétés de programme — n'a pas hésité récemment, pour sa part, à retarder certains de leurs commandements pour utiliser les capitaux de l'Etat à des fins étrangères à la télévision : le tournage du film d'Alain Resnais, Providence, dont la S.F.P. est coproductrice, par exemple.

De son côté, TF1, qui a déjà fait l'expérience de la coproduction cinématographique avec l'année sainte (film avec Jean Gabin) n'envisage pas en rester là. Cette chaîne a, également, quatre projets de coproduction de téléfilms pour 1976-1977. « Et pas forcément avec la S.F.P. », dit M. Larrieu.

A l'heure actuelle, tout n'est pas encore joué, et la tendance peut s'inverser. Pourtant, on s'achemine, il semble, vers un point charnière où parler de production cinématographique ou de production de télévision (film ou téléfilm) n'aura plus grande signification. Sauf, peut-être, en terme de rentabilité. M. Jean-Pierre Marchand, secrétaire général du syndicat des réalisateurs (C.G.T.) ne cache pas son pessimisme : « Les chaînes et la S.F.P. n'ont aucune volonté de s'entendre. Elles ont reçu mission de ne pas s'entendre. C'est tout un potentiel national de production, concentré du temps de l'O.R.T.F. qui se fondre. »

On peut imaginer que, un jour, film, téléfilm et dramaturgie aient des destins communs et utilisent les différents circuits de diffusion : salle de cinéma ou petit écran. C'est dire que, si les droits de la création ne sont pas reconnus, et son caractère de service public réaffirmé, une partie encore plus importante des recettes de la redevance serait alors investie dans des opérations commerciales. Pourquoi pas, dira-t-on.

Les risques sont nombreux. En ce qui concerne la qualité, d'abord. La « grande » diffusion sert souvent de prétexte à la médiocrité, style « Charlots » ou « de Puntis ». Saurait-on l'éviter ? Quel avenir attendrait, dès lors, les réalisateurs de la télévision ? Un « Truffaut » ou un « Louis Malle » se vendrait mieux à l'étranger qu'un « Renoir » ou qu'un « Marchand ».

Quel avantage, enfin, pour le téléspectateur ? Profiterait-il en priorité des succès coproduits par les chaînes ou devrait-il payer le prix d'une place de cinéma pour jouer — sans attendre quelques années — du produit de sa redevance ? La solution, sur ce point, serait peut-être dans la méthode appliquée en Allemagne fédérale, où les « films » sortent souvent en même temps sur petit et grand écrans. C'est l'avis du réalisateur Gérard Philipe. A condition, estime-t-il, et c'est là où le bât blesse, que les « créateurs » ne soient pas contraints à être, comme aujourd'hui, des franc-tireurs.

CATHERINE GUIGON.

COMMENT CHANGER LES INDICES D'ECOUTE

Un sondage portant sur l'audience des quatre principales chaînes de radio pendant la période du 3 au 25 mai donne les résultats suivants : RTL, 24 % ; France-Inter et Europe 1, 22 % ; Radio-Montecarlo, 10 %, sur une audience générale de 65 %.

Ce sondage, qui a l'avantage d'avoir été réalisé en commun par le Centre d'étude d'opinion (C.E.O.) et par le Centre d'étude des supports de publicité (CESP), met fin aux polémiques relatives à un éventuel « tassement » de l'audience de la chaîne nationale. Pour la période précédente, en effet (du 1^{er} mars au 25 avril), le C.E.O. avait placé France-Inter en seconde position avec 23,8 %, tandis que le CESP l'avait fait rétrograder à la troisième place avec 17,9 %.

Il serait certes étonnant que, travaillant en commun sur les mêmes lapes de temps et avec des méthodes équivalentes, les deux organismes puissent désormais aboutir à des résultats très divergents. Mais deux certitudes valent mieux qu'une.

STATIONS LOCALES

Les Chamoniards veulent conserver leur antenne

Le 25 décembre 1975, Radio-France installait, à Val-d'Aire, une petite station de radio, pour « informer et distraire les sœurs ». Un mois plus tard, France-Région 3, voulant affirmer sa vocation radiophonique, lui répliquait à Chamonix. L'expérience devait durer jusqu'à Pâques, mais elle fut prolongée. « FR 3-Mont-Blanc » diffuse quotidiennement quatre heures trente d'émissions dont le contenu demeure limité à des « Informations-service » et à la vie de la montagne. FR 3 souhaite ouvrir, pendant l'été, des stations identiques, à la Grande-Motte et à Vannes, mais elle n'a pas reçu l'accord de M. André Rossi.

Le 1^{er} juillet, Radio-France a lancé, à grands renforts de publicité, une « radio vacances » à La Baule. L'expérience n'est pas nouvelle. A plusieurs reprises, l'ex-O.R.T.F. avait installé, dans cette ville, des postes identiques pendant l'été, mais « cette fois Jacqueline Baudrier a mis le paquet », déclare-t-on à FR 3. Huit personnes travaillent dans cette station : quatre animateurs et quatre techniciens qui se relaient de 8 heures du matin à 23 heures, utilisant, pendant une grande partie de la journée, le programme FR. Le budget de cette radio serait de 400 000 F pour deux mois, quatre fois plus que le budget de « FR 3-Mont-Blanc », pour quatre mois. Devenir cette offensive de Radio-France, France-Région 3 a décidé une nouvelle fois de répondre ; elle ouvre dans la région de Bayonne, ce samedi 24 juillet, une radio identique, mais plus modeste en personnel et en matériel.

La « guerre » des radios-service se gagnera peut-être sur les plages de l'Atlantique. Mais elle risque cependant de mettre un terme à la tentative originale de radio locale menée depuis six mois à Chamonix. En effet, M. André Rossi ne souhaite pas que Radio-France et FR 3 créent chacune plus d'une radio de ce type. Cette attitude a été définie en janvier, par le président de la République, qui, dans une interview à l'hebdomadaire de télévision 7-Jours, affirmait, à propos des « radios locales » : « Je n'y suis pas favorable. Il y a là aussi une question d'équilibre des moyens d'information. Nous avons une presse régionale, qui, à la différence de la presse parisienne, n'a pas trop de difficultés. Elle en aurait de sérieuses si l'on multipliait les radios locales. En revanche, la radio régionale, qui existe déjà, peut donner plus d'éléments d'information sur la vie locale. C'est une question d'aménagement, non de création de nouveaux postes. »

Le maire de Chamonix, M. Maurice Harzog, s'est ému de l'éventuelle fermeture de l'antenne installée dans sa ville. Il devait déplorer, le 10 juillet, devant M. Jacques Chirac, venu inaugurer à Chamonix, l'autoroute blanche : « Nous apprenons que des menaces soudaines pèsent sur cette magnifique entreprise. Les raisons nous échappent. L'union des Chamoniards dépend maintenant, monsieur le premier ministre, de ce combat du commun dénominateur, unanimement accepté, qu'est devenue FR 3-Mont-Blanc. »

Pour l'instant, M. Rossi aurait autorisé la poursuite de l'opération Chamonix jusqu'à fin août.

Écouter, voir

• FILM : FARREBIQUE. — Mardi 27 juillet, TF 1, 13 h. 55.

Un film que l'on projette parfois dans les ciné-clubs, pour son apport esthétique ; un film que l'on fait venir parfois dans les universités, pour son apport historique. Réalisé en 1948, Farrebique n'eut aucun succès commercial. Pourtant, en disciple de Flaubert, Georges Rouquier avait réalisé un semi-documentaire passionnant : toute une famille de paysans interprète sa propre histoire, échelonnée sur les quatre saisons. Georges Rouquier disait qu'il s'était « placé comme un cinéaste faisant une étude sur les habitants d'un pays quelconque du globe, et notant tout : mœurs, costumes, religion ». Un précurseur de J. G. « écriture rurale ».

• DES IDEES ET DES HOMMES : ALAIN. — Mardi 27 juillet, TF 1, 21 h. 25.

Trois mille articles font une œuvre : le professeur de philosophie Emile Chartier écrivait tous les jours des « Propos » dans le *Devoir* de Rouen, qu'il signait Alain, et qui firent de lui un philosophe. L'économique, pour lui, était « opaque », et le collectif « une bête malaisante ». Alain n'était ni économiste ni sociologue. Simplement, il croyait en l'individu, seul facteur de progrès. Il était de gauche mais pas socialiste : radical, il disait qu'il fallait « fonder la République sur la liberté intime de l'esprit ». C'est l'héritage du maître à penser de la génération qui eut vingt ans entre les deux guerres que des professeurs de philosophie et des radicaux vont retracer au cours de l'émission de Denis Enlissman, Camus, Freud et d'autres suivront.

• TÉLÉ-FILM : LES MONTE-EN-L'AIR. — Mercredi 28 juillet, TF 1, 20 h. 45.

C'est à 2 600 mètres d'altitude que François Martin a tourné son dernier film, *Monte-en-l'air*, d'après le roman de Pierre Signac : une histoire policière pas comme les autres, des personnages attachants qui, pour échapper au morne de leur existence, « montent » un hold-up extravagant. François Martin, déjà réalisateur de *l'Amour triste* et de *l'Enchantement*, présente une fois encore une œuvre tendre et émouvante.

• FILM : LES DISPARUS DE SAINT-AGIL. — Jeudi 29 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Il s'agit de trois, qui s'inventent des mystères et des sociétés secrètes, au collège de Saint-Agil. Adapté d'un roman de Pierre Véry par Jacques-Henri Blanchon, le film de Christian-Jaque n'a pas vieilli, depuis 1938. Ce sont peut-être les dialogues de Jacques Prévert. Ce sont surtout des acteurs assez prodigieux : Marcel Mouloudji, Eric von Stroheim, Michel Simon, Jean Claudio. Un film représentatif de la veine poétique du cinéma français dans l'immédiat avant-guerre.

• RETRANSMISSION LYRIQUE : MÉDÉE. — Vendredi 30 juillet, A 2, 21 h. 25.

C'est en direct du Théâtre antique d'Arles, mais dans le cadre du Festival d'Aix-en-Provence, que sera diffusée la *Médée* de Cherubini, interprétée par l'Orchestre de Lyon (dirigé par Serge Baudo).

Sur le livret d'Hoffmann, Cherubini (1790-1842) fait revivre la légende de la magicienne, abandonnée par Jason, époux de la fille de Créon, se venge en faisant mourir sa rivale et en tuant ses fils de sa propre main. On retrouve dans cette œuvre les traces de la profonde religiosité du compositeur, mais c'est déjà pour lui, dans la volonté de concilier l'expression lyrique avec les richesses de la symphonie, la poursuite de l'idéal mozartien. Une œuvre sur mesure pour Léonie Ryansek.

• TÉLÉ-FILM : LA DERNIERE DES BELLES. — Samedi 31 juillet, FR 3, 21 h.

1928. — Une grande demeure coloniale dans le sud des Etats-Unis. C'est le décor que George Schaeffer a choisi pour évoquer la vie des Fitzgerald à un moment où l'amour qu'ils se portaient semble évanoui. Zelda, enfermée dans un silence hostile, cherche une manière d'être qui soit sienne à travers la danse classique et les rêves de sa fille. Scott supporte mal une solitude que les virées dans les bars n'arrivent pas à dissiper. Alors il écrit une histoire, son histoire.

La Dernière des belles raconte la vie d'une Géorgienne coquette qui se sert tristement de sa beauté pour faire « marcher » les hommes. Fiction ou description de Zelda par Scott ? Le réalisateur ne semble pas avoir eu de point de vue sur la question.

• FRANCE-MUSIQUE : PROGRAMMES D'ÉTÉ. — Du samedi 31 juillet au vendredi 27 août.

Pendant un mois, France-Musique propose une nouvelle grille. Pierre Koss, Jacques Doniol-Valcroze, Jean Lacombe et Jacques Kachkari ont les deux premières heures de la matinée, une semaine chacun. Une semaine également pour Jean-Yves Joanny, Toto Bissainthe, Roger Siffert, Léo Ferré, qui feront l'émission « chanson » à midi. A 20 heures, il y a un petit dictionnaire de musique contemporaine. Et les nuits commencent avec une rétrospective : « Miles (Davis) media ». Lui succèdent de la musique traditionnelle, puis de la musique savante (« E percoloso sporgersi »).

Le dimanche, entre 15 et 17 heures, Jean-Claude Eloy et Martine Cadieu se proposent de « faire écho à la frontière » et de retrouver les lieux obscurs qui unissent tous les types de musique. Juste après, Jean-François Kahn aura deux heures : « Avec tambour et trompette ».

• HISTOIRE : CE JOUR-LA J'EN TEMOIGNE. CHRONIQUE DE L'OMBRE (1940-1944).

— A partir du lundi 2 août, A 2, 18 h. 15. Chaque jour, pendant le mois d'août, vingt-six minutes consacrées à la seconde guerre mondiale, à l'Occupation. Armand Fargat donne la parole aux résistants. Il va tenter de dresser — une fois encore — un portrait historique de ces années sombres à l'aide de documents (actualités françaises et allemandes, images de la vie clandestine...), de témoignages. Participant entre autres à ces émissions : MM. Pierre Mon des France, Maurice Clavel, Jacques Debardel, Gaston Monnerville, Germaine Thilon, Pierre Verrois, Claude Bourdet. Chaque jour, une date de l'histoire de France, un détail d'événements encore proche de la mémoire.

RADIO-TELEVISION

Vendredi 30 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.) Midi première : 13 h. 35 (C.) Série : John l'interprète ; 14 h. 30 (C.) R. : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 17 h. 30 (C.) Jeux olympiques ; 18 h. 35. Pour chaque enfant ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Feuilleton : Trois de cœur ; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Deux et deux font cinq » de G. Arout. Avec A. Fraion, M. Roux, C. Gellier, C. Castel. Comédie légère, situation délicate et qui-proquo. Mais le dénouement est heureux ; 22 h. 45. Jeux olympiques (en direct).

CHAÎNE II : A2

13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30 (R.) Série : Anna, agent très spécial ; 16 h. 20. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 45. Fenêtre sur ; 18 h. 15. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et

des lettres ; 19 h. 45. Jeux olympiques (résumé).
20 h. 30 (R.) Série : La juive du château (dernier épisode) ; 21 h. 30 (R.) Retransmission lyrique : « Médée », de Cherubini, par l'Orchestre de Lyon, dir. S. Baudo, et les chœurs de l'université de la Sorbonne. Avec L. Rysanek, C. Cuccaro, N. Denize. Mise en scène de N. Yannopoulos.
Spectacle du Festival d'art lyrique et de musique d'Alsace en France, retransmis depuis le Théâtre antique d'Arles.

CHAÎNE III : FR3

19 h. 5. Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ? ; 19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. 20 heures en été.
20 h. 30 (R.) Série : Erreurs judiciaires (l'affaire Martinez) de J. Laviron.
En 1946, vertiges, un détachement réfugié espagnol est accusé d'avoir assassiné un de ses compagnons. Condamné aux travaux

forçés à perpétuité, il sera réhabilité huit ans plus tard.

21 h. 30. Bicentenaire des Etats-Unis : « America », de A. Cooke (Une vie plus large). Comment vivent maintenant les Américains ? Entre « la décadence et la vitalité », dit l'auteur de l'émission.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance. Histoire de la boue ; 8 h. 32. La peinture ou les quatre regards ; 8 h. 35. Eché au hasard ; 9 h. 7. Matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. La lecture du monde ; 11 h. 2. Trente ans de musique française : H. Sauguet ; 11 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Recherche musicale ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre des voix : « Le carnet d'or », de D. Lesing ; 14 h. 45. Muséum, féminin : la différence ; 15 h. 2. Les arts et la France-Culture... Double-épisode ; à 15 h. 30. La musique aux quatre coins ; à 16 h. Les Français s'interrogent ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 19 h. 30. Bonnes nouvelles, grands concerts, avec M. Bouquet ;

20 h. Poésie ; 20 h. 5 (R.) La musique et les hommes : Wagner et Louis II de Bavière ; 22 h. 35. Entretien, avec A. Ruyssenaert ; 23 h. 5. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical ; 9 h. 7. Les grandes voix humaines ; 9 h. 30. Ars antique, ars nova ; 11 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 15. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans parole (Mozart, Bach, Liszt, Donizetti, Bizet, Beethoven, Dvorak, Strauss, Reger, Jolivet, Messiaen) ; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical ; à 18 h. 30. Le vocal blues ; 19 h. 15. Instruments et solistes : la violoniste G. Nannu interprète Shostakovich et Suk ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Musique dans un musée... Concert baroque au Musée historique des Juifs à Lyon, avec J. Nelson (soprano), W. Christie (clavessin), J.-P. Bata (viola de gambe), P. Pirelli, C. Pirelli, d'Angeli, R. Barreau, Couperin ; 21 h. 30. Festival annuel de Paris. Quatuor « Les Harpes », opus 74 (Beethoven) ; « Quatuor pour clarinette et cor » en si mineur, opus 115 (Brahms) par le Quatuor bulgare, avec M. Pirelli ; 22 h. 30. Contre champ ; 23 h. Jazz forum ; 24 h. Musique traditionnelle yougoslave ; 0 h. 30. En marge.

Samedi 31 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.) Midi première ; 12 h. 45 (C.) Jeunes pratiques ; 13 h. 35 (C.) La France défendue ; à 14 h. 10 (C.) Samedi est à vous ; 17 h. (C.) Jeux olympiques (résumé) ; 19 h. Magazine auto-moto ; 19 h. 45. Feuilleton : Trois de cœur.

20 h. 30. Téléfilm : « Le Trésor de l'Idalgos », d'A. Landabury. Avec R. Montalban, K. Dullea, B. Dillman.

La recherche d'une fortune engloutie au large des îles Bahamas. Suspense et rivalités.

21 h. 40. Les grands ballets d'Afrique noire ; 22 h. 45. Les comédies ; 23 h. 30. Jeux olympiques (en direct).

CHAÎNE II : A2

13 h. 35. Journal pour les sourds et les mal entendants ; 13 h. 50. Dessin animé ; 14 h. L'épave ; à 14 h. 30. Dessin animé ; 15 h. 10. Le refuge du sang ; à 15 h. 5. Jeux olympiques (en direct) ; à 16 h. 10. Dessin animé : Dans la vie ; à 16 h. 45. Série : Les mystères de l'Ouest ; à 17 h. 15 (R.) Essai : Les historiens de Paris, de J. J. Gournerie ; à 18 h. 1. Un documentaire ; 18 h. 30. Caméra au poing, de Ch. Zuber ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeux olympiques (résumé).

20 h. 30. Dramatique : « Voyez-vous ce que je vois », de J. Poulain. Avec R. Pierre, J. Jehanneuf, H. Crémieux.

Une suite de gags avant un mariage qui sera quand même célébré.

22 h. 10. Variétés : Dix de dix, par Philippe Bouvard ; 23 h. 25. Jeux olympiques (en direct).

CHAÎNE III : FR3

19 h. 5. Mon ami Guignol ; 19 h. 40. Un homme, un événement (Paul Bocuse, auteur de « La Cuisine moderne ») ; 20 h. Le magazine de la mer : Thalassa.

21 h. (R.) Téléfilm : « La Dernière des belles », avec R. Chamberlain, B. Danner.

Préparé, regardé, joué pour la dernière fois, peut-être. Nostalgie.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance. Regards sur la science ; 8 h. 32. 700, comprends-tu aujourd'hui pour vivre demain ; 9 h. 7. Matinée du monde contemporain ; 10 h. 45. Dénarques ; 11 h. 2. La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 14 h. Poésie ; à 14 h. 5 à 23 h. 30 (R.) Avignon ultra son ; à 14 h. 10. Bonnes nouvelles et autres ; à 14 h. 30. Les Troubadours ; à 16 h. Théâtre musical ; 17 h. 30. Le violon fantôme, de P. Drogoz et E. Kutter ; à 18 h.

Magnétique VII ; à 18 h. 30. Autour d'« Einstein on the beach », avec B. Wilson et P. Glass ; à 19 h. 15. Magnétique VIII ; 19 h. 35. Bonnes nouvelles et autres ; à 20 h. 10. Les Jeux, par C.-B. Clément ; à 21 h. 30. Magnétique IX ; à 22 h. 10. Théâtre musical : « Histoire de dix », de J.-P. Thibaudat ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Samedi matin ; 9 h. 7. Jazz classique ; 9 h. 35. Ensemble d'amateurs ; 10 h. 45. Concert. Concert de chambre ; 12 h. 15. Luth et théâtre ; 12 h. 50. Sélection concert ; 13 h. 30. Aux quatre vents stériles ; 14 h. 10. Trépan international des compositeurs ; 14 h. 30. Concert de musique de chambre ; 17 h. 15. Parallels ; 18 h. 35. Wagner-dit « Lohengrin », par les Chœurs et l'Orchestre de Bavière ; 19 h. 15. Musique médiévale ; 20 h. 30 (R.) En direct de Salzbourg : « Requiem de guerre » (Britten), par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de Salzbourg, direction L. Seegerman, avec J. Marsh, J. von Res, R. Hermann ; 22 h. 10. Vieilles cires ; 24 h. 1. Particules sporagées.

Dimanche 1^{er} août

CHAÎNE I : TF1

9 h. 30 (C.) Emissions religieuses (messe à 11 heures) ; 12 h. (C.) Alléluia au cinéma ; 12 h. 30 (C.) Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 30 (C.) C'est pas sérieux ; 14 h. 5 (C.) Voyage : Au-delà de l'horizon, d'A. Bombard ; 15 h. 3 (C.) Hippiasme ; 15 h. 30 (C.) Harcé ; 15 h. 40 (R.) Série : Suspense (le cher de par) ; 16 h. 50. Dessin animé ; 17 h. (C.) Jeux olympiques (résumé) ; 18 h. 45 (R.) Feuilleton : Nans le berger ; 19 h. 45. Les animaux du monde, de F. de la Grange ; 20 h. 30. Film : « La Bataille de San Sebastian », de L. Verneuil (1968). Musique d'E. Morricone. Avec A. Quinn, Ch. Bronson, A. Comer. Il y a deux cents ans, au Mexique, les habitants de San Sebastian ont sauvé leur village. Un aventurier (Anthony Quinn), pris pour un prêtre, devient leur chef, mais recherché par la police, il doit fuir.

Une fresque romanesque illustrée avec beaucoup de moyens.

CHAÎNE II : A2

12 h. C'est dimanche... à 13 h. 20. Série : Amicalement vôtre ; à 14 h. 10. Film : « Appellez-moi Mathilde », (1970), de F. Veber. Réalisé par P. Mondy. Avec B. Blier, J. Maillon, R. Hirsch, M. Serrault.

L'enlèvement de la femme d'un militaire russe tue beaucoup d'Américains. Distraction pure.

15 h. 45. Tiercé ; à 16 h. La Panthère rose ; à 16 h. 30. Le monde merveilleux de la couleur ; à 17 h. 10. L'heure de Pierre Tchernis ; à 18 h. 15. Film : Le daimon ; 20 h. 30 (R.) Feuilleton : La dynastie des Forsyte (Le propriétaire) ; 21 h. 30. Jeux olympiques (en direct, suite à 23 h. 15).

CHAÎNE III : FR3

20 h. 5. Pour les jeunes ; 20 h. 30 (R.) Essai : Sur et sous la communication de J. J. Guillard et A.-M. Merville (Jean-Luc et Léon de choses). Jean-Luc Godard explique sur le cinéma en expliquant le cinéma, c'est-à-dire qu'il parle de Jean-Luc Godard, et donc du cinéma, de la société.

22 h. 30 (R.) Cinéma de minuit : « La Fille de l'eau », de J. Renoir (1924). Avec C. Hessling, P. Philippe, P. Champagne, P. Renoir. Comment une jeune fille sans défense devient victime des événements. Un film impressionniste et parfois violent.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. La fenêtre ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. La musique et les morts (Mozart) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre (Mozart) ;

14 h. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « L'Homme aux trois visages », de P. Poiré, avec J. Chanut et M. Echeverry ; 17 h. 30. Escapes de l'esprit : A. Strindberg ; 18 h. 30. Ma non tropa ; 19 h. 10 (R.) Le cinéma des cinéastes ; 20 h. Poésie interrompue, avec E. Jaki ; 21 h. 40 (R.) Les opéras de Janacek : « Káťa Kabanová ».

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 40. C'est dimanche ; 9 h. 30. Cantate ; 9 h. 35. Estiva graffiti ; 11 h. Musique dans la ville ; 12 h. 45. En direct de Salzbourg : œuvres de Mozart par l'Orchestre Mozart de Salzbourg, direction G. Winberger, avec J. Gail et P. Aronczyk ; 14 h. Zarzuela ; 15 h. L'envers du silence ; 17 h. Ave tambour et trompette ; 19 h. 15. Jazz vivant ; 20 h. Préludes ; 21 h. 10 (R.) En direct de Salzbourg : « La Clémence de Titus » (Mozart), par les Chœurs et l'Orchestre philharmonique de Vienne, direction J. Leins, avec W. Hothweg, T. Troyanova, A. Howells ; 24 h. E. particules sporagées.

Lundi 2 août

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.) (R.) Feuilleton : Madame, êtes-vous libre ? ; 13 h. 35 (C.) Série : John l'interprète ; 14 h. 30 (C.) (R.) L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 15 h. 10 (C.) Jeux olympiques ; 18 h. 35. Emissions pour la jeunesse ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Feuilleton : Trois de cœur.

20 h. 30. Film : « Quand passent les faisans », d'E. Molinaro (1965). Avec P. Meurisse, J. LeFebvre, Cl. Maurier, B. Blier, M. Serrault.

Deux petits escrocs tentent de voler un des leurs. Mais à malin, malin et demi. Divertissant.

22 h. (R.) Documentaire : La vie des estampes, de R. Leenhardt. (De Cochon le père à Moreau le jeune. Le XVIII^e siècle).

CHAÎNE II : A2

15 h. 45. Aujourd'hui Madame ; 15 h. 55 (R.) Série : Annie, agent très spécial ; 16 h. 45. Reportage : L'aventure au Nord, de L. Rey. Réal. J.-J. Girard (Vol océanique cap 330). Deux explorateurs préparent leur départ pour l'Alaska.

17 h. 15. Série : Douze légionnaires, de P. Bonaccorri. Réal. B. Bortier. Avec : Y. Vincet, M. Braid ; 17 h. 45. Vacances animées ; 18 h. 15 (R.) Chronique de la Résistance : Ce jour-là, j'en témoigne, d'A. Panizel. (Le 18 juin 1940).

Chaque jour, pendant un mois, sera évoquée une date de l'histoire de la Résistance.

18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Feuilleton : Bonjour Paris Réal. J. Drimal. Avec P. David, D. Gail, F. Erion.

20 h. 30. Variétés : Show de Serge Lama ; 21 h. 30. Série : Raid américain. (Chicago).

CHAÎNE III : FR3

19 h. 5. Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ? ; 19 h. 45. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. 20 heures en été.

20 h. 30. Prestige du cinéma français : « Des gens sans importance », d'H. Verneuil (1956). D'après le roman de S. Groussard. Avec J. Gabin, F. Arnoul, L. Kedrova, M. Maky.

Jean Yvart, un vétéran marié et père de famille, rencontre Cléo, la nouvelle serveuse d'un relais. Il s'en éprend et veut répondre. La suite de l'histoire est mélodramatique. Quand Verneuil écrit une scène sociologique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance. La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 20. 1972-73. Le troisième quart de siècle ; 11 h. 2. Evénement-musique ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

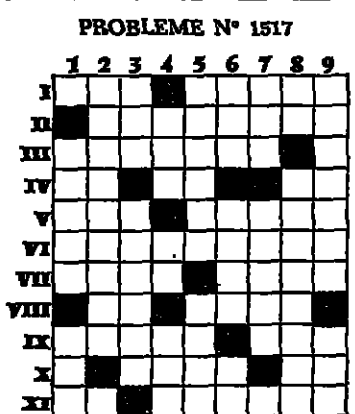
12 h. 30. « La Véritable Histoire de Grégoire », d'après G. Sand, avec H. Viridjeux, R. Varta ; 13 h. 45. Cycle d'orgue à Avignon ; 14 h. 20. « Baby Diet », d'après H. Melville avec J. Lévry, J.-R. Caussimon ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ; 16 h. 2. J'y a été sans mal, mais M. de Falla ; 19 h. 30. Feuilleton : « Ramona », d'après H. Jackson ; 20 h. « Les Jumeaux », de J. Parry, avec M. Bouquet, J. Topart ; 21 h. L'autre scène ou les Vivants et les Morts ; 22 h. 30. La vie d'un homme, entretiens avec G. Ungaretti ; 23 h. Réver pour l'hiver.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Bois de Campêche, par P. Kast ; 9 h. 7. Cadence ; 10 h. Jazz alphabet rock ; 10 h. 30. Eché et revanche ; 12 h. La Chouette, par J.-Y. Jeannot ; 12 h. 50. Sélection concert ; 12 h. 55. Hollywood-Broadway ; 13 h. 30. Méridiennes ; 18 h. Ecoute, en concert ; 19 h. Journal d'A. Mahler ; 20 h. Ne te retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit ; 20 h. 30. Festival estival de Paris : R. Sarmas (violoncelle), E. Krivine (violin), et l'Orchestre de chambre de Radio-France ; 22 h. 10. Miles media ; 23 h. 30. Musique traditionnelle européenne ; 24 h. E. particules sporagées.

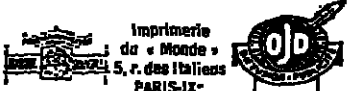
AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Occupé quand il est dérangé; J'occupe d'un moment. — II. A donc sa raison d'être. — III. Dans une défense. — IV. Brillant ouvrage (épique). — V. Participe. — VI. Dans un refrain révolutionnaire. — VII. Se fatiguait à la tâche. — VIII. Défait de ce qui n'est pas gracieux. — IX. Parmi les parfums. — X. Prenait plaisir à entendre le cliquetis des armes. — XI. En fin de compte. — XII. Frontière naturelle. — XIII. Légères. — XIV. L'égérie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

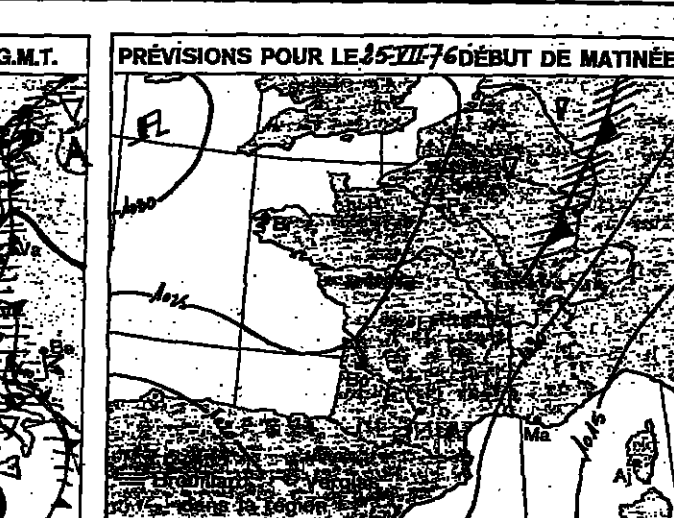
Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps de France entre le samedi 24 juillet à 1 heure et le dimanche 25 juillet à 24 heures.

La France restera en bordure de la zone de hautes pressions qui restera centrée à l'ouest de l'Atlantique, dans un flux général à composante nord. Dans ce flux, les masses d'air seront un peu instables sur le nord et le nord-est du pays.

Dimanche, de la Manche orientale aux Vosges et au Jura, le temps sera assez variable, comportant des éclaircies, mais aussi des passages nuageux assez marqués. Ces derniers seront localement accompagnés de quelques averses isolées, surtout près des frontières. Sur le reste de la France, le temps sera généralement bien ensoleillé avec quelques nuages



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

passagers après de larges éclaircies nocturnes, surtout dans les régions de l'ouest et du midi.

Les vents du secteur nord seront faibles, sauf près de la Méditerranée, où ils seront modérés et irréguliers. Le début de matinée sera un peu frais. Les températures maximales marqueront une légère hausse dans les régions bénéficiant d'éclaircies.

Samedi 24 juillet, à 9 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1024,5 millibars, soit 78,2 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juillet, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 25 et 13 ; Bordeaux, 25 et 12 ; Brest, 20 et 10 ; Caen, 23

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 24 juillet 1976 :

UN DÉCRET
● Relatif au Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-CONDOR (sauf Algérie)
30 F. 150 F. 225 F. 300 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F. 278 F. 402 F. 536 F.

ÉTRANGER
par messageries
I. BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F. 210 F. 307 F. 400 F.

II. TUNISIE
125 F. 221 F. 337 F. 440 F.

Par voie aérienne
prix sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) devront joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou leurs représentants (seules personnes ou plus) non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

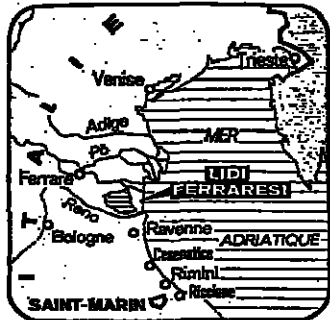
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tout les numéros propres au caractère d'imprimerie.

هكذا من الأمل

Lettre des Lidi Ferraresi

Trois plages sur l'Adriatique



angoules, royaume des canards sauvages.

UN jour, vers les années 50, la route atteignait le bord de la mer. Alors, petit à petit, entre les pins, quelques villas surgirent, et cela devint le Lido degli Estensi, la « plage des Este », en hommage à la famille princière qui régnait sur le duché de Ferrare de 1208 à 1598. Deux illustres duchesses dans la lignée : la belle, blonde, inquiète, Lucrèce Borgia, et une Française, protestante de surcroît, Renée, fille de Louis XII.

Bien timides, en effet, furent les débuts des stations balnéaires sur ces côtes désertées. Le terrain y valait si peu cher que pour lancer l'opération, certains propriétaires offraient gratuitement aux amateurs, à condition que ceux-ci s'engagent à construire une maison dessus ! Un rêve que beaucoup regrettent aujourd'hui de ne pas avoir eu l'audace de réaliser.

Il fallait de toute évidence avoir l'esprit pionnier pour croire en l'avenir de ces dunes, retenues par une pierre végétation, dans une contrée où sévissait la malaria, allégrement propagée par des myriades de moustiques, pature des hirondelles le jour, des grosses chauves-souris la nuit.

Les premières villas blanches aux toits roses — les tules et les briques de l'Emilie sont d'une inimitable couleur rouge cendré — se sont établies près d'un carrefour. Peu de temps après, un modeste restaurant au nom plein de promesses, la Vela d'Or, s'installa à son tour. La voile d'or, non précitée, car, en quelques années, l'ensemble du littoral, élargi tour à tour, ne fut plus le cap droit vers le succès et, bien entendu, fait la fortune des propriétaires de terrains, des spéculateurs, des promoteurs, des architectes, des entrepreneurs, de certains édiles chargés de délivrer l'équivalent de notre permis de construire, ainsi que, finalement, de toute une région abandonnée de Dieu et des hommes depuis l'époque fabuleuse, mais

bien réelle, où les Etrusques y cisaient leurs merveilleux bijoux et y oulaient leurs poteries tant recherchées.

Sur la plage des Este, les villas d'origine, au centre de ce qui est devenu une ville, ont été presque toutes rasées pour être remplacées par des hôtels d'une quinzaine d'étages, des immeubles de rapport presque aussi élevés, des centres commerciaux, des boutiques d'usage, des bazars des cafés. Le tout édifié dans la fièvre et sans plan bien établi, à tel point que, dans l'artère centrale, fort étroite, il n'y a de trottoir que d'un seul côté. A la belle saison, des centaines de voitures sont garées çà et là, dans un désordre qui n'a rien d'effet de l'art. Entre elles, une foule bigarrée et pas mal dénudée s'agite d'une carrosserie à l'autre et pratique laborieusement le lâche-vitrines ou il dolce far niente à la terrasse des bistrot. Beaucoup d'italiens, bien sûr, mais aussi d'Allemands, de Suisses, quelques Belges, mais surtout les Français. Ici, la langue de Montaigne et de Stendhal — ces deux grands amoureux de l'Italie — a peu d'audience, nos journaux y sont presque aussi rares que la pluie.

Car il fait beau et très chaud l'été sur les côtes adriatiques, où seulement une petite brise qui se lève à midi rafraîchit les plages de l'Adriatique, ces plages où il y a longtemps que la chasse aux bichins est fermée, les carabinières ne se donnant plus la peine et le ridicule de faire se réchauffer les belles...

Parfois, le soir, un violent orage noie tout le paysage sous des trombes d'eau tiède, descendant que la mer, si plate d'ordinaire, en quelques minutes s'agite et moutonne en lames courtes et fortes, dangereuses pour les imprudents encore aventureux au large sur leur coquille de noix en plastique. Mais l'ordre habituel revient vite. Dans les terres, le sable aspire la pluie finissant de toute une région abandonnée de Dieu et des hommes depuis l'époque fabuleuse, mais

Ces déferlements fréquents n'empêchent pas le littoral de souffrir de la sécheresse : les coupures d'eau et d'électricité sont quasi quotidiennes et parfois longues ; l'heure de la douche n'est jamais garantie.

Au nord, une plage plus populaire, plus « familiale », s'est développée également, le Lido degli Scacchi (scacchi veut dire échecs ou damiers). Là, des immeubles de plusieurs étages ont été construits en aplomb sur la plage. Aussi, en début d'après-midi, le soleil ayant tourné, leurs ombres obscures s'allongent à cet endroit-là. C'est pour cela et d'autres malversations encore qu'un Sindaco (maire) de Comacchio, le chef-lieu, s'est retrouvé — trop tard — en prison.

Au sud, à l'emplacement approximatif de l'antique Spina Etrusque, on trouve un lido qui porte le même nom. A cet endroit, tout est grand : la pinède bien conservée, la plage où sont seulement plantés quatre files de parasols, le lac marin et nombre d'aristocratiques villas perdues dans une abondante verdure. Refuge estival de la bourgeoisie locale et de quelques étrangers, Spina est encore un lieu privilégié où règne douceur et paix.

Le samedi, les maris qui ne sont pas en vacances viennent y rejoindre leurs épouses. Tard dans la soirée, chez l'un ou chez l'autre, dans de beaux jardins, un barbecue rassemble autour des anguilles, des soles, des sardines, des maquereaux grillés, familles et amis de passage. Dans ce pays où tout le monde connaît — presque — tout le monde, c'est un rite fréquemment pratiqué. La nuit est languide, les chauves-souris dansent autour des réverbères, les pins se découpent dans le ciel clair, le lambrusco du Sorbara pétille dans les verres ainsi que les conversations hachées de grands gestes.

A cette heure, il semble qu'un ange bienveillant caresse l'Italie.

ROLAND GUINIER
DU VIGNAUD.

Reflets du monde entier

Actualité

Les belles horloges du samedi

L'hebdomadaire ALGERIE ACTUALITE ironise sur ce qu'il appelle « les samedis tralala » : « Si dans le temps on se mariait encore n'importe quel jour de la semaine, cela n'est plus vrai aujourd'hui, surtout en ville, à nous d'être malchanceux pour ne pas convoier un samedi, comme tout le monde. (...) »

Une note est faite d'abord pour qu'on la répète, démonte et la remonte comme une horloge dont on veut prouver le sérieux pour en découvrir, si possible, la faille. Elle est faite pour la galerie, la parodie, pour que les « historiens » professionnels la retiennent dans leur programme de veillées d'hiver. « Ah ! si vous êtes un. Un train de cinquante voitures, deux ou trois garnies de biscuits, plus de jards que dans un opéra chinois, des bijoux à faire piler un éléphant sous ses poids, des toilettes somptueuses et aussi chères que des opérants pétroliers, du ruban, de la dentelle, des fleurs partout, fusque dans les corsages et les chapeaux, des parfums, des symboles, des tambourins, des youyous, et, surtout, une mariée s'élève que ses parents ont amenée six fois à Paris pour lui saayer sa robe chez Cardin ! »



Cette éternelle indolence

Après une enquête effectuée dans la ville de Balakovo, située sur la Volga, par ses correspondants et par des collaborateurs du service des fraudes du ministère de l'Intérieur soviétique, la KOMSOMOLSKAYA PRAVDA, organe des jeunes communistes, écrit : « Les files d'attente s'allongent devant tous les restaurants de la ville, cela non à cause du manque de places, mais à cause de l'indolence des serveurs : soit il n'y a pas de service, soit il n'y a pas de service propre, soit les desserts ont disparu, soit une amie d'une serveuse est arrivée et il leur faut bavarder. Si un malheureux consommateur veut accélérer le service, il s'attire inévitablement la réponse : « Si tu veux manger, tu n'as qu'à attendre. » Les plats sont instables, et il n'y a pas un grand choix. (...) Les clients ne doivent pas non plus être trop regardants sur la propreté de leur assiette. L'enquête a permis de découvrir que, dans plusieurs restaurants, la vaisselle est mal lavée et reste graisseuse et couverte de débris d'aliments. (...) Les cuisiniers ont des tabliers sales. Les mouchoirs et les mouchoirs volent dans les cuisines et les salles de restaurant. En outre, toutes les portions sont inférieures aux normes fixées, et les enquêteurs ont pu surprendre, après la fermeture, les employés quittant leur travail avec des sacs remplis de viande, de gâteaux et de crème. »

TO THE POINT

Le président est-il une femme ?

« La visite de M. Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne a été l'un des événements diplomatiques les plus importants des relations d'après-guerre entre les deux pays », constate l'hebdomadaire édité en Belgique TO THE POINT INTERNATIONAL.

« Pourtant, à en juger par un sondage fait par le quotidien anglais Times, dans la foule venue l'accueillir, nombreux étaient ceux qui pensaient que Giscard venait se produire au Palladium de Londres. Moins de la moitié des personnes interrogées avaient de qui il s'agissait ; et nombreux étaient celles qui ne savaient pas si c'était un homme ou une femme. Certains croyaient qu'il s'agissait d'un chanteur français, d'autres allaient jusqu'à prétendre qu'il possédait quelques-uns de ses disques ; d'autres l'identifiaient comme la femme de Sacha Distel.

« A Vauxhall, la seule personne à le reconnaître fut une Italienne qui travaillait dans une épicerie. A Victoria, la taux d'identification était plus élevée, bien que limitée : une personne qui avait suivi de la main le passage de la reine et du président a demandé : « C'est une actrice, n'est-ce pas ? »

Daily Mail

Il est minuit...

La grande vague des auto-collants vengeurs est un peu passée en Angleterre, mais, rapporte le quotidien de Londres DAILY MAIL, « aux Etats-Unis, le plus populaire est actuellement : « Il est minuit. Savez-vous où est votre député ? »

The New York Times

Chères lucioles

« Pour la première fois, à l'âge de quatre ans, rapporte le NEW YORK TIMES, la petite Mitsuyo Kitamura a vu quelque chose de merveilleux une nuit d'été : des lucioles brillantes voletant autour des arbres d'un parc (...). Elle en conserva l'idée, au moins une fois. Depuis deux ans, l'un des administrateurs de la ville japonaise où habite cette enfant dépense 15 000 dollars par an et emploie quinze fonctionnaires pour éléver et nourrir une escadrille de lucioles qui seront lâchées par une nuit de juillet afin de susciter les cris admiratifs des enfants (...). Car les lucioles ont été décimées par les fumées et l'eau polluée, corollaires de l'agriculture moderne du Japon et de la croissance économique rapide. C'est pourquoi on ne voit plus de lucioles dans les villes en plein développement qui abritent 76 % des cent onze millions de Japonais (...).

« Judis, avant l'ère de la télévision, une soirée en famille consistait, après un bon bain, à rechercher en commun ces brillantes bestioles. Certains parents racontaient aux enfants que chaque luciole était l'âme d'un amoureux tué qui reprenait le combat. On racontait aussi d'autres légendes (...). C'est pourquoi aujourd'hui personne ne se plaint du coût élevé de chaque luciole lâchée : quelques 25 dollars. »

CONGRÈS A MALTE

La civilisation méditerranéenne sous le scalpel

EN ce début d'été 1976 vient de se tenir à Malte le deuxième congrès organisé par l'Association internationale d'étude des civilisations méditerranéennes avec la collaboration de l'université de Malte, la Maison des sciences de l'homme et l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris.

Sous la présidence aussi ferme que plaisante du savant professeur de Rome Sabatino Moscati, le congrès a échappé à l'ennui de ces

por ANDRÉ MANDOUZE (*)

séances académiques où l'on entend trop souvent des « savants authentiques lire mal ce qu'ils ont bien écrit. A Malte, c'est d'une façon à la fois naturelle et rationnelle que la quarantaine de communications présentées autour des axes centraux de la recherche affectivement décrite et écrite, mais oralement ramenée à ses caractéristiques essentielles à savoir : 1) l'expansion phénicienne (rapporteur : Sabatino Moscati et Maurice Szymer) ; 2) l'expansion gréco-romaine (Pierre Lévêque et Paul-Albert Février) ; 3) l'expansion paléo-chrétienne (André Mandouze et Henri Marrou) ; 4) l'expansion islamique (Mohammed Arkoun) ; 5) les contacts linguistiques (Taleb Baccouche et Hichem Skik).

Il est impossible, sans risquer de privilégier arbitrairement un filon au détriment d'un autre, de rendre compte des examens comparés, complémentaires ou contradictoires, d'apports idéologiques ou de relais psycho, socio, politico ou économique-culturels aussi différents que l'importation passablement hypothétique de l'arabisme dans le monde phénico-punique, l'influence arabe sur la toponymie espagnole et maltaise, les témoignages oraux aussi bien qu'écrits sur la « longue marche à l'italienne, le rôle de l'esprit de tolérance chez les Zirides et les Hammites aussi bien que chez les Normands de Sicile, ou encore la fondation de l'honneur et de la vengeance dans la morale de deux communautés rurales contemporaines apparemment aussi éloignées que celles du Nord-Constantinois et de la Calabre.

Dieu merci, tout n'a pas été dit. Comme n'a pas manqué de le relever Henri Marrou — dont il fallait précisément l'immense culture pour que puissent être valablement tirées les conclusions d'un pareil congrès, le thème abordé était sans doute trop vaste pour être vraiment « traité » dans son entier. Néanmoins, le volume des Actes (1), destinés à livrer assez rapidement l'intégralité des communications et l'essentiel des discussions, aide à baliser le chemin, à travers divers colloques plus spécialisés et déjà en partie prévus, conduira dans un lustre l'Association à son troisième congrès plénier.

Encore ne serait-ce pas ici manquer à l'objectivité que de voir aussi dans ce succès la grâce propre à Malte, berceau de l'Association et pays de son président, le très distingué professeur Joseph Aquilina : Malte dont l'hospitalité n'est pas seulement celle de ses fastueux hôtels fort connus des touristes, mais bien plus encore celle d'un peuple attaché auquel les congressistes ont la chance de pouvoir se mêler dans les jardins de Buzanet, en la soirée de l'été, tandis que des chanteurs populaires s'affrontent sur des thèmes improvisés ; Malte qui, depuis l'époque mégalithique, illustrée par d'extraordinaires temples comme celui de Hagar Qim, a vu toutes les expansions culturelles de la Méditerranée tenter de s'accrocher à son rocher ; Malte enfin qui, après avoir connu une multitude de divinités, est aujourd'hui catholique, mais, dans sa langue profondément triviale de l'arabe, invoque Dieu sous le même nom que tous les musulmans de l'univers.

(1) A paraître à la Société nationale d'édition et de diffusion d'Algérie, comme avaient été déjà publiés les Actes du II^e congrès, Alger, 1976, 198 pages.

(*) Professeur à l'université de Paris-Sorbonne.

MIREILLE DUMAS.

GRANDE-BRETAGNE

On ne badine pas avec la rage

A mesure que les cas de rage paraissent se multiplier en Belgique et dans le nord de la France, les réactions de défense des Britanniques se renforcent. Ces dernières semaines, un certain nombre d'amateurs de yachting venus du continent se sont vu infliger des amendes substantielles — 400 livres sterling — pour avoir laissé leur chien ou leur chat se promener sur le quai d'un port anglais. Les animaux ne peuvent être admis au sein du Royaume-Uni qu'après avoir passé six mois en quarantaine.

Un tribunal britannique, celui de Maldstone, s'est montré encore plus sévère en infligeant récemment trois mois de prison ferme à deux « contrebandiers d'animaux ». Un jeune professeur d'université et son amie américaine vont passer un trimestre dans les geôles anglaises pour avoir dissimulé deux jennets chiens dans leur voiture afin de les introduire illégalement en Grande-Bretagne. En prononçant la sentence, le juge n'a pas craint de dire que cette contrebande était aussi dangereuse que celle de la drogue.

« La jungle commence à Calais »

A l'époque de leur grandeur impériale, les Anglais étaient convaincus que « la jungle commence à Calais ». D'une autre façon, aujourd'hui, ils considèrent le « Channel » comme la dernière ligne de défense contre un fléau continental dont ils sont eux-mêmes débarrassés depuis plusieurs siècles. C'est d'ailleurs pourquoi bien des gens ici avaient mené une vigoureuse campagne contre le tunnel sous la Manche. Ils se demandaient si les renards, principaux porteurs de la rage, et qui sont des bêtes particulièrement rusées, ne parviendraient pas à pénétrer dans le tunnel pour venir infecter l'Angleterre.

La crainte d'allures fort justifiée, de la rage est même exploitée par les avocats des traditions aristocratiques. Ils y voient une justification de la chasse à courre qui a pour effet de détruire quelque vingt mille renards tous les ans.

JEAN WETZ.

IDEES

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Histoire de l'histoire

LES candidats à l'agrégation de philosophie, cette année, ont eu à discuter sur les conditions qui rendraient la lecture d'un texte philosophique compétente et fructueuse. Ce qui pose, en somme, le problème de la valeur philosophique de l'histoire de la philosophie. On l'attaque violemment aujourd'hui en disant que l'enseignement traditionnel s'y est perdu. Les exigences philosophiques et les exigences historiques ne se rencontrent guère ou ne se rencontrent que pour s'opposer. Jusqu'ici le problème n'a guère été étudié en lui-même : l'histoire de la philosophie n'a pas trouvé d'historien. Lucien Braun comble cette lacune. Son récent volume est une somme où se manifeste une extraordinaire érudition. Il sera suivi d'un second qui tirera les conclusions du premier, et les systématisera en précisant le concept d'histoire de la philosophie et en faisant un examen méthodique de sa légitimité. Dans le premier tome, Lucien Braun interroge une pratique immémoriale, celle du rappel spontané puis organisé des philosophes passés et dégage ses diverses étapes. Dans l'antiquité, on ne pratique guère qu'une histoire naïve qui devient érudite avec la Renaissance. A partir du XVIII^e siècle, ce n'est plus une simple *Pratique* mais une *Discipline* qui va de l'histoire pragmatique à l'hégélianisme en passant par les influences successives de l'idée de progrès des Lumières, du criticisme kantien et de la vision romantique.

Dans l'antiquité triomphe l'histoire naïve, c'est-à-dire celle qui ne s'interroge pas sur sa propre finalité. La philosophie repose sur la mémoire des « choses grandes et admirables » dans l'ordre de l'esprit. Elles forment une tradition qu'on répète et utilise, on en fait des recueils sans se soucier de leur origine, et ces recueils revêtent les formes les plus diverses : histoires biographiques, dogmatiques, philologiques, etc. Ces pratiques spontanées, et déjà diversifiées, n'aboutissent pas à une prise de conscience, c'est-à-dire à un retour réflexif. Platon naît à lui-même à travers les rumeurs d'idées qui l'assaillent : sa

philosophie naît de son dialogue avec Socrate. Il utilise le passé plus qu'il ne se le représente. Chez Aristote, au contraire, il y a une véritable conception unitaire du devenir : l'historien-philosophe comprend mieux les philosophes qu'ils ne se sont compris eux-mêmes. Ensuite, des auteurs chrétiens verront dans la pensée grecque la préparation ou la vision symbolique de la vérité chrétienne ; d'autre la critiqueront comme païenne. Diogène Laërce, enfin, sera le premier à constituer l'histoire de la philosophie comme objet d'une visée spécifique de la conscience. A partir de la Renaissance cette pratique historique deviendra érudite : l'apparition des textes imprimés, la souci philologique et le préjugé de l'antiquité entraîneront un retour beaucoup plus conscient à la philosophie passée comme passée. Mais cette conscience du passé est celle d'une rupture qui nous sépare de ces anciennes pensées et n'entraîne pas de renouvellement profond de l'historiographie.

Une transformation radicale, le passage d'une *Pratique* à une *Discipline*, comme les appelle l'auteur, s'opère au dix-huitième siècle lorsque, avec Hamann, l'histoire de la philosophie se propose à travers la production de sa propre théorie. La philosophie devient le sujet de son histoire. L'histoire déjà ne voudrait plus qu'un soit l'historien des philosophes, mais de la philosophie. Il faut connaître la nature de la philosophie pour la reconnaître dans son histoire. Cette modification est, assure-t-il, allemande, voire protestante. La vérité se découvre dans une expérience historique, mais qui implique une expérience première et irréductible : l'historien pragmatique discerne dans les philosophes passés des « structures naturelles ». Hamann, qui publie en 1716 les *Acta Philosophorum*, qui seront réédités dix-huit fois de 1715 à 1723, opère un passage qui ne cessera de se redoubler, de se modifier, de se donner de

nouvelles légitimités, mais qui commande le développement ultérieur : toute recherche suppose qu'on s'ait ce qu'est la philosophie, cette sagesse qui nous aide à mieux vivre. Il y a une articulation générale, par identités et différences, qu'on retrouve partout. L'histoire est l'aventure passée de la raison. Brucker montrera comment la philosophie naturelle apparaît dans les grandes philosophies passées : il les décompose en propositions simples et liées. Ainsi cette histoire pragmatique reprend le passé selon l'ordre de la vérité. Ce passé est privilégié, puisqu'il est celui de la raison.

C'est encore en Allemagne que s'opère, à la fin du XVIII^e siècle, une mutation de la discipline historiographique sous l'effet de la catégorie de progrès. Le nouvel esprit est celui d'une philosophie populaire. Tout, désormais, renvoie à un même centre d'intérêt : l'homme ; l'histoire étudie le « développement » de l'homme. Le sujet de l'histoire n'est plus la raison comme pouvoir universel et immuable, mais l'homme qui s'épanouit à travers le libre exercice de ses pouvoirs. La philosophie n'a plus ni origine ni fin : le sujet de l'histoire est compris en elle. Tiedemann, le grand homme de cette tendance, transforme l'historiographie en définissant les catégories et les chemins. On ne doit pas rapporter le matériel historique à un idéal : il n'y en a pas d'absolument vrai. Certes, en s'épanouissant, la raison se perfectionne, mais ce perfectionnement est indéfini. Le progrès, c'est plus de Lumières, et il y en aura toujours davantage.

A quel va s'opposer l'histoire de la philosophie d'inspiration kantienne. Pour Kant, l'histoire de la philosophie parvient à son terme avec le criticisme, qui sera le fondement d'une sorte de paix entre les philosophes. La pensée critique fait comprendre l'histoire de la philosophie, qui se développe par concepts. L'histoire de la philosophie

devient une histoire philosophante. La notion de progrès est dépassée. Dans ses étapes, la raison se pensait déjà elle-même, mais maladroitement, par oppositions. Ainsi se sont opposés dogmatisme et scepticisme. Le criticisme est à la fois leur compréhension et leur dépassement. Parmi les kantiens, Tennemann est l'homme du juste milieu qui veut à la fois conserver l'acquis de la philosophie kantienne et tenir compte des exigences du matériel d'historien. La philosophie comme science rigoureuse est le produit de tous les penseurs qui tentèrent de l'instituer. C'est cette formation qu'il faut découvrir et retracer.

Mais, en fait, la philosophie critique s'est heurtée aux exigences de l'histoire et elle apparaît vite comme une philosophie parmi d'autres : elle n'a pas conduit à la paix qu'elle promettait. Ce qui prédomine dès lors, sous les influences de Fichte et, surtout, de Schelling, c'est une vision romantique de l'histoire de la philosophie. Dès la fin du dix-huitième siècle, des penseurs non conformistes estiment que le sujet de l'histoire ne saurait être une humanité prometteuse d'une rationalité nouvelle : il n'y a pas un ordre unique, intemporel, mais des propositions variables, se succédant à travers les temps et les espaces. Le romantisme proclame la valeur de l'histoire : la philosophie est en devenir, elle s'historicise. Toute philosophie est relative, elle est à penser en relation avec le fond producteur et mystérieux du monde. Le romantisme français est plus tardif, plus littéraire : l'allemand plus philosophique. Le développement historique est vie, et cette notion de vie commande tout. L'historien doit redécouvrir le sens de chaque « figure individuelle » : il se fait « prophète tourné vers le passé ». Avec Hamann la raison prend du recul à l'égard d'elle-même. Il cherche moins à expliquer le passé qu'à le revivre. Pour Herder, tout idéal est d'un temps. L'histoire est un drame

profond et large, mené par Dieu : elle constitue une sorte d'incarnation constante du plan providentiel, qui n'est la mais réalisé en totalité. Ces penseurs dans l'ensemble s'opposent aux philosophes des Lumières, en soulignant les forces irrationnelles du devenir, en insistant sur la relativité des philosophes. Pour Ast, le tout vit des parties et les parties vivent du tout. Mais tous veulent en même temps, dépasser la fois-même des forces individuelles en direction de la vie organique de l'ensemble. L'histoire de la philosophie est une totalité structurée à la manière de l'organisme, disait Ast. Comme toute vie, la philosophie procède d'une unité primitive, se pose à travers des contraintes, aspire à l'harmonie. Tout vient d'« ailleurs », qu'il faut tenter de rendre sans jamais résoudre définitivement l'opposition.

L'ouvrage conclut sur quelques pages qui annoncent la suite et notamment le sommet hégélien, « l'idée de l'histoire », la philosophie. Hegel montrera que et comment la philosophie se sent capable de se rapporter à son propre passé. Il inaugure une philosophie « l'unité et la multiplicité s'impliquent », s'appellent dès le début : il n'y a ni l'appartenance réciproque et essentielle de la philosophie et de son histoire. Mais ceci précisément est une autre histoire, qui sera contée et systématisée dans le prochain volume.

LIVRES REÇUS

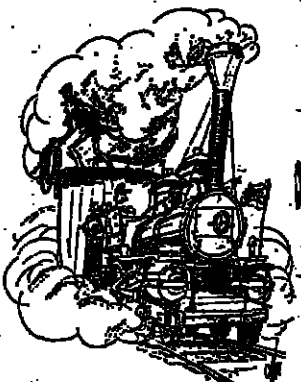
— Coire, *album systématique de l'histoire*, par René Guéhenne et Guy Hocquenghem, Recherches, 40, rue Dalayrac Fontenay-sous-Bois. Projet d'un livre qui ne soit pas politique, à peine théorique, mais essentiellement descriptif, qui s'inspire des romanciers qui ont mieux parlé de l'enfance, parce qu'ils l'ont ni expliquée ni guidée.

— *Le Delfi de la guerre*, par Gast Bouthoul et René Carrère, P.U.F. Guer ou paix, c'est la lutte entre la fatalité des choses et la liberté de l'homme. L'analyse précise des conflits majeurs depuis 1740 le prouve. Aujourd'hui, plus important est d'imaginer et de promouvoir des motivations exaltantes pacifistes, adaptées aux besoins des hommes du monde moderne.

FEUILLETON

NUMERO 1

Un train d'or pour la Crimée



POINTS DE REPERE

Londres, mai 1855. — Pour Edward Pierce et son équipe — qui s'apprêtent à attaquer la solide en or des troupes anglaises en Crimée — une petite complication imprévue survient. Un de leurs ex-comparses, l'homme-serpent, semble vouloir se rappeler désagréablement à leur souvenir.

L'HOMME-SERPENT MOUCHARDE

UNE semaine plus tard, les places étaient encore boulevardées. Le 17 mai 1855, Pierce reçut une lettre écrite d'une main grasse et cultivée. Voici ce que disait la lettre :

« Cher monsieur, je vous serais extrêmement obligé si vous pouviez me renvoyer au Palais, à Sydenham, cet après-midi à 4 heures, pour discuter certaines questions d'intérêt mutuel. Très respectueusement votre, William Williams, etc. »

Pierce regarda la lettre avec consternation. Il la montra à Agar, mais Agar ne savait pas lire, de sorte que Pierce dut lui faire la lecture à voix haute. Agar fixait la calligraphie.

« Clean Willy s'est trouvé un scribouillard pour ce machin, dit-il. »

— Manifestement, affirma Pierce, mais pourquoi ?

— Peut-être qu'il veut vous taper.

— Si c'est tout ce qu'il veut, tant mieux, dit Pierce.

— Vous allez le rencontrer ?

— Naturellement. Vous faites le guet pour moi ?

Agar acquiesça.

« Vous voulez Barlow ? Une bonne matraque peut éviter pas mal de grabage. »

— Non, dit Pierce. Ça leur mettrait la puce à l'oreille.

— Bon, dit Agar, simplement le guet ne sera pas facile au Palais.

— Je suis sûr que Willy le sait, dit mélancoliquement Pierce.

Le Crystal Palace était une énorme bâtisse de verre à trois étages, couvrant 19 acres. Elle avait été érigée en 1851 à Hyde Park pour loger la Grande Exposition de cette année-là, et impressionnait tous les visiteurs.

Même dans les croquis qu'on en a gardés, le Crystal Palace est étonnant par son air moderne, et toute cette surface de verre brillant dans la lumière de l'après-midi devait être un spectacle unique. Il n'est pas surprenant que le Palais ait représenté dès cette époque l'esthétique technologique d'avant-garde de la nouvelle société victorienne, axée sur l'industrie.

Après l'exposition dans Hyde Park, le grand hall fut démonté et transporté à Sydenham, dans le sud-est de Londres. A cette époque, Sydenham était un endroit plaisant avec de belles maisons et des champs ouverts, et le Crystal Palace s'accrochait paisiblement au paysage. Un peu avant 4 heures, Edward Pierce pénétra dans le bâtiment pour retrouver Clean Willy Williams.

Le hall gigantesque contenait plusieurs expositions permanentes. On y donnait un concert de cuivres. Pierce aperçut Clean Willy assis sur l'un des rangs de gauche. Il vit aussi Agar, déguisé en officier en retraite, qui somnolait dans un autre coin. L'orchestre jouait bruyamment. Pierce se glissa sur le siège à côté de Willy.

« Qu'y a-t-il ? », demanda Pierce à voix basse. Il regarda l'orchestre et se dit qu'il n'aimait pas la musique de faufare.

— J'ai besoin de fric, dit Willy.

— On vous a payé.

— J'ai besoin de plus, dit Willy.

Pierce lui jeta un regard. Willy transpirait et il était crispé, mais il ne regardait pas nerveusement autour de lui comme l'aurait fait tout homme nerveux ordinaire.

« On vous a monté le coup, Willy ? »

— Non.

— On a pris contact avec vous ?

— Non, je jure que non.

— Willy, dit Pierce, si vous m'avez mouchardé, je vous descends.

— Je le jure, dit Willy. Un faflet ou deux, c'est tout ce que je demande, et après c'est fini.

A ce moment, l'orchestre entonna la *Marseillaise* dans un élan de soutien pour ses alliés. Quelques auditeurs eurent la mauvaise grâce de siffler.

« Vous transpirez, Willy, dit Pierce. »

— S'il vous plaît, monsieur, un faflet ou deux, c'est tout ce que je demande. »

Pierce plongea la main dans son portefeuille et en retira deux billets de 5 livres.

« Me me blouses pas, dit Pierce, sinon, je ferais ce qui doit être fait. »

— Merci, monsieur, merci, dit Willy en empoignant prestement l'argent. Merci monsieur. »

Pierce le laissa sur place. Il quitta le Palais, sortit dans le parc, et se dirigea rapidement vers la route Harleigh. Là, il s'arrêta pour ajuster son chapeau. Ce geste fut repéré par Barlow dont le fiacre était posté au bout de la rue.

Pierce descendit ensuite lentement la route Harleigh, avec

aux emballages rutilants. Elisabeth Trent rougit fortement :

« Je... pourquoi, je dois dire que c'est une surprise extraordinaire. »

— Je suis ravi de vous voir, dit Pierce en s'arrêtant et en posant un baiser sur sa main.

— Je... oui, je... Elle retira sa main et la frota contre l'autre.

Edward, dit-elle en prenant une profonde respiration, Edward, je ne savais pas ce que vous étiez devenu.

« Je dois vous présenter mes excuses, dit Pierce doucement. J'ai été appelé brusquement à l'étranger pour affaires, et je suis sûr que ma lettre de Paris

sur votre caractère des mots plutôt désagréables. »

— Vraiment ?

— Oui. Il vous a traité de fripouille. (Elle soupira.) Et pire.

— Je comprends très bien, étant données les circonstances, mais...

— Mais maintenant, dit Elisabeth Trent, avec une soudaine détermination, puisque vous êtes rentré en Angleterre, j'espère que nous nous verrons à la maison. »

Ce fut alors au tour de Pierce d'être fortement décontenancé.

« Ma chère Elisabeth, bredouilla-t-il, je ne sais comment vous dire ça, et il s'arrêta et secoua la tête. Il semblait sur le point de fondre en larmes. Comme je n'entendais pas parler de vous à Paris, j'ai naturellement supposé que vous étiez fâchée contre moi et... comme le temps passait... » Pierce se raidit soudainement. « J'ai le regret de vous informer que je suis fiancé. »

Elisabeth Trent écarquilla les yeux. Sa bouche s'ouvrit.

« Oui, dit Pierce, c'est vrai. J'ai donné ma parole. »

— Mais à qui ?

— A une dame française.

— Une dame française ?

— Oui, hélas ! c'est vrai, absolument vrai. J'étais très malheureux, voyez-vous.

« Je vois, monsieur », dit-elle d'une voix cassante.

Elle tourna brusquement les talons. Pierce resta debout sur le trottoir, essayant d'apparaître aussi misérable que possible jusqu'à ce qu'elle ait grimpé dans son fiacre et se soit éloignée. Il continua à descendre la rue Regent.

Quelqu'un qui l'aurait observé, une fois arrivé au bas de la rue Regent, aurait pu noter que rien dans son attitude n'indiquait le moindre remords. Il monta dans un fiacre et se fit conduire rue Windmill, où il pénétra dans un garai, bien connu comme maison de passe, mais du meilleur standing.

Dans le vestibule tendu de velours rouge peinteux, Miss Myriam lui dit :

« Il est en haut, troisième porte sur la droite. »

Pierce monta l'escalier et pénétra dans une pièce où Agar était assis en train de mâcher un bonbon à la menthe :

Par MICHAEL CRICHTON

l'allure d'un gentleman détendu qui se promène tranquillement pour prendre l'air. Quelles que fussent ses intentions, elles furent interrompues par le bruit d'un affût de chemin de fer et le fracas d'un train passant tout près. Au regardant par-dessus les arbres et les toits des maisons, il vit des bouffées de fumée noire se répandre dans les airs. Automatiquement, il consulta sa montre : c'était le train de l'après-midi du Chemin de fer du Sud-Est, qui revenait de Folkestone, et se dirigeait vers la gare de London Bridge.

Le train continuait en direction de Londres : Mr Pierce aussi. Au bout de la route Harleigh, près de l'église Saint-Martin, il hâla un fiacre et se fit conduire rue Regent, au centre de la ville.

Pierce descendit la rue Regent d'un air désinvolte, sans jeter un coup d'œil par-dessus son épaule, mais en s'arrêtant fréquemment pour regarder les vitrines le long de la rue, et observer le reflet dans les vitres.

Ce qu'il vit ne lui plut guère, mais, de plus, cette voix familière qui lui criait : « Edward, cher Edward », le prenait entièrement au dépourvu.

En grommelant intérieurement, Pierce se tourna pour voir Elisabeth Trent. Elle faisait des courbes, accompagnée par un groom en livrée qui portait des paquets

était insuffisante pour votre sensibilité heurtée.

— Paris ? dit-elle en fronçant les sourcils.

— Oui. N'avez-vous pas reçu ma lettre de Paris ?

— Non, pourquoi ?

— Crédon, dit Pierce, qui présentait immédiatement ses excuses pour son langage énergique. Ce sont les Français, dit-il, ils sont horriblement impoqués. Si seulement j'avais su, mais je n'ai jamais soupçonné... et comme vous ne m'avez pas répondu à Paris, j'ai supposé que vous étiez très en colère.

— Moi ? En colère ? Edward, je vous assure, commença-t-elle. Mais quand êtes-vous rentré ?

— Il y a seulement trois jours, dit Pierce.

— Comme c'est étrange, dit Elisabeth Trent avec un soudain air de perplexité non féminine. Mr Fowler était à un dîner il y a quinze jours, et il a dit qu'il vous avait vu.

— Je ne souhaite pas contredire un associé de votre père, mais Henry a la déplorable habitude de mélanger les dates. Je ne l'ai pas vu depuis près de trois mois. Et comment va votre père ?

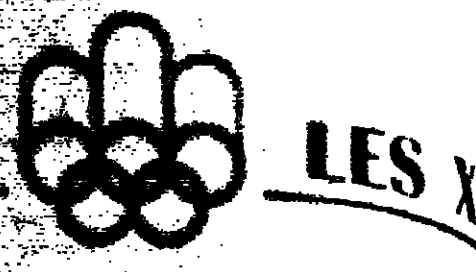
— Ajouta rapidement Pierce.

— Mon père ? Oh ! mon père va bien, merci.

— Sa lucidité avait fait place à un air de confusion.

« Edward, je... mon père a dit

كتاب للأهل



LES JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1^{er} août)

essine un rectangle de 2188 mètres sur 110 c une profondeur de 2,2 mètres, flanqué de deux à gradins et de talus gazonnés où 30 000 spectateurs se pressaient vend.

Parmi les douze demi-finales qui composent cette journée — toutes sur la distance de 10 mètres — une performance plus qu'honorable a été apportée à la France une satisfaction qui pensait ses premiers déboires en athlétisme en « double scull », autrement dit deux rameurs en couple, chacun maniant une paire d'aviron, Jean-Noël Ribot et Jean-Michel Izard ont été qualifiés pour la finale, remportant la sixième place qualificative derrière les proches Allemands de l'Est et Sovi-

tiques, mais devançant les Américains aux bras d'acier et infligeant un camoufflet à ceux qui ne les avaient désignés que comme remplaçants, les engagés à la dernière heure à Montréal même. Fait d'autant plus significatif que les autres participants français, à part le quatre barré, ont dû baisser pavillon.

La France parviendra-t-elle ainsi à décrocher en aviron une de ces médailles qu'elle poursuit en vain dans trop de disciplines ? C'est peu probable.

A Mexico, en 1968, à Munich, en 1972, les rameurs français avaient brillé par leur absence de performances.

Il faut remonter aux Jeux d'Helsinki, en

1952, pour retrouver les émotions que nous avions vécues sur les rives du golfe de Meilahäki quand la France enleva une médaille d'or en « deux avec barreur » et une médaille d'argent en « quatre sans barreur ». Par la suite, deux succès inscriptions au tableau d'honneur : à Rome, en 1960 (médaille d'argent en « quatre avec barreur », quatrième place en « huit »), et à Tokyo, en 1964 (médaille d'argent en « deux avec barreur », quatrième place en « quatre avec barreur »).

Défini par Coubertin comme « la plus belle gymnastique qui soit », l'aviron, qui élimine toute arrière-pensée de lucre et n'offre aucun moyen de devenir professionnel, est le sport olympique par excellence. Exercice complet.

activité physique de plein air, lit-on dans sa charte, l'aviron convient à tous les tempéraments. Il développe les muscles et la volonté en même temps que l'esprit de solidarité. Il est une source d'enrichissement moral en raison de l'effort désintéressé qu'il exige.

Quand on voit les silhouettes blanches s'étirer dans une impulsion magnétique sur leurs glissières jusqu'à extension complète, se donner corps et âme en accélérant leurs « passées », enfin s'écrouler, vidées, prostrées, en travers de leurs embarcations la ligne d'arrivée franchie, on se persuade avec admiration que ces coude-à-coude furieux ne sauraient constituer un sport assis — même en « eau morte ».

OLIVIER MERLIN.

GYMNASTIQUE

Boerio médaille de bronze derrière les maîtres japonais

Montréal. — Dans le domaine des rois Soleil, obtenir une médaille de bronze est exceptionnel. Personne n'a publié en effet qu'à la barre fixe à Munich les Japonais avaient pris les cinq premières places. Et nul ne conteste la suprématie dans cet exercice de Mitsuo Tsukahara, athlète longiligne, et souriant ; l'Eizo Kemmotsu, dont la démonstration frappe dans un sport qui, pour beaucoup de japonais, est métaphysique, filées, pirouettes, retournements, sauts, multiples sauts aériels leur valent depuis plusieurs années les meilleures notes des juges. Qu'Henri Boerio ait réussi à se qualifier au détriment, notamment de Sawao Kato et du Soviétique Nikolai Andrianov, pour la finale de cet exercice et qu'il y ait presque égalé les deux maîtres japonais est donc aussi surprenant que la victoire de Rougé aux Championnats du monde malgré les judokas nippons. Il y a des sports dont on imagine difficilement qu'ils peuvent réussir aux Français.

Et pourtant la prestation de

CYCLISME

Morelon en finale de la vitesse

Montréal. — Lorsqu'ils s'approchent de la ligne de départ, démarrent de canard sur un sol inégal, ils ont l'air belouards et un peu ridicules ces champions de vitesse. Mais qu'on les aide à se hisser sur leur machine et les voilà devenus acrobates ou équilibristes. Drôles de machines en effet que ces bicyclettes dépourvues de frein, où le pédalier surélève pour éviter de toucher la piste dans la courbe, et à l'alignement.

Champion français au prestigieux palmarès avec huit titres de champion du monde, trois médailles d'or et une de bronze à divers Jeux olympiques, Daniel Morelon est en forme. Pour ce policier charmant, l'équilibre est nécessaire entre l'état du muscle, la vivacité de l'intelligence et le caractère, autant de qualités indispensables sur la piste. En demi-finale, vendredi 23 juillet, il était opposé à un Allemand, Dieter Germon, sur trois tours de cette piste en bois clair, dans un vélodrome — scarabée à la carapace transparente — dont on rêve à Paris depuis qu'il a été détruit le Vél d'Hiv et ses effluves de Six Jours.

Dès la première manche qu'il doit mener pendant le premier tour, puis qu'il a tiré la position de départ à la corde, le capitaine de l'équipe olympique française, sûr de sa force tranquille, semble indifférent aux règles techniques

LOIN DE MONTRÉAL

Tennis

LA FRANCE BATTUE PAR L'IRAN EN COUPE DE GALEA

Dans la phase préliminaire des demi-finales de la coupe de Gaila, réservée aux moins de vingt et un ans, l'Iran a battu la France par 3 victoires à 2, le 23 juillet à Marikano-Larne (Tchécoslovaquie). Roger-Vasselin a obtenu un deuxième succès face à l'Iranien Madani par 6-2, 6-4, mais auparavant les Français Brunet et Roger-Vasselin avaient perdu le double contre Madani et Bahrani par 4-6, 6-3, 6-4. Dans le dernier simple, Roger Freys a de nouveau été battu 6-4, 6-3, 6-2 par Bahrani. L'Iran remportera la Tchécoslovaquie en demi-finale.

La Tchécoslovaquie et la Hongrie sont à égalité, une victoire parcourent après le premier jour de leur demi-finale de coupe Davis, zone européenne, disputée le 23 juillet à Budapest. Dans le premier simple, le Hongrois Tarczyk avait battu Rodos par 6-3, 6-3, 6-3, mais Rodos s'est imposé devant Szoke par 6-2, 6-3, 6-3.

Voir en page « Radio-Télévision » le programme des transmissions des compétitions par les chaînes françaises.

Le Monde

dossiers et documents

- DANS LE NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 1976
- L'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL
 - L'OLYMPIQUE EN QUESTION
- Le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.

ORRESPONDANCE

UNE LETTRE DU COMPTOIR NATIONAL TECHNIQUE AGRICOLE

près la publication d'un article sur l'affaire Oilmatic intitulé « relancer le marché de l'olive » (Le Monde du 1^{er} juillet), Comptoir national technique agricole, nous a envoyé la lettre suivante :

Vous avez été d'autant plus pris par votre article que nous ne nous sommes pas aperçus que nous n'avions pas eu connaissance de la publication de cet article. Nous nous sommes donc efforcés de vous expliquer les raisons de la situation.

Lorsque certains d'entre eux émettent des critiques sur la durée de la conservation de l'olive, le C.N.T.A. faisant la part de leur inexpérience, leur rend les explications figurant au surplus sur la liste des experts près des tribunaux. Si les exploitants de l'appareil avaient respecté les consignes d'usage qui leur étaient données, les olives devaient se conserver ; les concessionnaires, en achetant leurs appareils, en tenant en tout cas la responsabilité vis-à-vis de leurs exploitants respectifs.

Lorsque certains d'entre eux émettent des critiques sur la durée de la conservation de l'olive, le C.N.T.A. faisant la part de leur inexpérience, leur rend les explications figurant au surplus sur la liste des experts près des tribunaux. Si les exploitants de l'appareil avaient respecté les consignes d'usage qui leur étaient données, les olives devaient se conserver ; les concessionnaires, en achetant leurs appareils, en tenant en tout cas la responsabilité vis-à-vis de leurs exploitants respectifs.

Lorsque certains d'entre eux émettent des critiques sur la durée de la conservation de l'olive, le C.N.T.A. faisant la part de leur inexpérience, leur rend les explications figurant au surplus sur la liste des experts près des tribunaux. Si les exploitants de l'appareil avaient respecté les consignes d'usage qui leur étaient données, les olives devaient se conserver ; les concessionnaires, en achetant leurs appareils, en tenant en tout cas la responsabilité vis-à-vis de leurs exploitants respectifs.

JUSTICE

LES LIAISONS MARITIMES PERTURBÉES PAR L'AVARIE D'UN FERRY

Le car-ferry Corse a interrompu ses services le jeudi 22 juillet, en raison d'une avarie qui nécessitera une réparation d'au moins trois semaines.

Dans un communiqué, la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (S.N.C.M.) donne les dispositions qu'elle se propose de prendre pour remédier à cette avarie : la Provence assurera l'enlèvement des passagers et le transfert des véhicules qui devaient effectuer la Corse. Toutefois, les traversées Marseille-Ajaccio (27 juillet), Ajaccio-Toulon (28 juillet) et Toulon-Ajaccio (29 juillet) sont supprimées et non remplacées.

Les passagers prévus sur la traversée Marseille-Ajaccio du 27 juillet seront acheminés par le Napoléon, au départ de Toulon, mardi 27, à 24 heures. Il est recommandé à ces passagers de se rendre directement à Toulon. La société recherche actuellement des places d'avion pour acheminer les passagers de Marseille et Ajaccio les passagers inscrits sur la traversée Toulon-Ajaccio du 28 juillet. Les véhicules seront acheminés par le cargo Durand, qui appareillera de Marseille le 28, à 24 heures.

Pour les retours de la Corse vers le continent, la S.N.C.M. conseille à sa clientèle de prendre contact avec son agence d'Ajaccio, de nombreuses places étant disponibles sur la traversée Ajaccio-Toulon du mardi 27 juillet.

Les véhicules pourront être embarqués sur un cargo soit le 28, au départ d'Ajaccio dans l'après-midi (débarquement à Marseille le 29 au matin), soit le 29 juillet en fin d'après-midi (débarquement à Marseille le 30 juillet).

Enfin, tous les voyages qui devaient effectuer la S.N.C.M. entre la France et l'Algérie sont, jusqu'à nouvel ordre, annulés.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

UN ATTENTAT A ÉTÉ COMMIS CONTRE LA MAISON DU COMMANDANT DE LA DIVISION MILITAIRE

Un attentat au plastique a été commis à Bastia dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 juillet, contre la villa du général de brigade Mazarguil, commandant la division militaire de la Corse. Les vitres de la maison ont été soufflées par la déflagration. Le général et sa femme, qui se trouvaient à l'intérieur, sont indemnes.

M. Jean-Étienne Rioli, président de la région, avait adressé la veille, à Ajaccio, un sévère avertissement aux auteurs d'attentats et d'agressions. « S'attaquer aux généraux militaires de nos cantons ou à des personnes appartenant à des milieux humains, c'est prendre aux yeux de l'ordre dans l'exercice normal de leur mission de sécurité, est une entreprise déshonorée de provocation qui constitue et même le risque de l'incident et de la « bavure », a-t-il dit. Entraîner des jeunes gens dans ce genre d'opération relève d'une irresponsabilité criminelle. Les forces de l'ordre, dont je me plains à tout le sang-froid et auxquelles je rends hommage une fois de plus, ne resteront pas sans réplique et ont reçu en ce sens les instructions nécessaires. Il est dans mon rôle de le dire très nettement à nos apprentis querelleurs, qu'ils soient d'origine corse ou non. »

LA MORT DU JOURNALISTE DU « MEILLEUR »

LA MORT DU JOURNALISTE DU « MEILLEUR »

Aucune information n'a filtré de la confrontation entre Christian Portay et José Picard, inculpés d'assassinat dans le meurtre du journaliste toulonnais René Troncy, et le docteur Claude Biraque, poursuivi pour complicité d'assassinat. La confrontation a duré huit heures, vendredi 23 juillet, dans le cabinet du magistrat instructeur, M. Claude Ducassé. Le docteur Claude Biraque, écroué depuis le 16 juillet dernier, a, semble-t-il, continué de nier avoir fourni des armes aux deux meurtriers présumés.

Les enquêteurs auraient, d'autre part, établi que Christian Portay et José Picard se sont rendus au domicile du docteur Biraque, 14, rue d'Aubusson, deux heures après le meurtre, le 19 février.

CONTRAINTES EN QUESTION

L'Allemagne fédérale vient d'annoncer son intention de prendre elle-même en charge le nouveau centre de contrôle aérien de Carlsruhe, qui dépendait de l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol). Cette décision met en cause le rôle de cette organisation, à laquelle, en 1960, avaient adhéré sept États. Certains gouvernements réagissent à l'alignement de leur espace aérien pour des contrôles qui, techniquement, sont devenus moins indispensables. Il n'y a plus aujourd'hui qu'un seul centre placé sous la responsabilité d'Eurocontrol — celui de Maastricht, aux Pays-Bas — qui contrôle le trafic au-dessus de la Belgique, du Luxembourg et du nord de l'Allemagne.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

La montée des taux

Amorcée la semaine précédente, la hausse des taux s'est poursuivie cette semaine sur le marché monétaire de Paris dans un mouvement assez nerveux, et a été inscrite par un relèvement massif du taux d'escompte officiel, élevé jeudi de 8 % à 9,50 %.

Lundi, le loyer de l'argent au jour le jour restait inchangé à 1/4 %, pour passer mardi à 1/16 % et bondir à 8 7/8 % mercredi, après que la Banque de France ait adjugé 3,5 milliards de francs à échéance du 10 août, au taux de 8 3/4 %.

Le 1/2 % précédemment noté s'est donc élevé à 1/16 %, et vendredi, le marché s'est stabilisé à 8 3/4 %. A terme, la hausse a continué à régner, l'évolution future des taux.

Nous nous demandons, dans cette chronique, quelle situation allaient mener les autorités monétaires après que le loyer de l'argent au jour le jour, atteignant 8 1/4 %, se fut élevé à 8 7/8 %.

En France, chaque semaine, en vertu des recommandations du rapport de la Banque de France, les taux d'escompte, qui n'ont plus une valeur indicative, se situent au sommet de la pyramide à taux et doit être réajusté chaque semaine, le loyer de l'argent sur le marché monétaire n'étant pas trop la hiérarchie, soit à la hausse, soit à la baisse. Les réajustements qui ne sont pas autorisés prennent une signification particulière.

Cette fois-ci, l'indication a été claire : tout d'abord, le gouvernement a fait connaître ses intentions de défendre le franc par le biais de l'arme des taux (voir autre part), ensuite il a décidé de rendre le crédit plus rare et plus cher dans le cadre de sa lutte contre l'inflation, en attendant d'autres mesures prises à l'automne. Il n'est pas évident que cette dernière décision aurait été prise en l'absence de toutes les autres mesures, mais il faut dire que le franc, dans ce dernier état de la semaine, n'est pas un franc international, que

MATIÈRES PREMIÈRES

BAISSE DE L'ARGENT, DU BLÉ ET DU CACAO

MÉTALLS. — En corrélation avec la chute de l'or, les cours de l'argent ont fléchi de façon sensible à Londres. Le disponible revient de 170 pence l'once à 162,50 et trois mois de 162,50 à 160,50, soit une baisse de 2 pence. A New-York, le disponible est passé de 162,50 à 160,50, soit une baisse de 2 pence. Les cours mondiaux de métal ont diminué de 2,5 millions d'onces. Ils ont été de 11 millions d'onces. Nouvelle affluence des cours du métal. Les stocks britanniques de métal ont été de 1750 tonnes, sur lesquels 500 tonnes ont été livrées au cours de la semaine précédente.

Textiles. — Les cours de la laine ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de la laine ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de la laine ont été soutenus par les divers marchés.

CAOUTCHOUC. — Les cours de caoutchouc ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de caoutchouc ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de caoutchouc ont été soutenus par les divers marchés.

DÉTERGENTS. — Une légère reprise est observée sur les cours du café. Les cours de café ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de café ont été soutenus par les divers marchés.

NOUVEAU REPLI DES COURS DU SUCRE. — Les cours de sucre ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de sucre ont été soutenus par les divers marchés. Les cours de sucre ont été soutenus par les divers marchés.

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES					
Baisses (%)					
	25 juil.	Diff.		25 juil.	Diff.
Pétroles BP.....	58	-20	Pétrole	231	-8
Antar	58,10	-16	C.F.A.O.	378	-7
B.C.T.	125	-12	Usinor	55,50	-7
J. Borcl	324	-12	Carrefour (1) ..	142	-5
U.C.B.	124	-10,5	Ferrit	107,50	-4,5
Radio-technique ..	498	-10	Legrand (2) ..	1711	-4
Bouygues	238	-8			
(1) Compte tenu du droit de 173 F.					
(2) Compte tenu du droit de 169,50 F.					

(1) Compte tenu du droit de 173 F.
(2) Compte tenu du droit de 168,50 F.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 19 AU 23 JUILLET

La baisse se poursuit

EN dépit de ses efforts, la Bourse de Paris n'est pas parvenue à remonter la pente cette semaine. Après s'être un moment accrochée, elle a repris sa glissade pour s'inscrire à son plus bas niveau depuis seize mois.

La reprise technique escomptée s'était pourtant produite lundi. O combien fugitive ! Dès le lendemain, une grande irrégularité prévalait sur les différents groupes de cotation et, par suite, le marché se stabilisait. Mercredi, des variations de cours dans les deux sens étaient de nouveau enregistrées, mais cette fois avec une prédominance assez nette des baisses sur les hausses. La construction électrique, qui la veille s'était montrée relativement ferme, s'écroulait subitement et la métallurgie ainsi que les pétroles, affectés par les résultats décevants de la campagne de forage en mer d'Irlande, interrompt sans résultats jusqu'en mars 1977, subissaient de nouveaux revers. Jeudi, jour de liquidation générale, le mouvement de repli reprenait, il s'accroissait assez fortement à la veille du week-end, du début du nouveau mois boursier, si bien que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices ont encore fléchi de 2 %.

En l'espace d'un mois, le recul des valeurs françaises dépasse 5 %. Dans l'intervalle, de nombreux coupons, il est vrai, ont été détachés. Toutefois, même corrigée de cette incidence, la baisse atteint quand même un bon 5 %.

La Bourse a du plomb dans l'ail. Doit-on s'en étonner ? Déprimée par la taxation des plus-values, puis par la faiblesse du franc, elle s'agitait maintenant dans les conséquences du renchérissement du loyer de l'argent, devenu inévitable après la hausse brutale du taux de l'escompte décidée jeudi (voir autre part) pour défendre notre monnaie contre les attaques dont elle est l'objet.

Une telle mesure n'est jamais regardée d'un bon œil par les boursiers. Incitera-t-elle les entreprises à réduire ou à différer des investissements déjà en diminution ? C'est possible, mais ce n'est pas certain.

En fait, c'est surtout le moral de la Bourse qui est atteint. Echaudés à trois reprises, les opérateurs ne savent plus à quel saint se vouer. A la veille des départs en vacances, nombre d'entre eux préfèrent se dégoûter, se moquant pas mal des Cassandre qui, comparant l'actuel taux de rendement des valeurs françaises (6,87 % en moyenne) avec celui atteint au creux de la formidable vague de baisses survenue à l'automne 1974, font valoir que la remontée n'est peut-être pas très éloignée.

Soudain à de fortes pressions sur le marché libre, l'or a baissé à Paris, moins toutefois qu'à Londres (4,1 % au lieu de 6,4 %), restant ainsi plus cher (118 dollars l'once environ) de ce côté de la Manche. Le lingot a quand même enfoncé le plancher des 19 000 F pour s'établir à 18 450 F (-790 F). Le napoleon a surmonté en vingt-quatre heures un accès de faiblesse survenu mardi pour se traiter vendredi à 225,80 F (-2,80 F).

L'emprunt 7 % 1977, rattaché à l'unité de compte européenne, a baissé de 4,4 % et la rente 4 1/2 % 1973, indexée sur le napoleon, de moins de 2 %.

Aux valeurs étrangères, fermées des allemandes, l'irégularité des américaines et des pétroles internationaux. Nouvelle baisse des mines sud-africaines.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Stagnation

Le marché a été stagnant cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a baissé d'un peu plus de deux points à 900,4, tandis que le S&P 500 a perdu 1,5 point à 28,5. Les transactions ont été faibles (85,4 millions de titres échangés contre 118 millions). En début de semaine, la forte augmentation de la masse monétaire annoncée le jeudi précédent a pesé sur la cote, sur la crainte d'un durcissement de la politique de la Réserve fédérale. Les craintes s'atténuent un peu les jours suivants pour se dissiper vendredi, sur la nouvelle d'une diminution de la masse monétaire.

En revanche, les opérateurs se montrent depuis que la Citibank n'ait point réduit son taux de base. A vrai dire, la déception vient surtout de la quasi-impossibilité de se procurer le marché de franchir durablement et franchement la barre des 1 000 à l'indice Dow Jones. L'absence de la désignation du candidat démocrate comme candidat à la vice-présidence ne rejoue pas les mêmes d'ailleurs. Mais l'avalanche de bons résultats trimestriels annoncés par les entreprises n'a pas pris en considération, une pression moins forte qui prévient contribuant même à faire baisser certains titres.

Indices Dow Jones : transports, 223,70 contre 223,67 ; services publics, 92,10 contre 92,05.

Alcoa 51 1/4 51 3/4
Boeing 41 7/8 39
Chase Manhattan Bank 38 1/8 37 1/2
General Motors 39 1/2 38 1/2
Eastman Kodak 108 1/2 107
Exxon 104 1/2 103
Ford 31 1/4 30 3/4
General Electric 38 1/4 37 1/4
General Foods 33 1/2 32 1/2
Goodyear 23 5/8 23 1/2
IBM 27 1/2 27
Kennecott 33 1/4 32 3/4
U.S. Steel 39 1/2 38 1/2
Union Carbide 65 1/4 64 1/4
Xerox Corp. 68 1/4 67 1/4

FRANCFORT

Bien disposé

L'amélioration s'est poursuivie sur les marchés allemands, où une hausse moyenne de 1 % a été enregistrée, grâce aux achats de la clientèle étrangère, surtout suisse, et des investisseurs institutionnels. Les milieux boursiers estiment que la hausse pourrait se poursuivre, compte tenu du retour au calme sur le marché des obligations et de la bonne orientation prise par l'économie ouest-allemande.

Indices de la Commerzbank : 754,6 contre 745,4.

A.E.G. 90,20 91,20
B.A.P. 159,50 161,20
Bayer 130 131,50
Commerzbank 161,50 162
Hoechst 161,40 162,50
Siemens 220 224
Volkswagen 138 136,70

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

	Nbre de titres	Yal. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	53 890	30 723 870
Michelin	14 790	18 237 120
C.N.E. 3 %	5 550	8 237 580
Schweitzer (1)	16 125	9 867 812
Carrefour (2)	55 280	7 751 574
Carrefour	4 580	7 389 830

(1) Quatre séances seulement.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Stabilisation du franc français

ATTAQUE SUR LE FRANC BELGE

Après un nouvel accès de baisse en début de semaine, le franc français a fini par se stabiliser en fin de semaine, après le relèvement massif du taux d'escompte, dont l'effet n'a guère eu d'influence sur la tenue de notre monnaie ; celle-ci a tout de même perdu 4 % en quinze jours par rapport aux monnaies fortes.

Le franc belge, déjà attaqué en février dernier, l'a été à nouveau cette semaine, tandis que l'action de la Banque nationale helvétique faisait baisser un peu le franc suisse et que le dollar se raffermissait un peu partout.

A Paris, donc, après le vif recul du vendredi précédent, le franc avait perdu un moment l'opération par une réévaluation unilatérale de la Banque de

au-dessous jeudi, l'écart avec le deutschemark atteignant 2,27 % (contre le 2,25 % réglementaire). L'inflation sévit en Belgique, et les mêmes causes engendrant les mêmes effets, la Banque nationale a dû relever, elle aussi, son taux d'escompte (voir ci-dessous), le ministre des finances assurant que la monnaie serait défendue comme en février dernier. Mais surtout la Bundesbank a vigoureusement soutenu le franc belge. A vrai dire, elle soutient un peu tout le monde : le florin n'est pas très vaillant, non plus que les couronnes scandinaves. Selon certains cambistes, un « ajustement » monétaire européen ne saurait être élargi en durée longtemps, le deutschemark faisant les frais de l'opération par une réévaluation unilatérale.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Florin	Lire	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Franc belge
Londres	4,8769	1,4901	4,5935	178,25	177,52	2,7832	4,4767	70,8889
New-York	38,5497	0,1196	38,8048	178,25	177,52	20,2942	39,5158	2,5141
Paris	198,99	5,8941	101,21	5,7832	4,9273	196,19	12,3884	
Zurich	91,7945	3,0041	97,4382	4,4767	2,5115	50,9698	6,3142	
Frankfurt	90,1165	2,9573	96,2331	4,4807	2,4796	50,9671	6,2255	
Bruxelles	14,9476	4,7577	15,4346	70,8889	39,7768	8,0720	15,8371	
Amsterdam	14,5514	4,7593	15,4610	70,8884	39,8280	8,1698	16,0629	
	3,2727	106,1699	4,6769	2,7380	53,3251	108,5388	6,8786	
	3,2845	106,2512	4,6878	2,7365	53,1448	110,3872	6,8721	

France, on attendait avec intérêt les indications de la séance du lundi. La baisse du franc commençait par s'accroître. Le cours du dollar passait de 4,88 F à 4,90 F pour pousser une pointe à 4,95 F et revenir à 4,92 F. Celui du deutschemark s'élevait au-dessus de 1,90 F jusqu'à 1,92 F pour retomber à 1,91 F, tandis que le franc suisse battait une note de plus son record historique sur la place de Paris en flôtant à 2 F à 1,9950 F, pour s'établir à 1,98 F. Pas plus que les jours précédents, la Banque de France n'était intervenue de manière sensible, mais les autres banques centrales : c'était donc bien un flottement « pur ».

Mardi, et surtout mercredi, le franc se redressait un peu, le dollar revenant même à 4,88 F. Mais cela ne durait guère. La Banque de France se résolut donc à utiliser l'arme traditionnelle du taux d'intérêt. Elle avait déjà commencé à faire monter très rapidement le taux du marché monétaire (voir ci-dessus), puis se résolut jeudi à relever massivement son taux d'escompte, dans le meilleur style britannique ou italien. Cette mesure n'impressionna guère les opérateurs, qui s'y attendaient plus ou moins, et en fin de semaine le franc se stabilisa un peu au-dessus du niveau de mardi, mais le franc dans un marché redevenu assez calme.

Dans cette nouvelle crise du franc, la caractéristique principale a été, semble-t-il, l'absence de véritable attaque de la part des spéculateurs étrangers. La remontée rapide du taux de l'eurofranc en témoigne : les vendeurs de francs à découvert, l'absence n'ont pas eu de difficultés pour racheter ce qu'il avait vendu. Le gros de la baisse est venu du jeu des termes de règlement, importateurs et exportateurs, leurs rapatriements. A cette occasion, relevons que le service des douanes ont conféré les opérations d'achat de leurs achats de dollars correspondant bien à des livraisons de brut. Pour la semaine à venir, les cambistes font peu de pronostics : aux États-Unis, on voit le dollar à 5 francs, mais rien n'est sûr ; tout va dépendre de la hausse du coût de la vie en juin, des conséquences de la sécheresse et du plan de lutte anti-inflation, s'il est jugé sérieux par l'étranger.

Après le franc français, le franc belge, celui-ci a été l'objet de vives attaques, se retrouvant au plancher du « serpent » monétaire européen, et même un peu

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 : 29 décembre 1972

16 juil. 23 juil.

Assurances	67,4	68,8
Banq. et sociétés financ.	133,3	130,5
Sociétés financières	65,5	65,5
Sociétés investiss. partic.	94,6	94,6
Agriculture	88,1	88,1
Aliment., brasseries, distill.	76,9	77,4
Autom., cycles et auto.	82,7	82,7
Bâtiment, contr., T.P.	84,8	85,9
Chemins (ind. et comm.)	90,7	91,2
Carrières salines, charbon.	85,1	85,1
Contr. mécan. et navales	104,4	105,2
Métall., caoutch., cuir, etc.	76,6	76,6
Métall., caoutch., cuir, etc.	110,4	110,4
Imprimeries, pap., cartons	82,3	82,3
Magas., compt., d'export.	81,6	81,6
Métall. divers	82,8	82,8
Métall., com. des pr. métal	85,8	85,7
Mines métalliques	123,4	127,4
Pétrole et carburant	84,2	84,2
Prod. chimiq. et él. mét.	88,2	88,2
Services publics et transp.	83,8	84,2
Textiles	80,4	80,4
Divers	104,5	103,8
Valeurs étrangères	108,5	107,7
Valeurs à rev. fixe et ind.	113,8	113,8
Rentes perpétuelles	80,3	80,3
Rentes amortiss., fonds par.	147,2	147,2
Sect. ind. publ. à rev. ind.	94,7	94,7
Secteur privé à rev. ind.	153,1	153,1
Secteur privé à rev. ind.	101	101

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe et ind. 159,5

Val. franc. à rev. variable. 602,7

Valeurs étrangères 760,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

16 juil. 23 juil.

Indice général	68,8	69,1
Produits de base	68,3	68,3
Construction	94,2	94,2
Biens d'équipement	84,2	84,2
Biens de consommation	118,4	118,4
Biens de consommation	81,7	81,7
Biens de consommation	81,7	81,7
Services	105,3	105,3
Sociétés financières	75,8	75,8
Société de la zone franc	103,8	103,8
expt. principal. à rev.	168,8	168,8
Valeurs industrielles	62,7	62,7

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	19 juil.	20 juil.	21 juil.	22 juil.	23 juil.
Forme	70 459 402	54 536 316	75 885 253	68 070 262	52 796 456
Comptant	80 475 083	236 757 592	97 459 613	84 602 782	89 522 615
R. et obl.	32 434 707	44 394 840	36 496 997	31 798 381	62 757 236
Actions	183 389 202	335 687 745	209 841 863	184 474 533	205 076 207
Total	183 389 202	335 687 745	209 841 863	184 474 533	205 076 207

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

Valeurs	90,9	90,3	90,1	89,1	88,6
Françaises	110,8	109,8	110,7	108,8	108,1
Etrangères					

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

Indice gén.	68,8	70	69,8	69,7	69,1
-------------	------	----	------	------	------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. APRES L'INVESTITURE DU GOUVERNEMENT
PORTUGAIS
3. EUROPE
4. AFRIQUE
4. PROCHE-ORIENT
5. DIPLOMATIE
5-6. ARTS ET SPECTACLES

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 7 A 12
— Au fil de la semaine : Faits divers, par Pierre Viancon-Fondé.
— Lettre des Fidi Ferrarini, par Roland Gaudier du Virieu.
— LA PHILOSOPHIE, par Jean Lacroix.
— RADIO-TELEVISION : Miliady, prototype du téléfilm à l'écran, par Catherine Guizot.

12. FEUILLETON
13. SCIENCES
13. MEDICINE
14-15. LES XVIII^e JEU
OLYMPIQUES
15. JUSTICE
16. LA VIE ECONOMIQUE
ET SOCIALE
17. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (3 à 10)
Annonces classées (18) : Aujourd'hui (10) ; Carzot (5) ; Journal officiel (10) ; Médiologie (10) ; Mosa croisée (10).

Les contrôles dans le métropolitain

Le dispositif d'intervention de la police pour la sécurité dans le métro est maintenant. Après l'opération « coup de poing » de jeudi 22 juillet, de simples contrôles et opérations de surveillance ont eu lieu vendredi soir. Les points « chauds » ont été particulièrement investis : ce sont essentiellement les stations de Clignancourt, Pigalle, Barbès, Gare du Nord, Gare de l'Est.

Durant quatre heures, jeudi soir, d'importantes forces de police (environ huit cents agents en tenue et en civil), renforcées par des gendarmes mobiles, ont effectué des vérifications d'identité systématiques et même des contrôles de titres de transport (1), sur tout un secteur d'une ligne du métro.

Parmi les personnes contrôlées figuraient surtout des touristes étrangers, des travailleurs immigrés. A la station Gare du Nord, la forte concentration des policiers aurait entraîné des contrôles particulièrement rigoureux. « A notre tour nous voulons créer un climat d'insécurité », a déclaré le commissaire de police chargé des opérations de surveillance. Douze

interpellations ont été opérées, parmi lesquelles on comptait six vagabonds. Les brigades territoriales présentes qu'il s'agit de huit Français et de quatre étrangers. Ce déploiement de forces d'intervention, annoncé mercredi 21 juillet par le ministre de l'Intérieur dans le cadre d'un nouveau plan de lutte contre la criminalité et le racket dans le métro, a été mis en œuvre successivement par la C.G.T. (le Monde du 24 juillet) et par des élus communistes. Dans un article sur-titré « Les opérations de métro-police de mardi 22 juillet sont dangereuses et peu efficaces », l'Humanité souligne : « En rétablissant dans toutes les stations, sur tous les quais, dans toutes les rames, dans des conditions adaptées à la situation, un personnel R.A.T.P. suffisant, prêt à prendre les initiatives jugées utiles, la « dissuasion » prendrait une autre dimension. »

(1) N.D.L.R. — Le contrôle des titres de transport ne paraît pas relever de la compétence des forces de police.

NOUVELLES BRÈVES

● Le Monde a annoncé dans son édition du 24 juillet que le président de la République et Mme Giscard d'Estaing se rendraient en Yougoslavie à la mi-septembre en voyage officiel. Mais le chef de l'Etat est attendu le 15 septembre à Belgrade et qu'il séjournera jusqu'au 18 septembre en Yougoslavie. Le programme prévoit notamment, outre plusieurs entretiens avec le maréchal Tito, un grand discours, un déplacement en Bosnie-Herzégovine et la descente à terre d'une partie de chasse en Croatie. Ce sera la première fois qu'un président de la République française se rendra en visite officielle en Yougoslavie.

● M. André Casadevall, recteur de l'Académie de Créteil, dont nous avons annoncé le remplacement par M. Jacques Dehaussy, à la suite du conseil des ministres du 21 juillet (le Monde du 22 juillet), a en fait démissionné. Il occupera les fonctions jusqu'au 31 août. (Professeur d'université, M. Casadevall avait été en 1969 directeur général adjoint des enseignements supérieurs et de la recherche au cabinet de M. Edgar Faure, puis à celui de M. Olivier Guichard en 1970, avant d'être nommé en 1973 conseiller permanent chargé de mission auprès du directeur délégué aux objectifs au cabinet de M. Joseph Fontanet. Il a été notamment le promoteur des maîtres de sciences et techniques.)

● L'Union des syndicats C.G.T. de la région parisienne a annoncé qu'elle organisait, mardi 27 juillet à 17 h 30, devant la Bourse du travail à Paris, un meeting pour protester contre le nouvel arrêté d'expulsion pris à l'encontre de M. Moussa Konaté, militant cégétiste d'origine malienne, employé à la Compagnie des wagons-lits (nos dernières éditions datées 24 juillet).

● Nomination d'un magistrat. — Conseiller technique au cabinet de garde des sceaux, M. Georges Picca, substitut général, est promu avocat général à Paris par décret publié au Journal officiel du 24 juillet.

● Les constructeurs ouest-allemands d'automobiles viennent de clore le semestre le plus brillant de toute leur histoire : selon les données publiées le vendredi 22 juillet par l'Office fédéral d'enregistrement, 1 471 928 véhicules ont été immatriculés au cours des premiers mois de cette année, soit 18,3 % de plus que pendant la même période de l'année dernière. Le précédent record avait été établi au cours du premier semestre de 1973 (1 397 834).

● 100 millions de livres pour British Leyland. — Le ministre britannique de l'Industrie a décidé de verser immédiatement une somme de 100 millions de livres sterling au constructeur d'automobiles British Leyland. Ce sera la première tranche du prêt de 2 milliards de livres que le gouvernement avait promis de donner à la société au cours des huit prochaines années. Le gouvernement de M. Wilson avait subordonné le déblocage des crédits à l'amélioration de la situation de l'entreprise, notamment du climat social qui y règne.

● Douze ouvriers de la mise de fer de Jérôme, en Tunisie, ont été condamnés jeudi 22 juillet à des peines allant de trois mois à trois ans de prison, par le tribunal correctionnel du Kar. Selon le quotidien tunisien le Temps, les ouvriers étaient poursuivis pour incitation à la grève illégale, entrave à la liberté du travail par la violence, et aussi pour détournement de matériel au cours d'une grève qui a eu lieu le 16 juin. (A.F.P.)

AU XXI^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE PARIS

Le symposium de déontologie condamne l'utilisation des méthodes psychologiques pour la répression des délits d'opinions

Le symposium de déontologie du XXI^e Congrès international de psychologie, réuni, vendredi 23 juillet, au même moment que la séance solennelle consacrée à Jean Piaget, n'avait, au début, attiré qu'une centaine de quelque trois

mille deux cents psychologues réunis à Paris. Mais, au fur et à mesure que s'accroissait l'intérêt des rapports présentés, l'ampleur du sujet s'est élargie. Il était bonifié au moment où M. Robert Pagès, du Laboratoire de psychologie

sociale de Paris, présentant son texte sur « la spécificité scientifique des problèmes éthiques et déontologiques de la psychologie », sortit le symposium de la pure technicité et entra dans le vif du sujet.

Il rappelle « qu'entre la psychologie comme science ou pratique scientifique et la morale », il faut s'attendre à une relation conflictuelle et nullement à une harmonie préétablie et que « la notion même d'une déontologie comme application d'une morale générale à la profession est extrêmement peu plausible ».

Il a note que la médecine, science humaine par excellence, « ne pouvait traiter l'opinion individuelle sans intervenir sur les conduites et les interactions sociales, c'est-à-dire, en réalité, sans ruser le médecin fasse acte de rhétoricien de grâces de comportement et des rapports sociaux. La sexualité, la contraception, l'avortement, l'euthanasie, les troubles mentaux et le comportement, autrement dit les écarts de conduites par rapport à une norme ont posé aux médecins les plus graves problèmes déontologiques jusqu'à susciter aux ordres de l'ordre des médecins français. Et de constater que « la crise déontologique apparue sur les franges comportementales et socio-comportementales de la médecine a été une crise politique dans laquelle les morales ont été confrontées à la fois leur pluralité conflictuelle et leur lien avec les engagements sociaux. Les psychologues, de leur côté, ont des logiques, désormais le plus souvent non-médicales, sont associées à ces problèmes et à ces crises. Ils le

sont au niveau national et au niveau international. » Les problèmes de la déontologie psychologique se posent dans un moment où la psychologie est politiquement et moralement mise en cause en même temps que toutes les sciences, travers leurs répercussions humaines. La science est culpabilisée dans ses effets et ses usages, dans le monde qui vit sous le règne du maître, perennelle, et elle tend à l'être en elle-même. Il est possible que la culpabilisation de la science contribue à la naissance de des entreprises perverses, mais elle développe aussi des résistances anti-scientifiques, des ombellations, de l'irrationalisme. Elle suscite également une sorte de déontologie. Mais la position de la psychologie est spécifique, puisqu'elle a un impact direct sur la conduite et que, en tant que pratique, elle se dispute avec la morale, la régulation de l'action, et à l'instar de la morale.

Pour lui, la déontologie est « un appel à l'analyse scientifique et à la conscience des normes éthiques d'écart de conduites et d'omnipotence. » Mais la labilité des normes de conduites et de comportements, dans des sens multiples. Ailleurs, ce sont les dissidents politiques qui sont mis à l'index. Et la Société française

de psychologie « condamne l'utilisation des notions de normal et de pathologique à des fins répressives, dans quelque pays que ce soit » (mai 1975). Elle joint cet article au code déontologique l'année suivante.

« Ailleurs encore, ce sont les « enfants turbulents » qu'on assagit par voie pharmacologique, ou les délinquants dont on stimule l'activité insuffisante. Au Chili, comme on nous l'apprendra (Vasquez et d'autres, 1976), la torture psychologique se développe avec les concours de psychologues professionnels. Je sais bien que les tortures psychologiques ont longtemps été pratiquées sans eux, et il paraît que les internements psychiatriques d'opposants se font, en U.R.S.S., sans psychologues. Rien que des psychiatres », dit-il. Mais cela n'empêche qu'il faille dénoncer de telles pratiques, car la déontologie ne saurait être « exclusivement intra-professionnelle ».

Au Chili et ailleurs...

« Il n'y a pas de comparaison possible entre l'emprise analytique des méthodes de l'expérimentateur ou de l'observateur, mais pendant très peu de temps, et sans modification durable du milieu du sujet — et l'emprise exercée sur les agents sociaux dans la pratique selon Weinberg modifiant bien autrement leurs patients, sans y toucher, par la simple administration des choses subverties à la guise des hommes, comme disait à peu près Saint-Simon, en y mettant de tout autres intentions. Or il ne s'agit pas là d'une excuse sur le mode : « Ils en font bien d'autres », mais d'un motif capital de recherche : si l'on souhaite que les hommes apprennent à maîtriser les facteurs déterminants qui agissent sur eux, par emprise directe ou indirecte, il faut qu'ils apprennent — que nous apprenions — à analyser et à comprendre le jeu de ces facteurs. Il faut que ce savoir soit construit et qu'il soit diffusé, partagé. C'est là un choix fondamental de conscience avec les sujets reconnus comme agents sociaux : ne pas comme matière première pour l'analyse, mais comme objet de leur liberté par l'imposition de contraintes techniques. Ce choix est politique et déontologique à la fois. Il est à l'opposé des réverses la gestion sociale objective ou automatisée qui occupent, au vingtième siècle, l'esprit de nombreux cadres, si qu'il méritent une analyse

psychosociologique particulière, aujourd'hui à peine amorcée ».

Le dernier rapport présenté fut applaudi longuement par la salle. C'est celui de Mme Anna Vasquez, professeur chaire de psychologie en exil (aujourd'hui à l'université de Casen), qui a détaillé l'évolution des techniques de torture appliquées au Chili depuis le coup d'Etat de septembre 1973 jusqu'en mars 1976. L'étude de deux cent quarante-huit cas démontre comment, peu à peu, la torture physique, sauvage ou programmée, a fait place à des méthodes de torture psychologique plus raffinées en vue d'une détérioration physique et psychologique des victimes de ces procédés. Etant donné que 80 % des psychologues chiliens sont soit morts, soit disparus, soit en prison, soit en exil, et que les autres collaboraient avec l'appareil répressif de la junte. Mme Vasquez a demandé à la Commission internationale des psychologues de se prononcer sur les faits qu'elle a relatés.

L'organisateur du symposium, qui préside la séance, M. W. Holtzman (de l'université du Texas à Austin), laisse s'instaurer un débat réclamé par l'assistance. Une première motion est alors votée à l'unanimité, qui proteste contre ces pratiques et demande à l'I.U.P.S. (Union internationale de psychologie scientifique) de créer une commission d'enquête sur ce qui se passe en la matière au Chili.

Mais, lorsque l'assistance réclame le vote d'une autre motion sur ce qui se passe dans d'autres pays, M. Holtzman abandonne la présidence et quitte la salle. L'assistance décide alors un texte « condamnant formellement l'usage des pratiques psychologiques et psychiatriques dans des buts de répression sociale et politique, et réaffirmant la nécessité d'une commission d'enquête sur les abus commis par certains psychologues et psychiatres pour réprimer des délits d'opinion, notamment par voie d'internement d'opposants en U.R.S.S. et au Brésil, et des techniques de privations sensorielles en R.F.A. ».

L'Irlande figurait aux côtés de la R.F.A. dans la première version de cette motion au chapitre des pratiques sensorielles. Sur proposition d'un délégué irlandais, cette mention fut enlevée. Il sera intéressant de connaître les résultats des enquêtes demandées.

AMBER BOUSOGLOU.

Le triomphe de Jean Piaget

Les longs cheveux blancs luyant vers l'arrière, le regard malicieux derrière d'épais lunettes, tirant sans arrêt sur sa pipe, Jean Piaget a connu, vendredi 23 juillet, un véritable triomphe au dernier jour du vingt et unième congrès international de psychologie, au centre universitaire de la rue d'Assas. Plus de deux mille psychologues du monde entier l'ont chaleureusement acclamé à l'occasion d'une séance solennelle d'hommage justifiée par le prochain anniversaire du « maître » de Genève, qui aura quatre-vingt ans en août.

Après avoir connu de longues années de purgatoire, Jean Piaget n'a été reconnu par la communauté scientifique mondiale que depuis une quinzaine d'années. « Vous êtes le plus grand psychologue du XX^e siècle », s'est exclamé avec émotion le professeur Paul Fraisse, président du congrès. Mais ce qui frappe surtout chez le maître de la psychologie de l'enfance, c'est, selon M. Fraisse, sa longévité scientifique. Ses premiers ouvrages ont paru il y a cinquante ans et, en 1976, il publie toujours. A un rythme tel que l'admirateur, le fervent, le disciple, s'essouffent à le suivre, comme l'a remarqué M. Bresson, directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

D'une voix d'abord fatiguée puis s'animant peu à peu, Jean Piaget a répondu aux compliments en exposant l'état de ses recherches en cours. « La pensée, dit-il, ne m'intéresse pas. Je voudrais vous faire part de mes projets. »

Sur le thème « le réel, le possible et le nécessaire », le professeur genevois s'est interrogé sur les mécanismes qui permettent à une idée nouvelle de surgir « dans le cerveau d'un sujet à partir de ses idées antérieures ». Chez les enfants, Piaget a noté que « les nouveaux possibles » possèdent des libérations par rapport aux limitations arbitraires de pseudo-nécessités. Ces dernières, on les retrouve dans l'histoire des sciences : « Longtemps la géométrie a paru nécessairement euclidienne. » De même un jeune enfant n'admet pas qu'un carré qui lui est présenté sur le point n'est pas un carré. Pour Piaget, les possibles n'existent pas dans la réalité, mais dans le sujet. Chez les tout-petits, il a été frappé par la pauvreté des possibles. « Si, pour lui, il n'y a pas de possibles à l'intérieur de la réalité physique, il existe un possible dans l'objet au niveau de la biologie. Mais c'est que l'organisme vivant est déjà un sujet en tant qu'il est un système d'action puis de pensée ».

De même le nécessaire n'existe pas en soi. « Un fait est lui-même n'est pas nécessaire, il est ce qu'il est. Un poète c'est tout. Il naît, aussi, du sujet. »

Entre le nécessaire et le possible, que reste-t-il pour le réel ? Il est ce qui devient actualisable parmi les possibles. Mais c'est le sujet qui a le dernier mot, car « il englobe le réel au moyen du possible et du nécessaire ». — C. A.

LE GOUVERNEMENT EST OPPOSÉ À LA CRÉATION D'UN « FRANC VERT »

« Le gouvernement n'entend pas recourir à la solution tentante, facile, mais lourde de conséquences du franc vert » (unité monétaire théorique applicable aux prix agricoles et décorrée du franc courant), a déclaré, le 23 juillet, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture. « Cette position », a-t-il ajouté, est nette et définitive. C'est le 29 septembre que le conseil des ministres arrêtera des mesures pour maintenir les revenus des agriculteurs amputés par la sécheresse et la hausse de valeur des exportations, à la suite du recul du franc.

Le retour des pluies a eu un effet bénéfique indéniable, a indiqué le ministre : toutefois les conséquences de la sécheresse se feront encore longtemps sentir. La collectivité nationale a « subi » de ce fait une dégradation de son pouvoir d'achat, a déclaré le ministre. Selon M. Bonnet, on note actuellement une amélioration sensible de la conjoncture en ce qui concerne la viande bovine, le porc et le mouton, ainsi que pour le lait, le soja et les betteraves. A ce sujet, le ministre a déclaré que la graine de maïs « assure était » proprement ridicule la production française devra attendre vraisemblablement 21 millions de tonnes cette année pour une consommation de 2 millions de tonnes.

M. RAYMOND BARRE : pas de compétitivité durable l'économie française sans stabilisation du pouvoir d'achat

« La compétitivité de l'économie française ne sera durablement acquise, dans les conditions nouvelles des échanges internationaux, que lorsque se sera produite dans notre pays une stabilité temporaire, mais équilibrée, à pouvoir d'achat », déclare M. Raymond Barre, ministre du Commerce extérieur, dans une interview qu'il publie l'Express.

« A propos de la hausse des prix, le ministre affirme : « Les politiques conjoncturelles de lutte contre l'inflation n'auront toujours que des effets partiels et limités dans le temps, si elles ne sont accompagnées de politiques plus long terme tendant à rétablir patiemment et fermement les structures de l'économie française. Une telle action suppose en particulier une réglementation plus stricte des règlements commerciaux (1) se substitue à la réglementation souple. »

LA C.F.D.T. RÉCLAME « UN STATUT DE L'INFORMATION »

Au sujet du « changement de mains » de plusieurs journaux ou publications importantes, la C.F.D.T. constate :

« Le gouvernement parle de réformer l'entreprise et d'accroître les responsabilités des travailleurs. Or ces concentrations dans la presse sont opérées sans même que les formes légales d'information des travailleurs concernés soient respectées. »

« Aucune garantie ne leur est donnée sur leur emploi, leur salaire, la durée de leur travail. France-Soir par exemple, journalistes, cadres, employés, ouvriers ont encore tout à craindre. Comme le montre une fois de plus l'ajournement de la loi sur le statut des équipes de journalistes dans les entreprises de presse ne reçoit aucune garantie d'indépendance et de responsabilité. »

« L'information n'est considérée dans le système actuel, que pour sa valeur commerciale, comme matière à profit pour les capitalistes. Trop souvent elle vise à détruire le sens critique des lecteurs. En définitive elle sert à conditionner l'opinion et, par la déformation du débat démocratique, à consolider les pouvoirs en place. »

« La C.F.D.T. assure de son soutien les travailleurs en lutte dans ces entreprises. Elle s'élève contre la politique actuelle de l'information et réclame l'élaboration démocratique, avec toutes les parties concernées, d'un statut de l'information qui contribue à garantir la liberté et la responsabilité du citoyen. »

Mgr LEFEBVRE EST SUSPENDU

Cité du Vatican (A.F.P.). — Mgr Marcel Lefebvre a été suspendu « a divinis » a annoncé, ce samedi 24 juillet, le porte-parole du Vatican.

Mgr Lefebvre a reçu la communication de cette sanction le 22 juillet dernier.

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1976 a été tiré à 516 583 exemplaires.

A B C D E F G